Semaine du
16 au 22 juin 1974
6e année - no 24

35c

QUÉBEC-PRESSE

Le procès du bill 22 – p. 2 et 3

photo Christian Lambert

• Spécial Camping et Plein air

Les parcs provinciaux, les meilleurs terrains de camping, les camps familiaux, le matériel, les renseignements utiles, etc.

(pages 15 à 19)

• Portugal

48 ans de fascisme ont pris fin avec le coup d'Etat des capitaines. Mais que réserve l'avenir à ce pays aux prises avec une économie stagnante et des guerres coloniales?

(pages 21, 22 et 23)

• Elections fédérales

Une tournée des principaux comtés de la région de Québec: Langelier, Louis-Hébert, Lévis, Portneuf et Québec-Est.

(pages 13 et 14)

mini-loto

TIRAGE 11
VENDREDI
14 juin 1974

	30 Séries émises 90,000 chacune
33654	Possibilité de 30 gagnants de $5,000.
3654	240 gagnants de $500.
654	2430 gagnants de $100.

LOTO PERFECTA

11e COURSE 13 juin 1974

ORDRE:	$1,698.00	prix 72
DESORDRE:	48.10	2540

VENTES TOTALES: $509,414.00

RÉSULTAT

A	B	C	D
5	9	8	2

LE BILL 22

Un débat qui sera long et féroce

par Robert Lévesque

QUEBEC – Si l'on se fie au déroulement des premières séances de la commission parlementaire sur le bill 22, on peut déjà dégager que ce projet de loi, préparé par le ministre de l'Education pour faire oublier le fameux bill 63, subira, de la part des 161 groupes qui ont soumis des mémoires et qui se feront entendre, une opposition farouche. De plus, le débat sur l'avenir sur la langue, toujours refusé en principe par le ministre Cloutier mais devenu (enfin!) réel par la façon dont se déroulent les séances, sera long et survolté.

Jeudi soir, sept groupes s'étaient déjà fait entendre devant la commission en trois jours de séances: quatre groupes francophones et trois anglophones. Six d'entre eux sont carrément opposés au bill en question et un seul est "conditionnellement" favorable. Comme la commission doit recevoir encore 154 mémoires, l'on se demande actuellement comment l'on pourra accélérer les travaux pour "profiter un peu de l'été".

Que ce soit chez les anglophones ou chez les francophones, on n'aime pas du tout le projet de loi, qualifié de "naziste" par les uns et de trop peu radical par les autres. Ce seront donc des groupes contestataires en majorité qui défileront devant le ministre Cloutier.

Jusqu'à maintenant, les mémoires les plus documentés et les interventions les plus importantes sont venus de trois groupes francophones: la Ligue des droits de l'homme, l'Association des professeurs de langue française et le Conseil des hommes d'affaires québécois. Ces trois organismes considèrent le bill 22 trop faible pour constituer une loi qui assurera, dans la réalité, l'avenir du français au Québec.

La Ligue des droits de l'homme

La Ligue des droits de l'homme, dont le président Maurice Champagne a impressionné les parlementaires par la sagesse de ses interventions (sauf une "sortie" provoquée par les députés libéraux qui le harcelaient sur la représentativité de son groupe), s'est attaché surtout à dénoncer le fait que ce projet de loi était fondé sur le pouvoir discrétionnaire du ministre plutôt que sur la reconnaissance de droits et de mesures objectives. Ce qui fait échapper la législation au contrôle démocratique de l'Assemblée nationale.

Il était impressionnant d'entendre le représentant de l'homme souligner justement que le fondement de ce projet de loi n'est pas la reconnaissance du français comme langue officielle, mais l'érection en droits de pratiques de bilinguisme qu'il faut restreindre et qui ne correspondent pas d'abord à des droits de la minorité anglophone, mais à des privilèges.

L'Association des professeurs de français

L'Association des professeurs de français du Québec, de son côté, autant opposée à ce bill qu'elle pouvait l'être face au bill 63, a tenu à souligner au gouvernement l'état inquiétant de morbidité qui s'empare des jeunes Québécois. "Ce qu'il manque au Québec, c'est la motivation pour apprendre et parler sa langue, puisque toute l'économie et la politique sont soumises à l'élément anglophone minoritaire du Québec".

Citant le frère Untel "du temps des insolences", M. André Gaulin a rappelé que "seul l'Etat peut agir au niveau de la civilisation pour sa langue et sa culture. C'est l'Etat qui légifère pour la chasse, pour la pêche, et "la langue vaut bien une truite". M. Gaulin a aussi cité le député Fabien Roy affirmant que la langue n'était pas négociable et que le bilinguisme était impossible.

Rapidement jugés "séparatiste" par les députés libéraux à la commission, les professeurs de français ont eu droit à un cours du professeur Cloutier sur la "dyglossie" de la langue au Québec, où ce dernier a tenté de soutenir que les professeurs de français avaient tort de croire qu'il existe au Québec une langue dominante et une langue dominée, mais que la dyglossie existe entre le français et "sa dégradation: le joual". Et que la présence de l'anglais "ne dérange pas le français".

Le Conseil des hommes d'affaires québécois

Lorsque le président du Conseil des hommes d'affaires québécois a déclaré, devant la commission, que "sans souveraineté, sans le pouvoir de gérer ses propres affaires et de s'associer librement, un peuple est et demeure conquis, en état permanent de colonisé"; en back-bencher libéral, le député de Jacques-Cartier a répliqué à son collègue: "Eux autres, ça doit être des hommes d'affaires qui n'ont pas réussi". Ceci exprime assez bien la façon dont les libéraux ont accueilli ce groupe qui a soumis un des meilleurs mémoires.

Consécration d'un état de colonisé, ce bill, selon eux, qui se disent de la petite et de la moyenne entreprise, est si faible qu'il atteint le ridicule. Ils ont surtout souligné que le bill 22 n'abordait même pas l'aspect des communications, aspect primordial lorsqu'il est question de langue et de culture. Ils ont aussi fait ressortir que le projet Cloutier ne prévoit rien au sujet de l'application de cette loi dans tous les organismes fédéraux installés au Québec.

C'est André Deom, député de Laporte et expert en gestion reconnu dans le monde des affaires, qui a surtout croisé le fer avec les hommes d'affaires indépendantistes. Il leur a reproché de lier l'avenir de la langue au projet de reprendre en mains le contrôle économique du Québec. Se rendait-il compte qu'il admettait publiquement que le Québec ne tient pas son économie bien en main?

Les anglophones

Des anglophones qui ont comparu devant la commission, one ne retiendra rien' sinon un spectacle délirant lorsque le chef de l'opposition a facilement réduit en pièces les arguments d'un groupe de parents catholiques anglophones de l'île de Montréal qui s'appuyaient sur des articles constitutionnels qui n'existent même pas. Les mémoires anglophones, plutôt bâclés, ne faisaient que lancer des appels de détresse face à une éventuelle perte de droits acquis dont personne d'entre eux n'a cependant pu soutenir la véritable existence constitutionnelle.

Quant à la Chambre de Commerce de la province de Québec, elle fut le seul organisme à complimenter le gouvernement: "Ce bill est une contribution majeure pour faire du français la langue "prépondérante" (tiens, c'est nouveau) au Québec", a déclaré le président Claude Aubin. Les libéraux, pour une fois, n'ont pas manifesté d'impatience lorsque la Chambre de Commerce a signalé quelques corrections, mineures, qu'elle aimerait voir dans la rédaction définitive de ce projet de loi.

Qu'est-ce qu'une commission parlementaire?

par Paul Terrien

QUEBEC - Les commissions parlementaires permanentes, comme celle où se déroule présentement l'étude du projet de loi 22 sur la langue officielle, sont le prolongement de l'Assemblée nationale.

Depuis quelques années, on confie un rôle de plus en plus considérable à ces institutions, qui a été confirmé par l'adoption d'un nouveau règlement de l'Assemblée nationale, appliqué depuis le mois de mars 1973, et qui permet à 2 commission de siéger en même temps que l'AN.

Il existe seize commissions parlementaires, qui correspondent en gros aux ministères gouvernementaux: commission de l'Assemblée nationale; commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales; commission de la justice; commission des finances, des comptes publics et du revenu; commission des richesses naturelles et des terres et forêts; commission de l'agriculture et de la colonisation; commission du travail, de la main-d'oeuvre et de l'immigration; commission des affaires sociales; commission des affaires municipales; commission de l'industrie et du commerce, du tourisme, de la chasse et de la pêche; commission des transports, des travaux publics et de l'approvisionnement; commission de l'éducation des affaires culturelles et des communications (c'est elle qui étudie le projet de loi 22); commission des institutions financières, compagnies et coopératives; commission de la fonction publique; commission des engagements financiers; commission des corporations professionnelles.

Le rôle que l'on confie traditionnellement à ces commissions permanentes, dont les membres sont élus en début de session, est l'étude des crédits financiers de tous les ministères (que l'on terminera bientôt) et l'étude de projets de loi et de règlements. Généralement, un projet de loi est "envoyé en commission" après sa deuxième lecture, mais on a fait exception, comme cela est prévu au règlement, dans le cas du projet de loi 22, qui n'a encore été lu qu'une fois à l'Assemblée nationale.

L'on discute habituellement après la deuxième lecture, qui est l'énoncé du principe général de la loi proposée, des détails du projet de loi, article par article. Exceptionnellement, on écoutera, dans le cas de la loi sur la langue officielle, les opinions de représentants de la population sur le principe même de la loi.

Plus d'une centaine d'associations et groupes avaient déjà manifesté leur intention de se présenter ainsi devant les membres de la commission, qui se réunissent habituellement dans le "Salon rouge" de l'Assemblée nationale, où siégeait naguère le Conseil législatif. Le délai très court pour la présentation des mémoires ayant été allongé d'une semaine, il est à prévoir que ce nombre augmentera considérablement. Les membres de la commission ont le loisir d'interroger chacun des témoins durant 40 minutes.

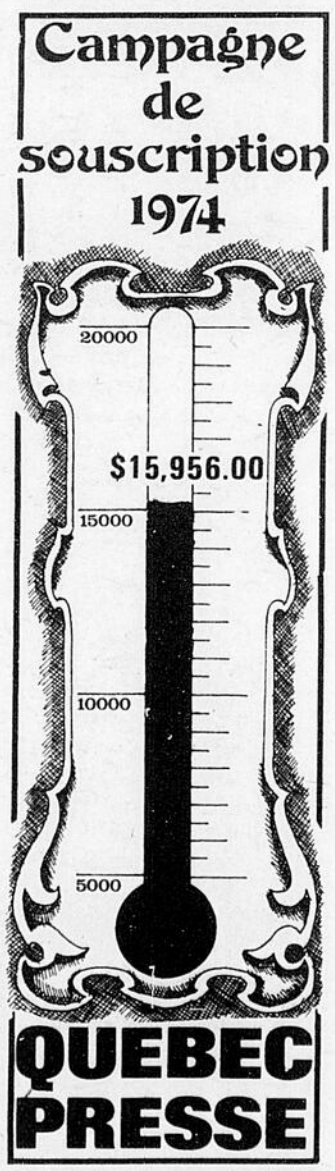
La commission est formée de 14 députés, dont trois de l'Opposition (Claude Charron, Jacques-Yvan Morin, du PQ, et Fabien Roy, créditiste). Ces membres ont cependant convenu, dès les premiers instants de la commission, d'accorder la parole à tout autre député désireux de se faire entendre. On a voulu notamment permettre de cette façon aux députés anglophones, dont aucun n'est membre de la commission, de participer quand même à ses travaux. Un nombre inhabituel de députés et de ministre ont d'ailleurs assisté aux premières séances de la commission, le premier ministre se contentant, comme cela est son habitude, de se faire voir une quinzaine de minutes.

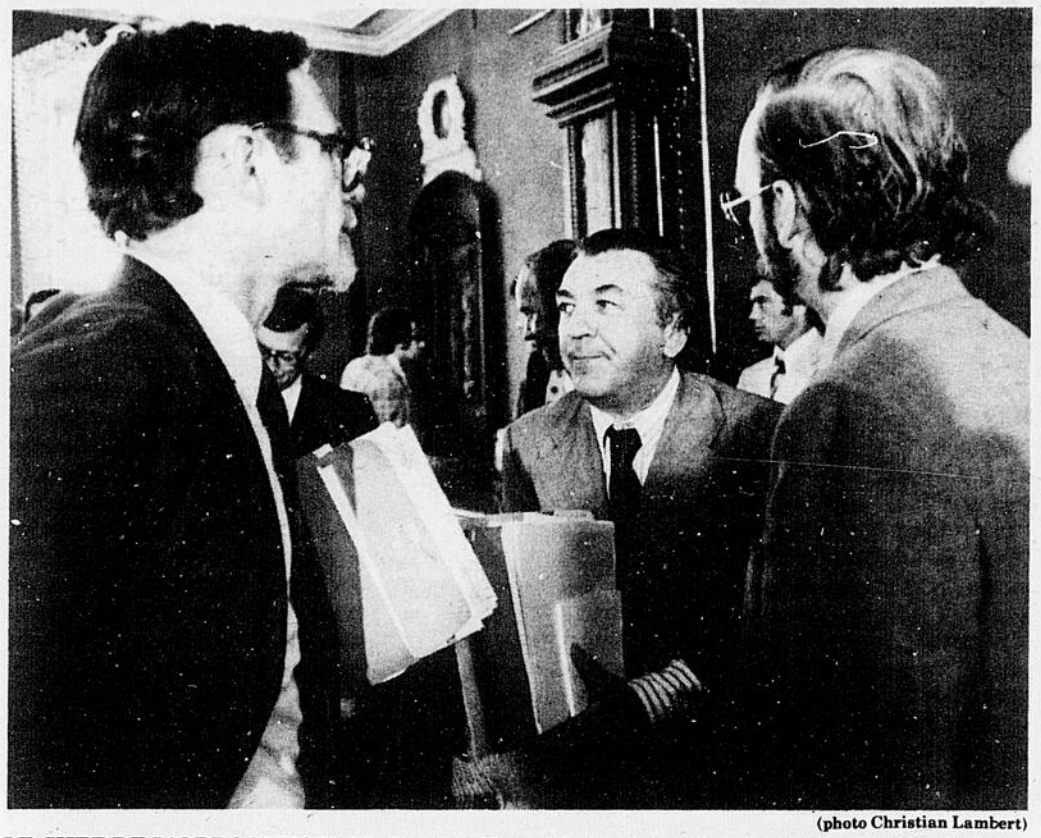
Après cette discussion en commission parlementaire, le projet de loi 22 sera "lu" une seconde fois à l'Assemblée nationale, fort probablement dans la même forme. Grâce à la suspension du règlement ordinaire de l'Assemblée nationale, que le gouvernement imposera bientôt, ou tentera alors de faire adopter la loi 22 avant les vacances des parlementaires, au début de juillet.

QUEBEC-PRESSE

est publié par l'Association coopérative des publications populaires, 9670 Péloquin, Montréal 358.

Directeur général: Gérald Godin.
Directeur de l'information: Louis Fournier.
Chef de pupitre: Michel Hotte.
Comité de rédaction: Marie Brassard, Michel Elliott, Louis Fournier, Gérald Godin, Michel Hotte, Micheline Lachance, Christian Lambert, Robert Lévesque, Jean-Claude Pelletier, Georges Robitaille, Paul Terrien, Monique Vanden.
Rédaction: 381-8684
Bureau Québec: (418) 643-1357
Sport: Pierre Terroux, directeur.
Publicité: Directeur: Georges Robitaille. Représentants: Yolande Poisson, Daniel Béland, Céline Thibodeau
Publicité: 381-1385.
Distribution et abonnements: Directeurs: Guy Ouimet, Jean-Claude Pelletier. –**381-9936.**
Administration: Gilbert Rambo, **381-4775.**
Courrier de deuxième classe sous le numéro d'enregistrement 2314. Port de retour garanti à Montréal, 9670 Péloquin, Montréal 358.
Bibliothèque nationale du Québec. Dépôt légal.
Lithographié par Journal Offset Inc., 254 Benjamin-Hudon, Ville St-Laurent.





(photo Christian Lambert)

LE CHEF DE L'OPPOSITION, M. Jacques-Yvan Morin (à gauche), le ministre de l'Education, M. François Cloutier (au centre), parrain du bill 22, et le député péquiste Robert Burns (à droite), avant que ne débute une séance de la commission parlementaire sur le bill 22. Des expressions qui en disent long.

Les trois clans...

Autour de la longue table du salon 81, où se déroulent les séances de la commission parlementaire sur le bill 22, les députés (intéressés ou non) se sont vite répartis en trois groupes distincts.

L'un, dirigé par le ministre Cloutier et formé surtout des ministres Hardy et Tetley, des députés Déom et Tardif, s'est donné comme tâche de défendre le projet de loi tel quel. Il se montre agressif envers les groupes francophones opposés au présent projet de loi, il écoute peu mais réplique beaucoup. Il n'hésite pas à l'occasion (M. Cloutier surtout), par contre, à se montrer étrangement nationaliste lorsque des groupes anglophones (comme l'a fait un groupe de parents catholiques de l'île de Montréal) crient trop fort au génocide de leur langue.

Un autre groupe, généralement formé de trois députés, réunit l'opposition au projet de loi: les péquistes et les créditistes. Le chef de l'opposition a la maligne apparence du professeur devant lequel comparaissent les candidats pour l'examen oral. Il questionne de façon serrée, tire profit de sa remarquable érudition, juge rapidement et ne donne pas de grosses notes. Le député Charron est d'une attention et d'une vivacité constantes. Le député créditiste de Beauce-Sud questionne peu, approuve souvent ses collègues péquistes et apostrophe plutôt le ministre de l'Education.

Enfin, plus nombreux est le troisième groupe, composé essentiellement des back-benchers libéraux, où brillent surtout les députés anglophones George Springate, Kenneth Fraser, John Ciaccia, Glen Brown, auxquels a décidé de s'assimiler le député de Pointe-Claire, M. "Art" Séguin.

Ceux-ci ne questionnent à peu près jamais les invités de la commission, ce qui ne les empêche pas de faire beaucoup de bruit. Par des mimiques, des gymnastiques, des onomatopées, des rires, ils marquent leur apport aux travaux de la commission. Ces libéraux manifestent contre le projet de loi lorsque celui-ci semble brimer trop les droits des anglophones. Ils vont même jusqu'à appuyer ouvertement les groupes anglophones qui critiquent le ministre Cloutier.

"Un patrimoine, ça ne se négocie pas"

–Fabien Roy

"Un patrimoine, ça ne se négocie pas. Le bill 22 est une loi de négociation; elle est donc inacceptable. "Le Québec sera unilingue français ou il sera unilingue anglais."

Ces paroles, les plus radicales que l'on ait entendues aux premiers jours de la déjà célèbre commission "sur la langue officielle", elles ont été prononcées énergiquement non pas par l'opposition officielle mais par le député créditiste de Beauce-Sud, M. Fabien Roy, qui a demandé le retrait pur et simple de ce projet de loi.

Dans une entrevue qu'il accordait à QUEBEC-PRESSE, le député de Beauce-Sud a développé sa pensée sur le bill 22 et sur la façon dont s'est engagé le débat depuis l'ouverture de la commission parlementaire. D'emblée, on peut constater que ces positions vont plus loin jusqu'à maintenant que celles du parti Québécois.

Pour Fabien Roy, ce projet de loi soumis par le ministre de l'Education est carrément le fruit d'une "série de pressions exercées sur le cabinet Bourassa" de la part de ces quelques membres anglophones, dont particulièrement le ministre Tetley, et du milieu anglophone des affaires, "dans le but de légaliser le plus possible le statut du bilinguisme au Québec".

Alors que, selon M. Roy, c'est la fierté d'être Québécois qui aurait dû guider la réalisation d'une telle loi, c'est le "souci de ne pas déplaire à la minorité possédante" que l'on retrouve partout dans l'histoire de ce projet de loi.

"J'ai l'impression, avoue M. Roy, d'être de moins en moins chez moi dans ce parlement." Le député fait ainsi allusion aux nombreuses interventions en anglais qui ont marqué les premiers jours de la commission. "Je ne veux pas faire preuve de négativité envers les anglophones, mais je suis réaliste. Depuis 4 ans que je suis ici, je n'ai jamais assisté à des séances de commissions parlementaires durant lesquelles on parle tant en anglais, et cela durant un débat dont l'objet est de faire du français notre langue."

Ce débat, tel qu'engagé, causera selon M. Roy des "plaies profondes". Il avoue déjà percevoir le malaise grandissant à l'intérieur du parti ministériel même, où, dit-il, "des députés comme nous, créditistes, qui représentent des comtés entièrement francophones, ne peuvent pas vraiment s'exprimer.

La question importante, selon lui, ne peut pas se poser devant les "stratèges" libéraux menés par le docteur Cloutier, et cette question c'est: "Est-ce que tantôt on va être encore en mesure de gagner notre vie dans notre langue, chez nous?" "Tant qu'on n'amorcera pas le débat là-dessus, il ne sert à rien de faire des lois pour protéger le français et l'anglais.

"C'est d'autant plus inquiétant, ajoute le député créditiste, lorsque l'on entend le premier ministre déclarer en Europe que l'économie du Québec est de moins en moins entre les mains des Québécois. Si l'on ne fait pas en sorte, dès maintenant, d'assurer le développement économique du Québec, par les Québécois et pour les Québécois, plutôt que de "nourrir" les compagnies multinationales, ça ne sert à rien de discuter de la langue."

Si l'on fait remarquer au député de Beauce-Sud la grande parenté de ses propos avec la politique péquiste, il se contente de sourire avec un brin de malice dans les yeux, et il se relance aussitôt: "Une nation trouve ses racines dans ses régions rurales, et le gouvernement actuel n'accorde aucune importance à l'économie rurale. Il n'y a jamais eu tant d'encans de fermes qu'aujourd'hui. Les jeunes quittent la campagne, arrivent en ville sans espoir. On n'a plus de Québécois pur laine, fiers de l'être, qui arrivent à Montréal pour faire carrière. On a des gens qui arrivent chez des étrangers pour quémander des jobs, et qui n'obtiennent que des restants".

Même s'il est seul ces jours-ci (M. Samson est à Vancouver avec les parlementaires du Commonwealth) pour siéger à l'Assemblée nationale et participer aux différentes commissions parlementaires, Fabien Roy a été d'une assiduité exemplaire aux travaux de la commission sur le bill 22, et il ne rate aucune occasion de souligner que l'intention du gouvernement n'est que de légaliser les tendances de l'assimilation à l'anglais au Québec.

Quelques phrases clés...

"Des 55 premiers articles de ce projet de loi, 22 consacrent le bilinguisme au Québec. C'est pourquoi l'Association québécoise des professeurs de français s'oppose avec énergie à ce projet de loi, qui ne décrète pas le français comme seule langue de la collectivité québécoise. Nous dénonçons deux aspects principaux de ce bill: son caractère bilinguisant et la liberté de choix de la langue d'enseignement."

●●●

"In short, the knowledge and usage of the English language is an asset for people around the globe except in the province of Quebec, it seems."

– The committee for the coordination of anglophone catholic education for the island of Montréal

●●●

"Nous nous opposons d'une façon générale à l'article 31 qui prévoit des subventions aux entreprises pour adopter et appliquer le programme de francisation. Ces subventions nous apparaissent comme "dégradantes" pour la population francophone et constituent, à notre avis, une injustice pour les entreprises qui ont déjà procédé en ce sens."

– La Chambre de Commerce de la province de Québec

●●●

"La mise en oeuvre du projet de loi 22 détruira les progrès accomplis par le français au cours des dix dernières années. En même temps elle créera une majorité unilingue défavorisée, francophone uniquement, avec un petit groupe élitiste bilingue à sa tête."

– Quebec Federation of Home and School Association

●●●

"Les droits de la minorité anglaise découlent de la conquête. Ils n'ont jamais été démocratiquement accordés. Il est temps que le Québec sorte de ce complexe de colonisé face à l'anglais."

– André Charbonneau, du Conseil des hommes d'affaires québécois

●●●

"Vous prostituez la langue et la culture lorsque vous voulez l'utiliser pour que le Québec puisse reprendre le contrôle sur son économie."

– André Déom, député libéral de Laporte

●●●

"La manière dont le gouvernement à procédé pour présenter ce qui devrait être l'un des projets de loi plus importants de notre histoire est, sans aucune exagération verbale, anti-démocratique, voire provocatrice."

– La Ligue des droits de l'homme

●●●

"La langue n'est qu'un prétexte; le véritable enjeu est l'honneur de l'homme, qui ne peut se concevoir dans l'abaissement d'un peuple au profit d'un autre."

– Le Regroupement étudiant du Québec français

Le fédéral: bilan du "Bi and Bi"

par Gérald Godin

La grande affaire du régime Trudeau, c'est le bilinguisme et le biculturalisme. Tout a commencé par la célèbre commission Laurendeau-Dunton, mieux connue sous le nom de commission "Bi and Bi." On se souviendra que, dans le Devoir, André Laurendeau appelait de tous ses voeux la création d'une telle commission, il y a une dizaine d'années. Le régime Pearson donna suite aux propositions de Laurendeau et lui offrit même la co-présidence de l'enquête.

Au douzième rang

Quelques années plus tard, les données de l'enquête commencèrent à paraître. Ce n'était pas beau à voir! Les Canadiens français, un des deux "groupes fondateurs" du pays, comme on dit dans les belles déclarations officielles, venaient au douzième rang, juste devant les Italiens et les Indiens, pour le salaire moyen. Les Québécois ne le savaient pas aussi précisément, mais ils s'en doutaient bien un peu.

Et alors...!

Que se passa-t-il ensuite? Il y eut conférence fédérale-provinciale sur conférence fédérale-provinciale. Il y avait à l'époque trois tendances bien distinctes: la tendance du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN); la tendance de l'égalité ou l'indépendance, incarnée par Daniel Johnson, et la tendance du salut par Ottawa, incarnée par Pierre Trudeau.

Précisément, les deux hommes, Trudeau et Johnson, s'affrontèrent un jour à la télévision sur ce sujet. Daniel Johnson déclara que les Québécois ne se contenteraient de rien, sinon l'égalité, et que le fédéral s'illusionnait s'il croyait qu'on pourrait calmer la crise québécoise avec, comme il le dit, "une ou deux aspirines".

Trudeau prit alors la parole et prononça le discours qui le mit au monde. Les élus du Québec au fédéral représentaient les francophones du Québec autant que les élus de l'Assemblée nationale du Québec. Or les élus au fédéral croyaient que les Québécois voulaient rester dans la Confédération. Par conséquent, la solution, elle, devait venir d'Ottawa. C'était à Ottawa à appliquer des mesures qui permettent aux francophones de se sentir chez eux partout au Canada et surtout face à l'administration gouvernementale.

Il balaie le pays

C'était tout à fait dans la foulée du rapport "Bi and Bi". Le salut des francophones, il viendrait du fédéral. L'indépendance, ce serait l'équivalent d'un suicide collectif.

Il y eut le congrès à la chefferie du parti Libéral, Trudeau défit alors Paul Hellyer Robert Winters et John Turner après quelques tours de scrutin. Aux élections de juin 1968, tous les sondages donnaient Trudeau gagnant, mais minoritaire. Puis vint la fameuse nuit de la Saint-Jean 1968, connue depuis comme le Lundi de la Matraque. Trudeau résista aux manifestants qui lui lançaient des bouteilles vides. Il balaya le pays.

Il commença assez tôt à appliquer sa fameuse politique de bilinguisme et de biculturalisme. Mais rien n'alla sans grincements de dents anglophones. Interrogé un jour sur les ondes de Radio-Canada par Wilfrid Lemoyne, au sujet de ses intentions futures, si jamais sa politique de "Bi and Bi" échouait, Trudeau répondit que si les Canadiens anglais rejetaient cet aspect fondamental de toute sa carrière politique, il s'en irait vivre à New York.

A New York?

En octobre 1972, il s'en fallut de deux sièges pour que la métropole américaine ne devienne l'hôte du plus célèbre des fédéralistes canadiens-français. Pis encore, il aurait suffi que 4 électeurs du comté d'Ontario donnent leur appui au conservateur Frank McGee plutôt qu'au libéral Norman A. Cafik et que 119 Montréalais votent pour le conservateur Georges Valade, plutôt que pour le libéral Raymond Dupont, pour que Trudeau s'en retourne chez lui, ou déménage aux Etats-Unis.

Le double

Que s'était-il passé? Les Anglais, sauf ceux du Québec, avaient tout simplement répudié Trudeau. Stanfield, en effet, avait récolté le double des sièges de Trudeau au Canada anglais, soit 105 sièges contre 52.

Sept ans après la Commission "Bi and Bi" et après six ans de "French Power", les Canadiens français sont toujours sous-représentés à Ottawa.

Le soir des élections, Jean Marchand le reconnut: les Anglais avaient voté contre le bilinguisme. De plus, d'après certains renseignements, Trudeau lui-même reconnut ce fait, dans les heures qui suivirent les élections. Dans une conversation avec Paul Gérin-Lajoie, il aurait dit, les larmes aux yeux:

"Aux yeux de bien des Québécois, je suis un traître, et aux yeux des Anglais je suis un Canadien français qui privilégie les francophones".

Ce constat d'échec d'une politique généreuse mais irréaliste, les Libéraux n'osèrent pas le faire publiquement. Jean Marchand lui-même prétendit qu'il avait dépassé sa pensée, dans l'émotion d'une soirée d'élections.

Car avouer cet échec, c'était donner du poids à la thèse indépendantiste suivant laquelle le Canada ne sera jamais que le pays des Anglais, où les francophones ne sont jamais que tolérés. Aussi bien Trudeau lui-même parla dès lors beaucoup moins de ses thèses bilinguistes, et, bientôt, tout ce qui resta du fameux objectif des années 1970, ce fut le Commissaire aux langues officielles, M. Keith Spicer, qui livre au public depuis trois ans des rapports très épicés, comme son nom l'indique, sur la situation des francophones dans l'administration fédérale.

Son dernier rapport est fort clair sur ce point:

Pour la période allant de janvier 1973 à la fin de juin 1973, on peut constater que, dans l'ensemble de la fonction publique fédérale, 7.4 pour cent des nominations ont été faites à des postes exigeant une connaissance des deux langues et 11.5 pour cent à des postes requérant la connaissance du français. Théoriquement, pour 18.9 pour cent des postes (19.7 pour cent en tenant compte de 0.8 pour cent non précisé) la connaissance du français était exigée. Or, le pourcentage des francophones nommés s'établissait à 21.8. On peut donc dire que de nombreux francophones occupent, soit parce qu'ils le désirent, soit parce qu'ils n'ont pas d'autre choix, des postes unilingues anglais (5 pour cent de ces postes).

Cette situation est encore plus marquée dans la région de la capitale nationale. En effet, pour la même période, 12.6 pour cent des postes remplis exigeaient une connaissance des deux langues et seulement 3,4 pour cent une connaissance du français. La proportion des postes unilingues anglais s'établissait, elle, à 78.9 pour cent. Théoriquement 16 pour cent des postes (plus 5 pour cent non précisés, soit 21 pour cent) exigeaient une connaissance du français. Pourtant, la proportion de francophones nommés s'élevait à 24.4 pour cent. Les francophones doivent, là encore, se tourner vers les postes unilingues anglais pour se frayer un chemin dans la fonction publique. Effectivement, 12.6 pour cent des postes unilingues anglais ont été occupés, soit par choix, soit par nécessité, par des francophones dans la région de la capitale nationale au cours de cette période.

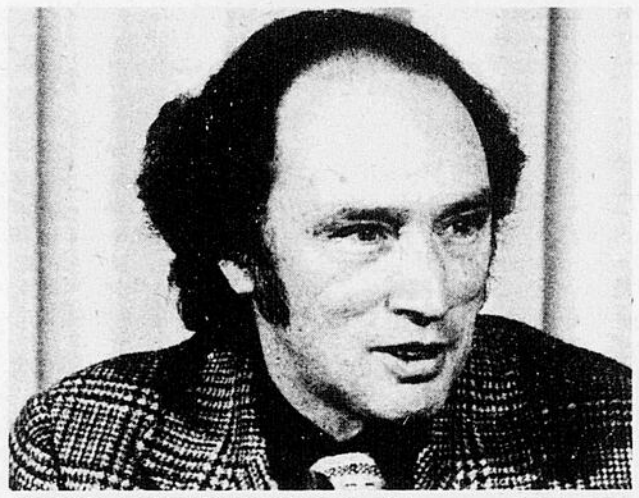
En un mot, la situation change extrêmement peu et extrêmement lentement. Et même pendant qu'à Ottawa, le "French Power" met tout son poids derrière cet objectif.

Et après Trudeau?

Que se passera-t-il, le jour où le "French Power" aura regagné ses quartiers dans la fonction publique provinciale, comme il le fit au cours du long purgatoire Diefenbaker? Il y a bien des Pierre Juneau, des Laurent Picard, des Yves Pratte, des Jean-Claude Delorme qui doivent attendre avec une certaine inquiétude les résultats du 8 juillet.

En fait, ils sont en sursis. Ils sont dans l'aile des condamnés à mort. Si Trudeau est battu, il va y avoir un véritable raz-de-marée francophone en direction des postes gouvernementaux au Québec et un orage de chômeurs instruits. Encore une fois, ça sera pas beau à voir, tous ces Québécois qui ont cru qu'ils pourraient échapper au sort commun des Québécois ordinaires: subir des pénalités de salaires et d'emploi parce qu'ils sont francophones.

Le sursis, ou l'illusion, ou le rêve en couleurs aura donc duré une dizaine d'années. Jamais autant de Québécois n'auront obtenu de postes-clés à Ottawa. Le seul problème, c'est que le Québec est encore sous-représenté à Ottawa, à cause du français, ainsi que l'atteste le dernier rapport du Commissaire Keith Spicer. Aussi non seulement sont-ils encore trop peu nombreux, mais encore, ils sont considérés comme trop nombreux par la majorité anglaise. Sept ans après la parution du premier rapport de l'enquête sur le "Bi and Bi", voilà où nous en sommes. Les Québécois sont-ils satisfaits?



PIERRE ELLIOTT TRUDEAU: "Aux yeux de bien des Québécois, je suis un traître et aux yeux des Anglais, je suis un Canadien français qui privilégie les francophones."

DANIEL JOHNSON a clairement signifié de son vivant à Trudeau que la crise québécoise ne serait pas résolue avec "une ou deux aspirines" de bilinguisme.

KEITH SPICER, commissaire fédéral aux langues officielles: des rapports annuels très "épicés" sur la situation des francophones dans l'administration fédérale.

Baie James: un an de retard

Les fameux travaux hydro-électriques de la baie James subiront un retard d'au moins un an par rapport au premier échéancier fixé. C'est ce qu'il nous a été permis d'apprendre de source proche de la Société d'énergie de la baie James. Ainsi donc, le "projet du siècle" de Robert Bourassa ne sera pas en mesure de fournir de l'électricité au moment prévu, à tel point que l'énergie devra venir d'un troisième réacteur qui sera installé à la centrale nucléaire de Gentilly. Le premier ministre Trudeau a d'ailleurs annoncé le projet Gentilly 3 lors de l'ouverture de sa campagne électorale à Drummondville... Le retard à la baie James ne sera pas confirmé avant la fin de l'été ou même à l'automne.

•••

Galienne n'aime pas un maire péquiste...

L'ancien maire de Sept-Iles et député libéral de Duplessis sur la Côte-Nord, Donald Galienne, est prêt à tout pour pénaliser ceux qui ont appuyé le parti Québécois aux dernières élections. Le dénommé Galienne a confirmé qu'à cause de son option indépendantiste, il a écarté le maire de Rivière-au-Tonnerre, M. Julien Bourque, d'importantes discussions sur l'avenir économique de sa municipalité. Ces discussions, tenues aux bureaux du ministère de l'Industrie et du Commerce à Québec, ont porté sur l'avenir de la poissonnerie des Pêcheurs Unis à Rivière-au-Tonnerre, la principale source de revenus de cette petite localité de la Moyenne Côte-Nord. M. Bourque, un péquiste notoire, n'a même pas été informé de la tenue de cette réunion! Le député libéral Galienne a déclaré qu'il n'avait pas besoin du maire Bourque, et d'autant moins que ce dernier est un péquiste...

DONALD GALIENNE

•••

Un parti qui est bien parti

Le Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) tiendra une importante réunion de son conseil général (60 personnes) le mardi 18 juin, à 19h30, à Rosemont, pour compléter le programme électoral du parti à la suite du congrès de fondation des 11 et 12 mai. Le conseil - l'instance qui fait le pont entre l'exécutif et le congrès - aura à s'exprimer sur les Jeux olympiques, le budget de la ville et la santé. Le Rassemblement poursuit son travail d'implantation dans les quartiers et il a ouvert son secrétariat au 1276 rue Dorion. Téléphone: 526-5842.

•••

Au galop

Le Rhinocéros. L'éminence de la grande corne, le Dr Jacques Ferron a énuméré les objectifs de son parti cette semaine: empêcher Gautrin d'être fécondé par Lewis, même si ce dernier est bas sur pattes, déconfessionnaliser les bingos, déplacer le comté de Shawinigan pour faciliter l'élevage du rhinocéros, augmenter la pension de vieillesse des plus de 100 ans, jouir ensemble et... en gondoles, et ainsi de suite. A Stanfield qui a le mérite d'avoir refoulé dans les limbes le budget Turner et aussi celui de nous avoir rien promis, le Docteur Ferron demande, s'il est élu, une enquête royale sur la crise d'octobre. A ce chapitre, l'Eminence de la grande corne a de la suite dans les idées: Le Dr Ferron revient une fois de plus sur ce qu'il appelle "le grand cérémonial astèque de l'immolation de Pierre Laporte." "Octobre 70, ajoute-t-il, a été plus qu'un crime, une impolistesse." Voilà pourquoi le parti Rhinocéros réclame a grands cris la tête du juge Rhéal Brunet. "Et si on nous la refuse, nous en ferons tomber une autre... pacifiquement!" Pour connaître en détail les programmes officiels et officieux du Rhinocéros il faut lire le premier livre de la collection "parti", que les éditions l'Aurore lancaient cette semaine.

Après une lutte de huit ans...

APRES UNE LUTTE qui a duré huit ans, les personnes âgées de la métropole ont enfin obtenu une réduction du prix des billets de métro et d'autobus. Ils paieront maintenant un dollar pour une série de cinq billets. Il paraît que les négociation sont en cours entre le gouvernement provincial et les autres centres urbains du Québec afin que les personnes âgées de ces centres bénéficient aussi de réductions sur les tarifs des transports. Si ces personnes ne veulent pas attendre huit ans, elles devraient commencer dès maintenant à manifester leur détermination.

(photo Michel Elliott)

•••

Ca swing à Rouyn

Les futurs "déportés" de Mont-Brun, ce petit village "marginal" de l'Abitibi, ont réussi à bloquer tous les bureaux du gouvernement du Québec, vendredi, à Rouyn. Déjà une semaine plus tôt, ils avaient bloqué les 90 autobus scolaires de Rouyn, sans parler de l'occupation qu'ils font de l'école de Mont-Brun depuis déjà 26 jours. L'opération de Rouyn, ils l'ont faite avec environ 300 futurs déportés d'une quarantaine de paroisses marginales du Nord-Ouest. Car si c'est Mont-Brun et Destor qui sont à l'heure actuelle sur la ligne de feu des paroisses condamnées, il y a une quarantaine de paroisses qui devront subir le même sort avant longtemps. Aussi, dans l'Abitibi, les déportés immédiats et futurs ont formé un front commun qui fait parler de lui. Le malheur, c'est que le reste du Québec n'est pas assez informé de ce qui se passe là-bas. Comme nous disait un Abitibien: Radio-Canada ne se déplace dans les régions que s'il y a des morts. La même chose vaut pour les autres grands medias.

LES 47 EMPLOYES du siège social de la Fédération des caisses d'économie du Québec, à Montréal, sont en grève depuis mardi dernier, le 11 juin. On sait que la Fédération est un mouvement coopératif d'épargne et de crédit qui regroupe au-delà de 170,000 membres - dont l'immense majorité sont des syndiqués -, dans 178 caisses, avec un actif de plus de $160 millions. La grève, votée à 90%, porte essentiellement sur les salaires, notamment l'indexation à la hausse du coût de la vie et le minimum de $100 par semaine à l'entrée. Les négociations sont rompues depuis le 7 juin et le directeur général de la Fédération, Robert Soupras, est en vacances.

(photo Michel Elliott)

Les libéraux envoient promener les grévistes de la United Aircraft

UNE CENTAINE DE GREVISTES de la United Aircraft de Longueuil ont manifesté devant le Parlement, à Québec, mercredi dernier le 12 juin. Ils sont ensuite allés dans les galeries de l'Assemblée nationale pour appuyer le député Robert Burns, du parti Québécois, qui défendait un projet de loi qui leur tient à coeur. La majorité libérale a "enterré" ce bill qui aurait étendu à toutes les entreprises syndiquées la fameuse fomule Rand, soit la retenue obligatoire par l'employeur des cotisations de tous les employés syndiqués et leur remise au syndicat accrédité. La grève à la United Aircraft dure depuis plus de 6 mois...

(photo Christian Lambert)

éditorial

Aimes-tu mieux de la m... ou de la crème en glace?

En appuyant majoritairement l'idée du libre choix de la langue d'enseignement, les Québécois qui ont répondu aux sondages récents ont tout simplement fait preuve de réalisme.

Brutalement résumés, les sondages demandaient aux Québécois: aimes-tu mieux de la marde ou de la crème en glace? En effet, l'immense majorité des Québécois savent que l'anglais est une nécessité au Québec: pour travailler, tout d'abord; pour gagner un salaire raisonnable, ensuite; pour avoir accès aux emplois intéressants et, enfin, pour parvenir aux postes supérieurs. Le degré de nécessité de l'anglais augmente en fonction de ces quatre échelons.

Des imbéciles

Aussi bien, tout Québécois réaliste, qu'il soit francophone, italien, grec, portugais ou ukrainien, serait un fieffé imbécile s'il ne prenait pas des mesures pour que ses enfants parlent anglais.

Que ce réalisme soit interprété par M. Claude Ryan comme la preuve que le Québécois est "tolérant", qu'il montre une "ouverture d'esprit prudente à des voies nouvelles et un respect inébranlable pour les droits minoritaires", confine à la grosse farce.

Le Québécois n'a pas le choix de refuser l'anglais. Les risques de chômage des Québécois grandissent à mesure que leur ignorance de l'anglais augmente. C'est aussi simple que ça. Ces données ne sont pas neuves. Elles sont de toutes les enquêtes sur la question: de la Commission "Bi and Bi" jusqu'au rapport Gendron. Allons plus loin: les chances d'avancement du Québécois francophone grandissent à mesure qu'il n'intègre au milieu angophone. S'il lit The Gazette et The Star, s'il regarde le canal 12 ou le canl 6, tout comme ses compagnons de travail anglophones, il sera reconnu par eux comme un gars "correct". Il doit tendre à ne pas se distinguer comme Canadien français. Il doit tendre à disparaître comme Canadien français et à devenir anglophone. S'il change son nom de Gauthier à Gaushy, ses chances augmenteront encore de se tailler une place conforme à ses talents et à ses aspirations.

En un mot, le Québec est une colonie. Telle est la réalité que tous les "guides" veulent faire oublier.

On n'en voudra pour preuve que les célèbres lois 22 et 63, toutes deux présentées comme des lois pour défendre le français et qui donnent à l'anglais des droits qu'il n'avait pas auparavant. Le gouvernement du Québec aussi est prisonnier du colonialisme, c'est-à-dire d'une structure politique et économique dans laquelle une minorité étrangère impose ses lois, ses volontés et ses exactions de privilèges à la majorité nationale.

Cette réalité, répétons-le, nos "pundits", nos prophètes du statu quo, nos embaumeurs collectifs ne veulent pas en parler. Et pourtant, c'est elle qui saigne le Québec. Quiconque prendra l'autobus dans Ahuntsic, rue Sauvé en plein coeur de l'Est de Montréal, verra à sa grande surprise des jeunes écoliers parler anglais entre eux. Il verra des écoles françaises devenues anglaises, comme St. Rita's Annex, coin Sauvé et Durham (oui, oui, Lord Durham lui-même, comme par hasard). Il verra son peuple menacé de disparition. Non pas menacé par les Italiens, les Grecs, les Portugais mais menacé par son propre gouvernement qui tient plus du chien couchant que d'un Etat. Un gouvernement qui tient la balance du pouvoir de la minorité rhodésienne et qui, par conséquent, s'en trouve les mains liées derrière le dos.

Coincés

Ainsi, les Québécois sont coincés. C'est un miracle, dans les circonstances, que 30 p. 100 d'entre eux marchent contre la peur, la propagande, la panique et prennent le parti de leur libération, avec les risques que ça comporte. Ils sont placés devant deux risques, en fait: agoniser, c'est-à-dire s'acculturer, ou bien résister, c'est-à-dire se battre. Le risque de mourir et le risque de vivre.

Telle est la leçon à tirer du bill 22. Après la loi 63, qui fut une défaite, le bill 22 constitue un recul considérable pour le français au Québec. Ainsi le Québec va-t-il de défaites en défaites. Le Québec est carrément dans une perspective historique sans issue. Ceux qui en douteraient encore n'ont qu'à lire le bill 22 et le document que la CSN a rendu public vendredi sur les traquenards de cette loi. Ils n'ont qu'à lire les sondages. Le destin du Québec y est tout tracé.

La conclusion que nous tirons de ces sondages, à QUEBEC-PRESSE, c'est tout le contraire de ce que prétendent MM. Ryan et autres légionnaires du statu quo. Les Québécois ne s'y révèlent pas comme des esprits tolérants et ouverts au changement mais comme une collectivité qui, majoritairement, préférerait vivre en anglais que de mourir en français, tant que les données économiques n'auront pas changé.

Quand l'Etat ne défend plus la nation mais contribue à l'assassiner, les citoyens abandonnent, sauf une minorité qui reste étonnamment nombreuse dans les circonstances et qui est peut-être la promesse d'une survie éventuelle.

Le Comité de rédaction
par Gérald Godin

billet

Le mou saisi par la vertu

Ainsi, Robert Bourassa a décidé de mettre un terme aux nombreux conflits d'intérêts qui salissaient son gouvernement. Bravo!

Ce n'est pas si souvent qu'on a l'occasion de dire du bien du premier ministre du Québec, profitons-en.

Les règlements qu'il propose ont bien sûr le défaut de laisser une trop grande marge de manoeuvres au premier ministre, mais au moins on saura dorénavant qui aura toléré de tels conflits et il en portera la responsabilité.

Le résultat net de cette décision est simple: elle revalorise l'idée de l'Etat. Au-delà du fait que la grande famille libérale avait littéralement mis les fonds publics en coupe réglée depuis la victoire de 1970 et se les étaient, en pratique, appropriés, ce qui est inacceptable sous quelque latitude qu'on vive, il y avait aussi le mécontentement grandissant des Québécois à l'égard de ces pratiques. Le régime Bourassa était fermé à ces deux réalités, l'une morale et l'autre politique.

Que ce soit à Trois-Rivières, à Québec ou à Rimouski, les mécontents étaient nombreux. Ils trouvaient que vraiment, "Ti-Paul" (Desrochers) et "Ti-Guy" (Saint-Pierre), les chefs des deux principales tendances patroneuses au Québec, allaient vraiment trop loin. Cette situation avait pour effet une répugnance croissante des Québécois à l'égard de leur Etat qui n'était plus un Etat, mais une officine, un comptoir, une binerie, une affaire de famille, un des hauts lieux de la corruption.

Face à cette réalité QUEBEC-PRESSE peut se rendre l'hommage d'avoir été le journal qui s'est battu le plus sérieusement et de la façon la plus soutenue pour que le Québec sorte du "louis-quatorzisme", du favoritisme, du conflit d'intérêts et du népotisme. Déjà, en juillet 1973, lors d'une conversation j'avais été frappé par l'indifférence profonde de Robert Bourassa à l'égard de ces plaies politiques. Il m'avait dit chercher une solution, mais mollement, sans conviction, comme s'il ne voyait pas vraiment de problèmes là-dedans.

Moins d'un an plus tard, saisi par la vertu entre-temps, il impose à tous ses ministres des règles de conduite fort strictes. Que s'est-il donc passé? Il est certain qu'avec la reprise, par les grands journaux, des dossiers de patronage que QUEBEC-PRESSE mitonne depuis sa fondation, l'opinion publique a été plus sensibilisée que jamais auparavant à ces problèmes. On raconte même qu'un soir qu'il était allé assister à une partie de hockey amateur au Petit Colisée de Québec, les amateurs de hockey eux-mêmes avaient crié "Paragon" au premier ministre. L'idée de la propreté gouvernementale avait fait du chemin!

Toujours est-il que Robert Bourassa est enfin intervenu. C'est plus que nous en attendions de lui. Y aurait-il donc du courage dans cet homme?

Gérald Godin

Les lecteurs de QUEBEC-PRESSE et les élections fédérales

Le chef du NPD-Québec répond à Parizeau

Il est malhonnête de la part de M. Jacques Parizeau d'inciter maintenant les Québécois à annuler leur vote après avoir écrit quelques semaines auparavant, dans l'édition du 19 mai de QUEBEC-PRESSE, que les élections fédérales du 8 juillet nous donnaient l'occasion, pour une fois, de discuter de choses sérieuses. Il écrivait plus précisément: "Jamais, depuis l'éclatement du cabinet Diefenbaker, il y a plus de dix ans, une élection n'est tombée à un moment aussi "bien choisi", aussi significatif pour l'électeur."

Il est malhonnête de la part de M. Parizeau de reconnaître à la fois que le sort du Québec est définitivement abandonné aux multinationales (éditions du 10 juin du Jour) et de conseiller aux Québécois de ne pas se servir, en s'abstenant à la prochaine élection, de tous les moyens dont ils disposent pour contrôler ces multinationales.

Tout Québécois qui annule son vote participe, de ce fait, à la réélection du gouvernement Trudeau au Québec. Ne pas voter, c'est voter libéral. M. Trudeau n'est pas, que je sache, le maître à penser des Québécois. Ce n'est pas parce qu'il a déclaré un jour qu'il commencerait à croire à l'indépendance du Québec le jour où les Québécois cesseront de voter au fédéral qu'il faut lui abandonner le contrôle de notre économie.

Les Québécois sont suffisamment adultes pour savoir que ce n'est pas dans une élection fédérale que se gagnera ou se perdra l'indépendance. Voter dans cette élection fédérale, n'a rien à voir avec un vote pour le fédéralisme. Voter dans cette élection, c'est voter pour que cesse cette montée exorbitante des prix. C'est voter pour mettre au pas les compagnies multinationales. C'est voter pour l'augmentation des pensions de vieillesse. C'est voter pour les droits de la femme.

Avant de parler des contradictions des Québécois, M. Parizeau devrait commencer par assumer les siennes en tant que chroniqueur. Parler d'une élection significative dans un premier temps puis, ensuite, inviter les Québécois à annuler leur vote m'apparaît comme un manque de logique flagrant.

Henri-François Gautrin,
président
NPD-Québec

Encourager la brisure avec Ottawa

La décision de la FTQ d'appuyer le NPD est normale, en ce sens qu'elle fait suite au mandat reçu lors du congrès. Mais elle ne tient pas compte du temps, de la réalité du Québec en 1974. Elle ne tient pas compte du sondage qu'a fait la FTQ lors de son dernier congrès et qui a démontré que les délégués (militants) de la FTQ votent massivement pour le parti Québécois.

A l'automne 1972, à Sherbrooke, les Métallos, lors de leur assemblée annuelle, démontraient leur appui massif au parti Québécois. Leur directeur, Jean Gérin-Lajoie, qui se prononçait personnellement en faveur d'un Québec souverain, a été chaudement applaudi. Un mouvement syndical qui se veut progressiste doit suivre le courant de ses militants les mieux politisés au lieu de tomber dans l'incohérence des compromissions, des accommodements pour plaire à un frère, à un ami encore "mêlé" en politique.

L'éveil politique de plusieurs chefs syndicaux ne date que de quelques années et même de quelques mois. Certains ont du mal à brûler les étapes et à comprendre où il faut que nous soyons rendu pour être logiques dans notre lutte pour l'indépendance.

En 1948, alors que j'étais à Ottawa en contact direct avec le racisme fanatique des Anglais, j'ai conclu ceci: **La seule solution** est que nous devons nous séparer d'Ottawa, des autres provinces. Et pourtant, les Canadiens français des autres provinces, que feront-ils? S'éduquer à regarder le drapeau de l'empire (symbole de notre domination) flotter sur eux sans rager? Ils ne le peuvent pas plus que nous. A nous Québécois de leur gagner leur liberté en même temps que la nôtre en faisant du Québec une terre vraiment "française". J'étais donc convaincu de cela avant bien d'autres et je n'ai jamais changé d'idée.

Si on remarque dans **QUEBEC-PRESSE** les gens qui annoncent qu'ils annuleront leur vote, ce sont ceux qui ont toujours été parmi les plus cohérents, ceux qui ont su tenir bon, qui ont toujours gardé la même orientation, qui ont toujours poursuivi une évolution logique. Entre autres, Michel Chartrand, Pierre Vadeboncoeur, Pierre Vallière. Ce sont de grands préoccupés, depuis nombres d'années, de la politique.

Leur choix selon moi, a beaucoup plus de valeur que l'opinion de ceux qui viennent à peine de s'éveiller politiquement et qui ont encore besoin d'une période de mutation. Nous devrons attendre encore quelques années avant que cette opinion soit vraiment réfléchie.

M. Louis Laberge avoue que le NPD est loin de comprendre la question nationale au au Québec. Pour moi, il y a plus que cela, car même si le NPD comprenait le Québec, il est un défenseur du fédéralisme au sein duquel les Québécois sont voués à disparaître, à plus ou moins brève échéance.

Participer, de près ou de loin, au maintien du fédéralisme, c'est en quelque sorte tourner la meule qui affile le sabre qu'un jour on nous remettra pour nous obliger à nous faire hara-kiri! M. Laberge dit: "Les Québécois sont appelés à vivre encore plusieurs années sous l'autorité d'Ottawa; donc, votons pour le NPD, le seul parti défendant le mieux les intérêts des travailleurs". **En attendant de disparaître.** Tous ceux qui parlent ainsi et ceux qui suivront leurs conseils devraient plutôt encourager la brisure, participer à ce que, le plus tôt possible, nous rompions tous liens avec Ottawa. Sinon, les quelques années dont parle M. Laberge sont suffisantes pour que nous ne puissions plus jamais nous sauver comme peuple.

"Pour un peuple privé de sa liberté nationale, la tâche révolutionnaire n'est pas le **socialisme immédiat** mais la lutte pour l'indépendance. Nous ne pouvons même pas discuter du communisme si nous sommes privés du pays où nous pourrions l'instaurer."

Mao Tsé Toung

Si c'est vrai pour le socialisme et le communisme, ce doit être aussi vrai pour ceux qui se contentent d'aspirer à la social-démocratie du NPD. J'aurais souhaité que tout le mouvement syndical québécois, au sein duquel je suis fier d'oeuvrer, puisse s'honorer d'être au milieu du combat de notre indépendance, en tout temps, sans se laisser distraire par des élections chez ceux qu'on devrait déjà considérer comme nos voisins. Participer à cette élection, c'est faire en sorte que jamais nous ne pourrons en tenir de vraies chez nous au Québec, pour les Québécois et pour les travailleurs québécois.

Il est très attristant d'entendre parler de recours aux fusils alors que nous n'avons qu'à poser le simple geste de réclamer les droits d'une majorité. Les fusils ne sont à craindre que lorsqu'on sera en minorité; avoir peur des fusils maintenant, alors qu'il ne devrait pas en être question, cela engendre les fusils pour plus tard car on aura été trop hésitants.

Des quatre partis, je suis d'accord que c'est le NPD qui est le meilleur. Mais nous sommes tellement mal compris du reste du pays qu'avouer notre préférence nuit à celui qu'on préfère (sans le vouloir). Mon frère ou meilleur ami (Emile Boudreau) se présenterait premier ministre NPD du Canada, avec la garantie d'être élu, et j'annulerais mon bulletin!

"C'est avoir tort envers le parti que d'avoir raison contre le parti" disait Trotsky. Il y a des moments d'importance vitale où cela est vrai.

Je termine par cette espèce de parabole: avant de construire la maison de mes rêves (socialistes), je veux choisir le lieu, l'emplacement. Je ne veux pas construire sur le sable, être à la merci des inondations, risquer d'être balayé par des coups de vent, être éternellement au milieu des tempêtes, risquer qu'on me branche au courant de l'ONR, à de l'eau non potable, à des égouts qui "renfloueront" dans mon sous-sol, au cable qui finira par me parler anglais. Avant de construire, je crois qu'il est primordial que je commence par trouver d'abord un terrain qui m'appartienne.

THEO GAGNE,
Rouyn

Pourquoi les péquistes peuvent voter NPD

"On assure le droit à la critique interne à l'intérieur de l'idée de l'indépendance du Québec."

– René Lévesque

Me situant "à l'intérieur de l'idée de l'indépendance du Québec", croyant que cette idée d'indépendance nationale n'est pas un concept fermé, étant fermement convaincu que le nationalisme québécois ne vise à ériger aucune muraille de Chine sur nos frontières, je voudrais dire en peu de mots pourquoi un membre du PQ peut voter NPD aux élections fédérales du 8 juillet.

Annuler son vote, pour un membre ou sympathisant du Parti Québécois, ça pourrait, **théoriquement,** affirmer une présence nationaliste. **Dans les faits,** il faut se rappeler trois choses: premièrement, cette présence nationaliste a été affirmée de façon éclatante aux dernières élections provinciales; deuxièmement, celle que nous voulons souligner par l'annulation du vote sera de toute façon très inférieure aux 900,000 voix recueillies le 29 octobre dernier; troisièmement, on interprétera certainement contre nous la marge des voix ainsi enregistrée.

Voter NPD, ce n'est pas redevenir fédéraliste, pas plus que l'appel de Lewis au PQ ou les fraternisations récentes d'un Lévesque et d'un Barrett ne sont une reconnaissance du bien-fondé de l'indépendance des Québécois dans l'esprit des chefs national et provincial NPD. Ce n'est pas, par ailleurs – tant s'en faut – donner au peuple québécois ou canadien le gouvernement socialiste que plusieurs souhaitent (ou redoutent...)

Voter NPD, c'est

a) reconnaître qu'on vit encore dans le Canada, et que, de toute façon, les politiques fédérales des prochaines années toucheront les Québécois, quelle que soit la fougue de nos aspirations nationalistes;

b) c'est, au nom même de la paix sociale à laquelle nous croyons tous, travailler à mettre au pouvoir un gouvernement qui sera certainement plus "parlable" que d'autres, advenant une accession rapide à l'indépendance (les interventions du NPD lors des événements d'Octobre '70 devraient nous en convaincre);

c) reconnaître la parenté de programmes politiques dont les similitudes au point de vue social ont été notées par M. Lévesque lui-même;

d) reconnaître la solidarité naturelle qui lie les travailleurs d'ici à ceux "d'outre-frontière", tous aussi exploités les uns que les autres par les "Corporate Bums";

e) aider les Québécois qui ne l'auraient pas fait encore à greffer aux analyses pénétrantes du PQ sur la question nationale une solide prise de conscience de l'aliénation profonde de tous les travailleurs en régime capitaliste;

f) et finalement, pour y mettre une pointe d'humour, voter NPD, c'est utiliser le rare privilège que nous avons de voter dans **deux** (2) pays différents...

Pour toutes ces raisons, c'est décidé, je voterai NPD.

Richard Dubois,
membre du parti Québécois,
Ste-Foy

Le NPD est un parti capitaliste...

Je sais que mon opinion n'a pas grande importance; mais j'aimerais la faire connaître quand même concernant le vote du 8 juillet prochain. Ayant passé six mois en Colombie, je peux donc prendre une décision qui ne se rapporte pas à des promesses d'élections, mais à des réalités.

Je ne voterai pas NPD pour la simple et unique raison que ce parti, si on en juge par ce qui existe dans l'Ouest actuellement n'est qu'un parti capitaliste, avec un nom socialiste.

J'ai eu, lors de mon séjour dans l'Ouest, l'occasion d'expérimenter presque tous les domaines, i.e. comme assisté social, comme travailleur, comme étudiant et même comme repris de justice. En aucun moment, je n'ai été agréablement surpris par les réformes apportées par le NPD et je n'ai pas été le seul puisque ce parti est perçu comme un "traitre" en quelque sorte par les ouvriers: Barrett ne se soucie que de mettre sur pied un gouvernement qui sera mené comme une grande compagnie. Les travailleurs dans bien des cas ne sont encore que des money-monkey avec un gouvernement qui, ayant peur des Américains, préfere marcher sur les pieds des travailleurs en ne tenant pas parole.

Il est curieux que nos chefs syndicaux ici, nous prêchent le NPD alors qu'en Colombie actuellement, les ouvriers envisagent des grèves pour toute la période estivale et comme d'habitude ne comptent nullement sur le gouvernement. Par ailleurs, là-bas, le cheap-labor est à majorité francophone. Pour ce qui est des assistés sociaux et des Indiens ils menacent cet été de prendre les fusils car ils en ont assez d'être exploités. Quant au bien-être, même si à Vancouver, il est de beaucoup plus généreux qu'à Montréal, la crise du logement fait que tu crèves comme ailleurs.. De plus, les écoles, elles, fonctionnent comme dans l'armée. A tel point que le ministre Cloutier a l'air progressiste face au système d'éducation de la Colombie. Quant au plan d'assurance-santé, il est moins valable qu'ici.

Pour les jeunes, le NPD se présente des plus conservateurs: Wreck Beach, la seule plage publique gratuite de nudisme, Long Beach, un endroit pour les freaks, sont en train de se faire démolir. Si c'est ça un gouvernement socialiste...

Il est possible tout au plus, dans certaines régions perdues, de se servir des émissions payées par ce parti pour faire réaliser aux gens comment et combien ils sont exploités par le Canada et les USA. Mais au total, le NPD est un parti comme les autres, qui mise sur le Québec pour répéter pour l'Ouest l'expérience de Trudeau, un parti qui n'accepte pas l'indépendance du Québec.

Voter NPD, sous prétexte que nous nous appauvrissons, c'est demander aux gens de se prostituer, d'accepter l'allégeance canadienne pour avoir leur part du gâteau. C'est demander aux gens de choisir en faveur de valeurs américaines que l'on combat à coup de milliers de dollars. Aussi, sans acheter de fusils (quoique c'est loin d'être une mauvaise idée pour toute personne qui veut préparer sa défense contre un régime qui empiète de plus en plus sur nos droits) M. Laberge pourrait souscrire pour que l'on ait un meilleur réseau d'information. Cela permettrait une politisation qui ne sera pas Père Noël, une image hypocrite du capitalisme travesti en socialisme...

Jean Simoneau,
Montréal

La page LECTEURS vous appartient. Cependant, comme nous recevons un grand nombre de lettres chaque semaine, nous vous invitons à rédiger des textes courts (tout au plus, deux feuillets à double interligne) et d'une écriture lisible (de façon à faciliter la transcription). Merci.

PARIZEAU EN LIBERTE

La ruée vers l'immeuble

Des taux d'inflation de plus de 10 pour cent par an comme ceux que nous connaissons actuellement ont des conséquences évidentes - et souvent décrites - sur le pouvoir d'achat des consommateurs, sur le revenu réel des salaires, sur les finances des gouvernements.

D'autres conséquences, pour être moins visibles et plus techniques, n'en sont pas moins profondes. Il s'agit des répercussions de l'inflation sur le marché des capitaux et la course vers les immeubles et les terrains.

Les obligations

Les acheteurs d'obligations sont, en principe, les plus "mal pris". S'ils ont acheté leurs titres avec des soupçons d'intérêt de 7 ou 8 p. 100 comme cela était couramment le cas il n'y a pas si longtemps, leurs revenus d'intérêt ne couvrent même pas la dépréciation du pouvoir d'achat de leur capital. Ils peuvent, sans doute, se débarrasser de ces obligations, mais ils ne trouveront d'acheteurs qu'à des prix inférieurs à celui qu'ils ont payés à l'origine. Personne ne voudra, en effet, être pris dans la même situation. L'acheteur demandera un escompte et le vendeur perdra ainsi une partie de son capital.

Il faut faire exception pour les obligations d'épargne. Les gouvernements sont légalement engagés à les racheter n'importe quand au pair, c'est-à-dire à leur valeur nominale. Quand le détenteur d'obligations d'épargne se rend compte que les intérêts qu'ils reçoit sont inférieurs à d'autres intérêts qu'il pourrait recevoir d'une banque, ou d'une compagnie de fiducie, ou bien quand il prend conscience que les revenus de ses obligations d'épargne ne comprennent même pas la dépréciation du capital, il est tenté de liquider.

Et de ce temps-ci, il liquide!

Depuis le 1er mai, $442 millions de dollars d'obligations d'épargne du Canada ont été rachetées par le gouvernement. L'annonce du relèvement des taux d'intérêt à 9 p.100 par le ministre des Finances n'a pas aidé. Au cours de la seule semaine dernière, $108 millions ont été rachetés.

Le ministre des Finances du Québec, lui, a toutes les difficultés du monde à vendre sa nouvelle série d'obligation d'épargne. Cela n'est pas dû seulement au fait qu'il refuse de passer de la publicité dans Québec-Presse et dans le Jour. C'est qu'à 9.5 p.100 d'intérêt, les acheteurs ne sont pas intéressés. En 1971, le Québec avait vendu $144 millions de ces titres; en 1972, $117 millions, en 1973, $133 millions. Et en dépit d'un allongement de la période de mise en marché cette année, les ventes ne dépassent pas encore $72 millions de dollars.

Ce n'est pas que l'argent manque. Mais il ne se place qu'à des taux très élevés (pour rattraper en revenus ce qu'on perd en pouvoir d'achat) - et c'est ainsi qu'on voit apparaître des taux hypothécaires de 13 ou 14 p. 100 - ou bien il va ailleurs.

Où peut-il aller? Soit à la Bourse, soit dans des placements immobiliers.

La Bourse

Les cotes de la Bourse reflètent très mal actuellement, la montée foudroyante des profits. Il semble y avoir à cela diverses causes. Plusieurs des titres les plus solides, les plus connus aussi, que beaucoup de petits épargnants achètent, n'ont pas, depuis quelques années, monté aussi vite que les prix. L'exemple le plus remarquable à cet égard est Bell Canada. D'autre part, les investisseurs sont inquiets. Ils ne sont pas certains que la hausse énorme des profits va se maintenir et surtout qu'elle n'incitera pas le gouvernement à prendre des mesures correctives. Des discussions de gel des prix, de contrôle, de politiques de revenus rendent malade un organisme qui est en fait "un paquet de nerfs".

Néanmoins, la Bourse est tellement basse que l'on peut s'attendre à ce qu'elle remonte... éventuellement. Dans l'intervalle les détenteurs de fonds mutuels investis en obligations et en actions se lamentent.

Les propriétés

En définitive, la vraie course est sur l'immobilier. La protection ultime contre l'inflation, c'est là que la plupart des investisseurs la voient. Une maison sur un terrain, ça "c'est du solide". Et le réflexe de tant d'investissements est parfaitement normal. Dans tous les pays qui sont passé par des phases d'inflation ouverte, on a constaté la même chose.

Plus l'intérêt est grand pour les maisons et pour les terrains, plus le prix monte vite. Effectivement, on constate que, depuis un an, un peu partout au Canada, le prix de l'immobilier n'est pas monté de 10 pour cent, comme l'indice du coût de la vie, mais de 25 à 30 p.100.

Une partie de cette hausse est due à des achats par des particuliers pour leur propre usage. Beaucoup de locataires décident, en effet, de liquider ce qu'ils avaient en titres et d'achater une maison.

Une autre partie de la hausse est le fait de spéculateurs professionnels qui leur tombent sous la main pour revendre plus ou moins vite avec profit, ou, dans le cas de terrains pour s'asseoir dessus.

Les conséquences sociales d'une telle spéculation sont très sérieuses. La part du logement dans les budgets de famille ordinaires est de l'ordre de 20 à 25 p. 100. C'est la plus grosse dépense individuelle.

La hausse du prix du terrain et de l'immeuble ne peut pas ne pas se répercuter sur les loyers.

Arrêter la spéculation

Si on ne peut guère empêcher la ruée des particuliers sur les maisons, on peut, en tous cas arrêter la spéculation. C'est ce que le gouvernement de l'Ontario vient de faire en imposant une surtaxe de 50 p.100 sur tous les gains de capital provenant de vente de propriétés par d'autres que l'occupant résidentiel. A Toronto, en particulier, les résultats sont spectaculaires. En l'espace de quelques semaines, le prix moyen des maisons est tombé de $2,500.

La loi ontarienne a eu un autre résultat. C'est celui de chasser vers Montréal, les capitaux spéculatifs. Le gouvernement de Québec jusqu'ici n'a rien fait. On va donc assister à une nouvelle poussée de fièvre à Montréal. Et des hommes politiques (devinez lesquels?) vont une fois de plus faire état de la confiance des investisseurs dans le destin éternel du Québec.

CARON LIBRAIRE
DE PLUS EN PLUS
On se rend chez CARON, là où le livre est maître. Venez vous aussi bouquiner.
LA LIBRAIRIE À CONNAÎTRE!
701 Place d'Armes

QUEBEC-PRESSE
à domicile 381-9936

Idéal pour la saison

ENFIN! VESTE MAO
À PRIX ABORDABLE

- en pur coton de Chine, très résistant
- 5 poches dont 4 boutonnées
- 2 couleurs disponibles
- $7.95 franc de port délai de livraison: 1 semaine

Il suffit de remplir le bon de commande ci-joint

Equivalence de taille
S — tailles 34-36
M — tailles 38-40
L — tailles 42-44
XL — tailles 46-48

Par la présente, je commande.....veste(s) "Mao"
au coût de $7.95 chacune

(cochez les cases utiles)

S ☐ M ☐ L ☐ XL ☐ bleu marin ☐ bleu pâle ☐

NOM .....

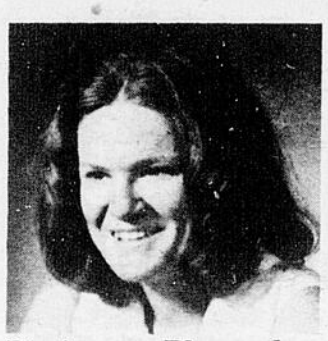
ADRESSE .....

faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de
QUEBEC-PRESSE
SERVICE DU TIRAGE
9670 Péloquin
Montréal 358

LE 8 JUILLET: VOTERA, VOTERA PAS?

par Louis Fournier et Robert Lévesque

QUEBEC-PRESSE a poursuivi le sondage entrepris il y a deux semaines pour savoir comment les Québécois de l'opposition – indépendantistes pour la plupart - allaient voter le 8 juillet. Nous avons notamment jeté notre sonde dans des régions comme l'Abitibi, la Côte-Nord, le Bas Saint-Laurent et la Gaspésie. Voici les réponses que nous avons recueillies.



Denise Plamondon, Rouyn, directrice générale, Conseil régional de développement de l'Abitibi - Témiscamingue

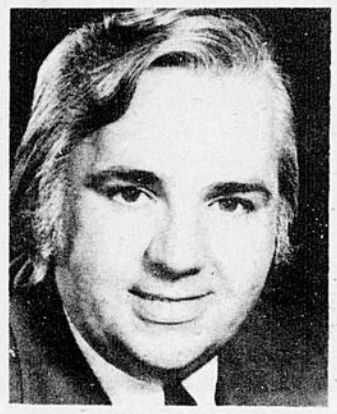
"Je ne peux pas dire comment je vais voter parce qu'avec le CRD, vaut mieux pas faire de politique! Dans la région, les créditistes vont l'emporter dans Témiscamingue, avec Réal, et dans l'Abitibi avec Gérard Laprise. Dans Villeneuve, le créditiste Oza Tétrault se retire et les libéraux ont de bonnes chances de prendre le comté. Chez les péquistes, les opinions sont partagées entre l'annulation et le vote NPD. Au fait, Rouyn-Noranda est le seul coin qui ait élu un député de la CCF au Québec, dans les années 40."

Jean-Guy Rodrigue, président, Fédération des cadres (CSN)

"J'ai été candidat à une convention du PQ en 1973, à Laval, mais je vais voter pour le NPD. En politique, tu n'as jamais un parti qui est parfait, qui répond à 100% de tes aspirations. Mais en attendant, il y a l'inflation. Dans les trois provinces où il y a un gouvernement NPD, c'est un peu mieux. Et le jour de l'indépendance du Québec, le NPD sera plus "parlable" que les autres partis et que les libéraux à Trudeau qui nous ont envoyé l'armée en 1970".

Charles Gagnon, journal "En Lutte"

Tiré d'un éditorial du journal voué à "l'édification du parti révolutionnaire de la classe ouvrière: "Le NPD n'a jamais réussi à s'implanter au Québec et c'est une bonne chose pour les travailleurs. Il y a déjà suffisamment de sociaux-démocrates dans le PQ et même dans le parti Libéral. La dénonciation des multinationales par les sociaux-démocrates n'a jamais visé qu'au développement d'une bourgeoisie locale".



René Daignault, Rimouski, président du CRD de l'Est du Québec

"La directive du PQ n'est pas correcte et je ne m'y conformerai pas. Je vais plutôt voter pour le candidat du parti Rhinocéros dans Rimouski, M. Corneau! Annuler un vote, ça ne se comptabilise pas, ce n'est un geste tangible. Le seul vote possible pour un Québécois qui veut montrer qu'il n'a rien à voir avec le fédéral, c'est un vote Rhinocéros. Si l'on est 12 à voter Rhinocéros dans Rimouski, on saura qu'on est 12. Alors que si on annule, on n'apprendra rien à personne".

Achille Hubert, organisateur, PQ des Iles-de-la-Madeleine

"Le parti Québécois devrait laisser ses membres libres de choisir l'attitude à prendre lors des élections. Quoi qu'il en soit, comme à l'accoutumée, les Madelinots vont s'abstenir en masse aux Iles le 8 juillet. En 1972, près de 2,000 électeurs n'avaient pas voté sur une possibilité de 7,000 électeurs..."

Clermont Nadeau, responsable de l'action politique Conseil central de Beauharnois-Valleyfield (CSN)

"Je suis pour le parti Québécois mais le 8 juillet, je vais voter pour le NPD. A la CIL de Valleyfield, où je travaille, et dans d'autres usines aussi, il y a beaucoup de travaillants péquistes qui sont de tendance NPD. Dans le comté, on est pris avec un député libéral, Gérard Laniel.

Clément Lemieux, syndicaliste des Métallos, Sept-Iles

"Je suis en maudit contre le mot d'ordre du PQ. Moi, ça fait 23 ans que je suis membre actif de la CCF et du NPD. Je ne vais pas changer maintenant et c'est une élection trop importante. On a eu assez d'ouvrage sur la Côte-Nord pour faire indexer nos conventions collectives à la hausse du coût de la vie!"

Charles Banville, leader des Opérations-Dignité, Bas du Fleuve

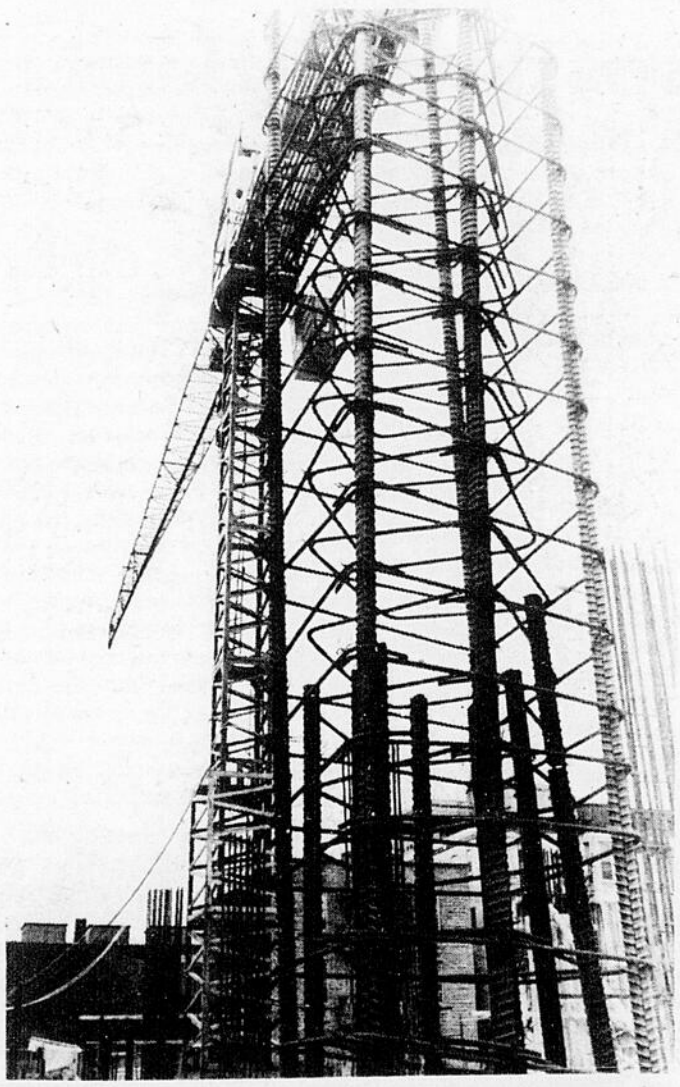
Devenu restaurateur, l'ex-curé Banville a acquis une certaine prudence dans ses déclarations politiques. Le président de l'Opération-Dignité a tout au plus laissé entendre qu'il irait voter le 8 juillet, "comme tout citoyen ordinaire".

Clément Godbout, coordonnateur régional des Métallos (FTQ), Côte-Nord

"Même si j'ai été candidat du PQ aux dernières élections, je ne suis pas sûr encore que je vais suivre le mot d'ordre d'annulation. Je dois rencontrer ces jours-ci le candidat du NPD dans Manicouagan, Raymond Perron, du journal Le Nordic à Sept-Iles, un journal pas trop pire pour les syndicats. C'est un ancien travailleurs de l'Iron Ore. Je crois que plusieurs péquistes, parmi les métallos, vont voter NPD. En 1972, moi j'ai voté NPD."

Pierre Pilon, syndicat des employés (FTQ) de la Firestone à Joliette

"Au moment où on se parle (jeudi), le NPD n'a pas encore choisi son candidat dans Joliette. Ca n'aide pas à se brancher vite! Et à la dernière élection, le NPD avait parachuté dans le comté quelqu'un de Montréal qu'on n'a jamais vu. Pour le moment, la tendance semble à l'annulation. Surtout que le parti Québécois, qui avait aidé Roch Lasalle comme indépendant en 1972, s'est fait avoir quand Lasalle est retourné avec les bleus..."



DES CHANTIERS déserts... (Photo Michel Elliott)

Construction

Des patrons durs d'oreille!

par Louis Fournier

Il y a plus d'un mois, dans l'édition du 12 mai de QUEBEC-PRESSE, un titre parmi tant d'autres: "Remue-ménage sur les chantiers? Les ouvriers de la construction veulent faire indexer leurs salaires."

La semaine dernière, le remue-ménage était devenu une grève générale, en riposte aux lock-out des patrons qui, eux-mêmes, rétorquaient à certains ralentissements de travail des ouvriers.

Et quand la grande majorité des 100,000 ouvriers du bâtiment au Québec ne travaillent plus, le gouvernement s'en mêle. Le ministre du Travail, Jean Cournoyer, a nommé un médiateur spécial. Pour tenter de rapprocher les parties, comme on dit.

Et si les parties se rapprochent assez, jusqu'autour d'une table, il y aura peut-être des négociations.

Retour au travail?

Le résultat ne sera sûrement pas ce que demande la FTQ, soit une hausse globale de salaire de $1 l'heure. Mais il y a des chances qu'on en arrive à trouver une formule d'indexation des salaires à la hausse du coût de la vie.

Le ministre Cournoyer est optimiste. Il a prévu un retour au travail sur les chantiers à compter de lundi. Il n'y a pourtant rien de certain. Il faudrait d'abord que la FTQ-construction ait la conviction que l'on va négocier vraiment. Et la ligne dure de la Montreal Construction Association, le fer de lance du patronat dans le bâtiment, ne dit rien qui vaille.

Leurs flûtes

Comme d'habitude, la FTQ et la CSN n'ont pas réussi à ajuster leurs flûtes pour cette bataille capitale. La CSN s'est même prononcée contre un mouvement de grève déclenché sans consultation de la base. A la FTQ, on répond que les membres ont été informés mais qu'il n'était évidemment pas question de tenir des votes en faveur d'une grève illégale...

La CSN voudrait également que les ouvriers du bâtiment puissent empocher avec leur chèque de paie le 20 cents l'heure qu'ils versent, depuis le premier mai, dans leur fonds de pension. Or, on sait que la FTQ-construction tient à ce fonds de pension comme à la prunelle de ses yeux!

Bref, les syndicats sont divisés, comme à l'accoutumée, mais chose intéressante, les patrons le sont aussi. Deux associations patronales, celles des plombiers et des électriciens, ont déjà annoncé leur volonté de négocier, avant même l'intervention du médiateur gouvernemental.

Durs de comprenure

La semaine qui commence sera déterminante: l'épreuve de force va-t-elle connaître une escalade ou, au contraire, l'amorce de véritables négociations détendra-t-elle un peu le climat, en permettant la reprise graduelle du travail sur les chantiers?

Le 12 mai dernier, dans QUEBEC-PRESSE, le président de la commission de l'industrie de la construction, Me Fernand Morin, tenait des propos pleins de bon sens: "Il faut trouver une formule pour ajuster les salaires. Les patrons doivent comprendre ça tout de suite".

Mais il y a des patrons qui sont "durs de comprenure"!

MATTHIAS RIOUX: "CKAC m'a donné assez de corde pour me pendre... ou pour réussir"

par Louis Fournier

Il est indépendantiste, voire même socialiste, sans parler de ce qui l'a surtout fait connaître: son travail dans le mouvement syndical. Bref, il a à peu près tous les vices!

Et pourtant, depuis le 22 avril, Matthias Rioux, 40 ans, anime deux heures d'émission de ligne ouverte, tous les jours, à l'antenne de CKAC-Télémédia, "le plus grand réseau privé de radiotélédiffusion au Québec", comme le clame sa publicité.

Comment le grand manitou de Télémédia, le libéral Philippe de Gaspé-Beaubien, a-t-il consenti à confier autant d'heures d'antenne, chaque semaine, à un homme comme Matthias Rioux? A-t-il fallu qu'on torde quelque peu le bras au grand patron du réseau? Ou bien l'a-t-on finalement convaincu que l'entrée en scène de Rioux, candidat du parti Québécois aux dernières élections, serait une affaire rentable pour Télémédia?

Un sacré risque...

Le principal intéressé, Matthias Rioux, se demande encore aujourd'hui, deux mois après son arrivée à CKAC, quelle mouche a pu piquer la direction pour qu'elle accepte son émission: "Québec d'aujourd'hui".

En m'engageant, a-t-il déclaré à QUEBEC-PRESSE au cours d'une entrevue, ils ont pris un sacré risque! Mais ils m'ont donné assez de corde pour me pendre... ou pour réussir."

"Je n'avais aucune expérience de la radio, raconte Rioux. Je suis arrivé là vert comme un poireau. J'ai présenté un projet global et on l'a accepté. L'émission n'est pas encore 50% de ce que je veux faire. Je songe à des choses inédites et je suis en train de négocier ça avec mes patrons. Et qu'ils ne comptent pas me récupérer."

La parole au monde

Comment Matthias Rioux voit-il les objectifs d'une émission d'affaires publiques comme "Québec d'aujourd'hui"? Lui qui n'a pas la langue dans sa poche, il répond:

"D'abord et avant tout, il s'agit de donner la parole au monde, de permettre aux gens de s'exprimer. Quels que soient leur statut social, leur niveau d'instruction, leur facilité de parole.

"Ensuite, il s'agit de relever la conscience des gens, de leur donner la chance de mieux saisir les problèmes. On peut appeler ça comme on veut: la conscientisation, la sensibilisation et même la politisation.

"Il y a aussi que la radio doit donner la parole non seulement aux vedettes, aux personnalités, aux défenseurs de l'ordre établi mais à tous ceux qu'on oublie trop souvent, le monde ordinaire: les vieux, les femmes de ménage, les mères célibataires, les assistés sociaux, les chômeurs.

"Enfin, il est indispensable d'aller vivre les événements avec les gens qui les font ou les subissent, là où ils sont, dans leur habitat naturel. Les gens ont alors plus de franchise et de simplicité."

Sur le terrain

A cet égard, Matthias Rioux a obtenu qu'au moins une de ses émissions hebdomadaires se fasse "sur le terrain", que la radio se déplace "parmi le monde" et ne reste pas enfermée dans un studio.

"L'émission qui m'a donné le plus de bonheur, on l'a enregistrée à la maison Richard de Saint-Henri. C'était sur les handicapés physiques et mentaux. J'ai senti vibrer quelque chose. Il y en a eu d'autres du genre, sur les foyers nourriciers, la drogue, le troisième âge.

"J'entends bien déplacer la radio non seulement dans des secteurs d'activités différents mais dans des régions différentes, pour sortir un peu de Montréal. Ca, c'est nouveau. J'ai un projet, par exemple, sur la grève de la Canadian Gypsum à Joliette."

La cote d'écoute

Matthias Rioux proclame qu'il ne recherche pas le "rating facile". Il admet ainsi qu'il peut perdre, en cours de route, quelques-uns des 90,000 auditeurs actuels de "Québec d'aujourd'hui."

"Je veux faire de l'éducation populaire, pas de la radio-misère comme Frenchie Jarraud à CKVL. Il faut se débarrasser de ce que j'appelle le mémérage, l'amateurisme, l'infantilisme. Tu n'as pas le droit de niaiser avec l'intelligence collective du monde."

"Québec d'aujourd'hui", révèle-t-il, a surtout arraché des auditeurs à l'émission "Présent" qu'anime André Payette à Radio-Canada. Il s'en réjouit car c'est justement cette clientèle que peut intéresser son émission. Mais perdra-t-il beaucoup d'auditeurs de CKAC?

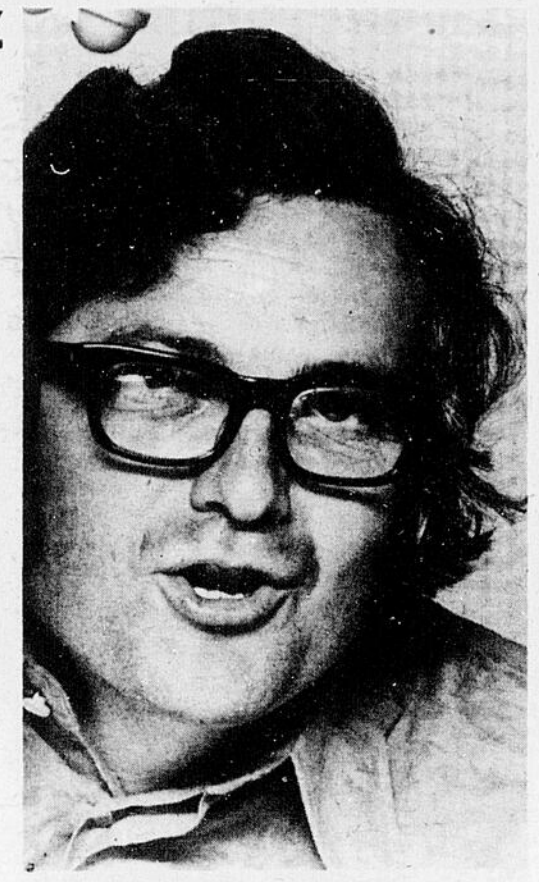
Tribune politique?

Sans le souhaiter, bien sûr, il reconnaît qu'il fait parfois des émissions "difficiles" et même "suicidaires". Entre autres, sur la dimension sociale des encycliques des papes, avec le chanoine Jacques Grand'Maison, ou encore sur le rôle social du patronat au Québec. "Tu ne fais pas de sensationnalisme et de rating avec ça"...

Matthias Rioux se défend bien de vouloir se donner une tribune politique avec son émission. Il faut respecter les auditeurs, dit-il simplement.

"Jusqu'à maintenant, conclut-il, ma marge de manoeuvre est suffisante à CKAC. J'ai pu faire l'émission que j'ai voulue."

Le pourra-t-il longtemps?" Je me donne un an pour faire le test", dit-il encore. Il lui reste encore dix longs mois à passer...



MATHIAS RIOUX: "Jusqu'à présent, j'ai pu faire l'émission que j'ai voulue."

(Photo: Michel Elliott)

De la Gaspésie à St-Henri

"Le gars le plus révolutionnaire que j'aie connu, c'est mon père. Il était pêcheur de morue à une cenne la livre"...

Matthias Rioux est né à Rivière-à-Claude, un petit village de la Gaspésie, où son père vivait (si l'on peut dire) de pêche et d'agriculture. "Je viens d'une région où les gens crèvent de faim", dit-il.

En 1953, à l'âge de 19 ans, il débarque en ville, à Montréal. Il complète ses études secondaires et son école normale tout en travaillant: plombier à l'hôtel Queen, employé à la cathédrale de Montréal, garçon de table, camioneur et peintre.

Professeur

De 1961 à 1966, il est professeur à la Commission des écoles catholiques de Montréal où il enseigne l'histoire et le français. Il devient militant à l'Alliance des professeurs de Montréal (CEQ) et, en 1966, c'est l'un des leaders de la grève de 26 jours menée par les enseignants et que le gouvernement casse avec son bill 25. Rioux était l'un de ceux qui voulaient continuer la lutte dans l'illégalité.

"J'ai été et je reste d'abord un syndicaliste", avoue-t-il. En 1967, il est élu à la présidence de l'Alliance sous le signe d'un syndicalisme plus politisé. Il devient aussi vice-président de la CEQ. Il demeurera à la tête de l'Alliance pendant 4 mois, jusqu'en juin 1971 ("Ce fut ma meilleure maîtresse"...). Il dirige une grève illégale – avec occupation – pendant la crise du classement des enseignants. Au sein de la CEQ, il se signale en prônant le rattachement des enseignants à une centrale ouvrière: "C'est un moyen de se solidariser avec d'autres travailleurs. La CEQ, comme bloc isolé, c'est du folklore national."

Le socialisme

Il est retourné aux études, à 37 ans, pour faire une maîtrise en sciences politiques à l'Université du Québec à Montréal. Il se préparait à aller faire un doctorat à Grenoble, en France, quand CKAC l'a contacté.

Matthias Rioux dit qu'il est indépendantiste depuis 1957. Ce nationaliste de longue date ne s'est "converti" au socialisme que vers les années 1970, "après une longue et laborieuse évolution", précise-t-il: "Le capitalisme a fait ses preuves et a donné le chômage, la misère, la contestation. Moi, je me refuse à l'humaniser. Le socialisme est une option que le Québec devra choisir inévitablement un jour."

Matthias Rioux habite le comté de Saint-Henri depuis 1957 et c'est là qu'il s'est présenté comme candidat du PQ en 1973. Envisage-t-il un retour à la politique active? "Je n'en sais trop rien mais, si c'est à refaire, j'irais plutôt me présenter en Gaspésie"...

CARTES D'AFFAIRES

Benoit Kemp, o.d.
Optométriste
4980, boul. Henri-Bourassa, Est.
Montréal-Nord Tél.: 321-5682

Paul Unterberg
Avocat
1980, Sherbrooke, Ouest, Suite 700
Montréal H3H 1E8 Tél.: 934-0841

L. Ray Tétrault
Luthier
Ventes et réparations d'instruments à cordes
737, rue Louise (près boul. Roland Therrien)
Longueuil. 674-6375.

Décary, Jasmin, Rivest et Laurin
avocats
1010, Côte du Beaver Hall
Suite 750
Montréal H2Z 1R3
866-7921

Jean Dicaire
Pharmacien
Centre de prescription du Québec
815, rue Provost, Lachine
4541, boul. Saint-Laurent, Tél.: 637-4441
Mtl. H8S 1M0 844-9335
Ligne directe pour l'extérieur:
1-800-361-6444

Huguette Viger
Notaire
264, rue de la Couronne, Québec
G1K 6C8 Tél.: (418) 529-5701

Pour tout renseignement relativement aux cartes d'affaires, communiquez au
Service de la publicité à:
381-1385

Pierre Gagnon
Assureur-conseil
Tél.: 842-1124 385 est, rue Sherbrooke
Montréal 129
Membre de l'A.P.A.V.Q.

ON NE DIT PLUS UN DICTIONNAIRE...
ON DIT UN ROBERT

Le scandale du steak haché...

par Daniel Dupré
(collaboration spéciale)

Quand vous achetez du "steak haché" ou de la "ronde hachée", vous vous imaginez probablement que le boucher a introduit dans son hachoir un bon steak et que vous allez déguster un produit moins trafiqué que le "baloney" ou les saucisses à la mie de pain. Eh bien, vous faites erreur!

Il n'y a pas plus de ronde dans "ronde hachée" que de beurre dans le beurre d'arachides. Les différentes catégories de hamburgers et de boeuf haché ne reflètent qu'un pourcentage de gras différent et non pas l'origine de la viande. Ainsi, le boucher a le droit d'incorporer jusqu'à 30% de gras dans son hamburger... et il ne s'en prive pas!

Canada Packers

La Commission fédérale de surveillance des prix vient de publier un rapport fort intéressant sur le sujet. Il apparait ainsi que les grosses sociétés d'abattage, comme Canada Packers, manipulent le prix du hamburger d'une façon éhontée. Certains se sont probablement déjà demandé pourquoi le prix de la viande hachée pouvait augmenter de 20% un beau jour alors que le filet ne montait que de 13%. La raison en est que le prix du hamburger n'est pas déterminé par les coûts, mais fixé de manière à favoriser la vente des coupes les plus chères. Selon la Commission, la viande hachée devrait baisser cet été jusqu'à 75 cents la livre, ou même 65 cents vendue en aubaine. Or, en mars, le prix moyen pour le Québec était de $1.25. Surveillez les étalages.

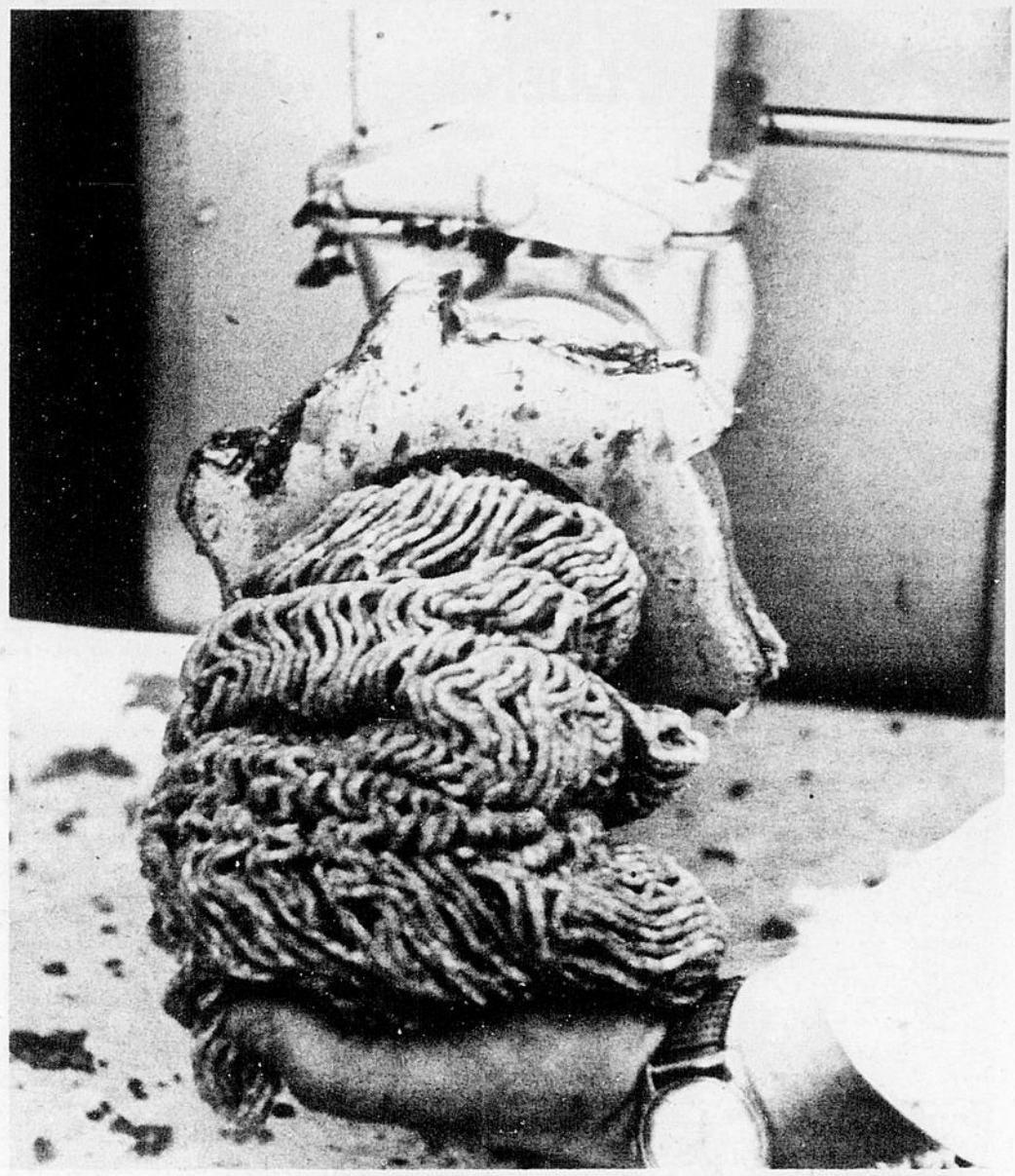
D'australie...

Deuxième scandale: dans les grands magasins, le boeuf haché vendu est composé de 10 à 20% de viande maigre australienne et de 80 à 90% de restes des carcasses canadiennes. Or, c'est le prix de la viande importée qui détermine les fluctuations à l'étalage et non pas le prix du marché canadien.

Troisième scandale, dont la Commission ne parle pas: les magasins ont complètement ignoré la baisse de 15% du prix payé au producteur vers Pâques, poursuivant leur hausse à l'étalage. Avec la récente interdiction des importations de bœuf américain traité au DES, il est à prévoir que les intermédiaires vont sauter sur ce prétexte pour s'en mettre un peu plus dans les poches.

Berryl

La présidente de la commission fédérale, l'inénarrable Berryl Plumptre, a cependant consolé les consommateurs les plus pauvres en leur recommandant des substituts riches en protéines, tel le contestable "soyaburger", en ajoutant qu'il était impossible que tout le monde s'offre du steak Bar-B-Q...



SAVIEZ-VOUS que le boucher du coin peut incorporer jusqu'à 30 p. 100 (30%) de gras dans votre boeuf haché, que vous payez parfois $1.25 la livre?

(Photo: Michel Elliott)

MANDRAGON: le coopératisme chrétien

par Yvau Gauthier

Ici, au Québec, les réseaux de coopératives se sont toujours développés de haut en bas, c'est-à-dire à partir de fédérations préexistantes. Guère à partir d'initiatives locales qui établissent subséquemment des liens entre elles, au fur et à mesure que le besoin s'en fait sentir.

Dans ces conditions-là, la marge de manoeuvre, l'autonomie de la coopérative locale se trouve réduite à pas grand-chose. Les décisions sont parachutées, et la petite coop de Saint-En-Arrière n'a qu'un rôle d'exécutant. Et les sociétaires, n'ayant accès à aucune participation réelle et active à leur coop, s'en désintéressent, naturellement.

Si les coops du Québec se mettaient à se développer "horizontalement", se metaient à prendre leurs décisions et orientations sur le terrain, en tenant compte plus intimement des conditions particulières de la ville ou région en cause, cela leur insufflerait sûrement un nouveau dynamisme qu'on ne peut pas soupçonner aujourd'hui; des régions comme l'Abitibi, le Saguenay-Lac-St-Jean ou la Gaspésie s'engageraient alors dans une mutation dont elles ont la possibilité depuis toujours et dont elles seraient le maître-d'oeuvre.

Dans cette perspective, le coopératisme du pays basque nous semble exemplaire. Plus précisément, il s'agit de la partie du pays basque qui se trouve du côté espagnol de la frontière France-Espagne.)

Voici donc un bref historique du coopératisme basque-espagnol, chiffres à l'appui.

L'expérience des Basques se poursuit depuis 1956. C'est une expérience pas mal unique dans le domaine des coopératives industrielles. Ce mouvement coopératif, appelé le Complexe Coopératif de Mondragon, comptait déjà, à la fin de décembre 1967, 49 unités coopératives: 38 industrielles, 4 agricoles, 5 de consommation, 1 de services et 1 de pêcheries. Cet ensemble employait environ 6,000 hommes en 1967, et son chiffre d'affaires consolidé était alors de plus de –50 millions.

A son origine, le Complexe Coopératif de Mondragon (comme notre CSN, incidemment) s'inspirait de la doctrine chrétienne. La tête dirigeante de cette combinaison de la doctrine chrétienne avec le coopératisme fut le père Arizmendi. Cela a commencé vers 1940. En 43, Arizmendi fonda l'Ecole professionnelle, qui visait à donner une formation technique aux étudiants et à développer leurs sens du social. Dès 52, sortirent les onze premiers ingénieurs techniciens de cette institution. Quatre années plus tard, quatre de ces onze finissants forment la première coopérative industrielle de la ville de Mondragon, l'Ulgor. On y fabrique d'abord des poêles à pétrole. Cela a marché. Alors il a fallu s'agrandir: on construisit d'autres ateliers pour couler des plaques de sélénium et de la fonte, fabriquer des cuisinières à gaz butane, des réfrigérateurs. A mesure que l'Ulgor se développait, quelques ateliers se transformaient en coopératives autonomes.

Vers le complexe coopératif

En 1960, on mit sur pied à Mondragon la caisse populaire du Travail. Fin 66, cette caisse a 38 coopératives sociétaires et quelques milliers d'adhérents (qui sont tenus d'être membres d'une coopérative de la région); elle a 26 bureaux dans le pays basque-espagnol et étudie des projets d'expansion ambitieux. Huit ans plus tard, en 74, cette caisse est confirmée dans le rôle de banquier au service de ses sociétaires individuels et collectifs; de plus elle dispense des services d'assistance technique à ses sociétaires collectifs, et en pratique c'est elle qui assume la planification économique et sociale de l'ensemble du complexe coopératif.

Depuis 66 encore, cinq coopératives industrielles de la région de Mondragon ont entrepris d'aller plus avant dans le processus d'intercoopération: cela a donné le Complexe Coopératif Ularco (distinct de l'Ulgor), qui vise à pousser l'efficacité sur le plan technique, financier et commercial.

Les coopératives de Mondragon ont imprimé leur marque à certains principes universellement reconnus dans le domaine de la coopération. Elles les ont fait évoluer dans un sens qui peut être le bon. Le travailleur a un droit de vote "gonflable", selon ses qualifications techniques (un sociétaire peut détenir de un à 3 votes): par exemple, un travailleur sur chaîne de montage pourra avoir droit à un vote à l'assemblée des sociétaires tandis qu'un ingénieur, à cette même assemblée, aurait droit à 3. La part sociale qui permet d'adhérer à la coopérative est la quote-part que les membres versent au moment de leur entrée comme apport au fonds de réserve. Dans l'Ulgor, par exemple, le droit d'entrée était de $15 en 1956 et de $215 en 1966. Les surplus sont cependant répartis d'une façon assez orthodoxe, c'est-à-dire 15% comme fonds de réserve, 15% dépensé pour des oeuvres sociales et 70% en ristourne au prorata de la somme des salaires, plus une petite prime de risque versée aux détenteurs de capital social.

ELECTIONS FEDERALES: LA REGION DE QUEBEC

LANGELIER

Le comté de Langelier, qui comprend le Vieux-Québec, une partie de la Basse Ville et le port de Québec, est le fief du ministre des Transports, Jean Marchand.

Elu pour la première fois en 1965, l'ancien syndicaliste a porté sa majorité précaire de 849 voix à 2,719 en 1968, puis à 8,624 à la dernière élection.

Le parti Créditiste, qui s'était classé deuxième en 1972, a désigné un vieux militant du parti, le peintre Sauveur Fradette, qui en est cependant à sa première expérience comme candidat.

Un vice-président de la compagnie Québécor (éditrice du Journal de Montréal et du Journal de Québec), Normand Robidoux, a accepté de représenter le parti Conservateur contre le chef du caucus québécois du gouvernement Trudeau.

Le candidat néo-démocrate est un professeur (il enseigne le "développement de la personne humaine" – à ne pas confondre avec "le respect de la personne humaine" enseigné jadis par Yvon Dupuis) de 32 ans, Clément Gilbert, qui participe à sa première élection.

On s'attend par surcroît à une ou deux candidatures farfelues qui sont chaudement discutées dans le Quartier Latin par les soirs qui courent, et le parti Communiste (marxiste-léniniste) pourrait aussi se pointer.

Le ministre Marchand, qui a déjà exercé son éloquence d'un bout à l'autre de la Confédération, s'est aussi révélé depuis le début de sa seconde carrière un politicien local habile. Rien d'important de ce qui se fait à Québec n'est pas d'abord approuvé par Marchand, qui forme avec le maire Gilles Lamontagne et le ministre québécois des Finances, Raymond Garneau, "le triangle du pouvoir" dans la capitale québécoise.

C'est notamment grâce ou plutôt à cause de Jean Marchand que le gouvernement fédéral a pratiquement évincé les deux autres paliers de gouvernement dans la rénovation et la restauration de cette ville historique. Il est difficile de faire un coin dans le Vieux-Québec sans apercevoir un de ces panneaux géants qui proclament que c'est le gouvernement du Canada qui est en train de rafraîchir la Porte St-Louis, qui a refait les Remparts, qui aménage le parc de l'Artillerie (un projet de plusieurs millions, dans le comté de Langelier, qu'avait annoncé M. Marchand au cours de la dernière campagne électorale et qui a eu, depuis deux semaines, un regain d'activité), qui finance la restauration de Place Royale, etc.

JEAN MARCHAND, député libéral de Langelier et ministre des Transports: une sollicitude toute récente pour le port de Québec.

M. Marchand a manifesté récemment beaucoup de sollicitude pour le port de Québec, dont les activités périclitent depuis quelques années. Le gouvernement fédéral a d'ailleurs rédigé, à l'insu de Québec, un vaste plan de réaménagements de tout le quartier du port de Québec.

Sur 39,281 électeurs, 2,215 bulletins ont été rejetés il y a un an et demi.

Si les élections fédérales vous font pleurer, lisez "la bataille des chefs" ça vous fera du bien

En vente partout $2.00

PORTNEUF

Le député créditiste Roland Godin se cramponne à une majorité délicate de 513 voix dans le comté de Portneuf, à l'ouest de Québec, et aura peine à ne pas lâcher prise le 8 juillet.

Son adversaire fait partie de l'écurie des neuf nouveaux candidats que le parti Libéral lance à l'assaut de l'est du Québec et que Jean Marchand a fièrement présentés à la presse la semaine dernière ("Je sens chez ces jeunes l'enthousiasme et la volonté qui nous animent depuis 1965 Pierre Elliott-Trudeau, Gérard Pelletier et moi-même".

Agé de 35 ans, Pierre Bussières est "organisateur à plein temps" pour le parti Libéral depuis 1969 et a fait des stages aux bureaux d'Ottawa des ministres André Ouellet et Jean Marchand. Nullement entravé par la modestie. ("Après toutes ces années investies dans l'expérience politique, je me sens particulièrement apte à devenir un député efficace et disponible. Je crois indéniablement faire partie de cette génération de jeunes candidats agressifs, expérimentés, à l'esprit ouvert, dont le parti a vivement besoin dans le renouvellement de ses forces", écrit-il dans son curriculum vitae).

Tandis que son adversaire créditiste, qui représente Portneuf à la Chambre des Communes depuis 1965, attend toujours la visite de son chef, Bussières a déjà bénéficié de la présence du premier ministre Trudeau et du ministre des Postes Ouellet pour lancer sa campagne à Donnacona. Une foule nombreuse avait applaudi à cette occasion le premier ministre qui a promis de prendre cette année les comtés manqués en 1972 au Québec.

Les sympathies de ce comté à la fois rural et urbain se partagent entre le parti Libéral et le Ralliement créditiste, les autres formations n'étant pas, ici, "dans la même ligue". Contre les 23,113 voix du libéral et le 23,626 du créditiste, les conservateurs et les néo-démocrates à eux deux n'ont recueilli que 7,094 suffrages.

Ce sont deux nouveaux candidats qui feront la lutte pour ces deux derniers partis, Fernand Paquette pour les progressistes-conservateurs et Hervé Gauthier pour les néo-démocrates.

Borné par la rive nord du St-Laurent, le comté de Portneuf présente des aspects variés. Il regroupe des sites pittoresques (comme Cap-Santé) où abondent d'anciennes maisons québécoises, juchées au-dessus du fleuve, des secteurs agricoles, d'importantes agglomérations urbaines (L'Ancienne Lorette, Lorretteville, Charlesbourg-Ouest), des quartiers à la fois riches et d'autres plus pauvres de Québec (Les Saules, Duberger, une partie de Ste-Foy), des lieux de villégiature (lac Beauport, Notre-Dame-des-Laurentides).

Malgré cela, le candidat libéral a trouvé le moyen d'habiter juste à l'extérieur des limites du comté (dans Charlesbourg), mais a promis de déménager "s'il est élu".

Sur 71,431 électeurs, on n'a rejeté que 1,360 bulletins en 1972.

ALBANIE MORIN, député libéral de Louis-Hébert: un comté "rouge solide".

LOUIS-HEBERT

Les banlieues cossues de Québec (Ste-Foy, Sillery) forment ce comté d'environ 73,000 électeurs parmi lesquels on retrouve surtout des hauts fonctionnaires et l'élite commerçante de la capitale.

Cette circonscription s'est acquis la réputation d'héberger en toute sûreté des "gros députés" au provincial (Jean Lesage, Claude Castonguay) mais s'est permis en 1973 l'excentricité de "presque" élire l'indépendantiste Claude Morin (battu par Gaston Desjardins avec moins de 900 voix). Morin, ancien sous-ministre, a d'ailleurs profité de l'avantage d'avoir déjà servi Jean Lesage et d'être un ami personnel de Castonguay.

Au fédéral, par contre, c'est "rouge solide". A sa première expérience en politique fédérale, Mme Albanie Morin a récolté en 1972 le moëlleuse majorité de 23,178 voix sur sa plus proche rivale dans un combat entre femmes.

C'est quand même la candidate néo-démocrate Françoise Gamache-Stanton qui s'est classée deuxième, mais par quelques centaines de votes sur la candidate conservatrice. La représentante du Crédit social a réussi à trouver 4,672 votes parmi cette population bourgeoise, et la candidate du parti Parti (le pendant québécois du Rhinocéros) Lisette Pouliot, humiliait le seul spécimen du sexe fort, un candidat indépendant, en le reléguant au dernier rang par 400 voix.

Mesdames Morin et Stanton s'affronteront encore cette année, mais rien n'indique que la députée (?) libérale puisse perdre beaucoup de terrain.

Le parti conservateur a changé de "pouliche" et a désigné Mme Blanche Boucher comme candidate.

Mme Stanton, qui milite dans un nombre impressionnant de mouvements sociaux et qui a notamment fait partie du comité de médiation formé par le cardinal Roy pour tenter de régler l'impasse syndicale du Pavillon St-Dominique, bénéficie de l'aide de nombreux sympathisants péquistes qui ici comme ailleurs ont choisi de travailler pour le NPD plutôt que de ne rien faire. Une des organisatrices principales de Mme Stanton ne se cache pas pour dire qu'elle et son mari sont des militants péquistes mais qu'elle considère la consigne d'annulation comme une option personnelle et non un dogme de foi. Plusieurs de ses amies, assure-t-elle, ont fait le même raisonnement et travaillent pour le NPD dans Louis-Hébert.

par Paul Terrien

On a rejeté 4,062 bulletins de vote en 1972 et le plus grand intérêt de cette élection sera de voir combien des nombreux partisans de Claude Morin annuleront leur vote le 8 juillet. Mais l'aisance financière de la majorité des électeurs de ce comté leur permet de prendre des vacances prolongées l'été, ce qui pourrait aussi réduire le nombre total des votants.

La campagne du parti Parti n'est pas encore partie...

LEVIS

Député libéral de Lévis depuis 10 ans, l'avocat Raynald Guay s'est acquis à la dernière élection une majorité de 7,332 voix sur le candidat créditiste, qui lui-même n'avait devancé au classement final le candidat conservateur que par 8 votes.

Le NPD, en 1972, n'avait recueilli que 1,592 voix sur un total de 52,988 électeurs et a confié cette année la candidature au professeur Gérard Dionne. Le chef du parti, David Lewis, lors de sa visite à Québec, ne s'est pas rendu dans le comté de Lévis mais en a rencontré plusieurs électeurs en faisant un aller-retour sur la traverse Québec-Lévis, dont les nouveaux bateaux ne font pas oublier aux citoyens de Lévis qu'ils n'ont toujours pas de lien direct avec la capitale, qu'ils réclament depuis des générations.

Une grande partie des employés du gouvernement et des grands magasins de Québec doivent faire, soir et matin, cette traversée "maritime". La Davie Ship Building, qui a installé ses chantiers à Lauzon, près de Lévis, est le plus gros employeur de cet endroit et a eu à affronter plusieurs conflits ouvriers.

Outre les îles de Lévis et de Lauzon, la circonscription compte un secteur agricole important.

Le parti Conservateur a délégué un voyageur de commerce, André Godbout, pour le représenter.

Malgré sa deuxième place aux dernières élections dans ce comté, le Crédit social, qui a désigné Louis-Gilles Richard, semble pour le moment plutôt désorganisé (à l'assistance-annuaire de Québec on ne peut trouver aucun numéro de téléphone de ce parti).

Ici comme dans Louis-Hébert, le parti Parti avait défendu, lors de la dernière élection fédérale, son programme ambitieux par la personne de Serge de Beaumont.

Un nombre total de 2,961 bulletins avaient été rejetés en 1972.

La menace la plus sérieuse à la tradition libérale du comté se trouve, comme ailleurs, réduite par la désorganisation du parti Créditiste. A Ottawa, le coordonnateur de la campagne créditiste avoue que son parti ne sait pas encore s'il pourra ouvrir des bureaux de comités, à cause du manque

RAYNALD GUAY, député libéral de Lévis: aucune menace...

de fonds. En 1972, les créditistes avaient loué un bureau à Montréal, mais cette fois on n'a encore aucun bureau spécial pour l'élection, les organisateurs principaux devant travailler dans les bureaux des députés créditistes à Ottawa. On espère que les difficultés de financement du parti seront aplanies dans environ une semaine. Le parti présentera quand même des candidats dans 73 comtés; on a pu se conformer au délai de présentation spécial pour le comté éloigné de Manicouagan, sur la Côte-Nord.

QUEBEC–EST

A Québec comme à Montréal, les beaux quartiers sont à l'ouest et les faubourgs plus pauvres à l'est.

La circonscription de Québec-Est où a choisi de se présenter Raymond Laliberté, ancien chef du NPD-Québec et ex-président de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), délimite surtout les quartiers populaires, ouvriers, comme Limoilou.

GERARD DUQUETTE, député libéral de Québec-Est: son comté est le plus vulnérable au NPD, dont le candidat n'est nul autre que Raymond Laliberté.

Le comté de Québec-Est a toujours été un haut lieu (même s'il est situé dans la Basse-Ville) de la politique fédérale au Québec. Il a élu au moins de 12 fois sir Wilfrid Laurier entre 1878 et 1917. Les électeurs de Québec-Est ont ensuite témoigné leur confiance à Ernest Lapointe, le lieutenant québécois de MacKenzie-King, neuf fois, de 1921 à 1940. C'est Lapointe, le père de l'actuel lieutenant-gouverneur, Hugues Lapointe, qui comme ministre de la Justice et porte-parole du gouvernement du Québec à Ottawa a dû expliquer la trahison conscriptionniste des libéraux. C'est d'ailleurs dans ce comté qu'avait eu lieu durant la première guerre l'émeute sanglante contre une autre conscription et qui avait valu au Québec ses premières mesures de guerre.

C'est aussi dans cette circonscription qu'a été élu 5 fois Louis Stephen St-Laurent, jusqu'en 1957. L'année suivante, le parti Conservateur enlevait ce bastion libéral, puis en 1962 et 1963 le Crédit social y prenait pied.

Depuis 1955, le parti Libéral, avec Gérard Duquette, qui est de nouveau candidat, a repris l'occupation du comté. Duquette, originaire de la Basse Ville de Québec, a battu son plus proche rival, le créditiste, par la marge de 8,456 votes.

Le Nouveau parti Démocratique, qui présente cette année dans ce comté un de ses rares "gros canons" québécois, n'avait pu trouver de candidat pour se faire représenter en 1972.

M. Raymond Laliberté, dont la campagne de porte à porte est déjà avancée, trouve les habitants de Québec-Est beaucoup plus réceptifs au programme du parti que ceux de la circonscription montréalaise de Hochelaga où il a fait la lutte en 1972 au ministre Gérard Pelletier. M. Laliberté, qui habite Québec depuis 12 ans, a choisi Québec-Est parce qu'il lui semble, des comtés de la capitale, le plus "prenable". Il reconnait n'avoir pas grand chose de supplanter le député Duquette, mais croit pouvoir devancer les candidats conservateur et créditiste, que le fait d'être deux frères ne rassure pas beaucoup la population.

On a rejeté le nombre considérable de 3,931 bulletins à la dernière élection (sur 54,105 électeurs). Dans les comtés québécois de Limoilou et Vanier, qui font partie de Québec-Est au fédéral, le parti Québécois s'est classé bon deuxième environ 4,000 voix derrière les libéraux, mais loin devant les autres partis.

Le parti Conservateur a choisi pour la prochaine élection l'industriel et ancien conseiller municipal Médéric Robichaud, l'un des premiers candidats à se manifester au Québec, avant même le déclenchement de la campagne électorale.

Son frère Robert, qui s'est classé en 1972, tente sa chance pour la troisième fois avec le Crédit Social. Agé de 51 ans, il est entrepreneur en construction.

L'histoire de la Liberté

Des pays qui fabriquent leur liberté

S'adresser à 9670, rue Péloquin
Montréal H2C 2J4

Nom. . . . . .
Adresse. . . . . .
Ville. . . . . .
Profession. . . . . .

VOYAGE SPECIAL
AU PAYS DES VIKINGS

Hollande, Allemagne, Danemark, Suède, Norvège

Avion, transport par autobus, hôtels, 2 repas par jour, visites:

$1199.00

accompagné par Serge Lefebvre

1er septembre au 23 septembre

PEROU - EQUATEUR

Demandez nos tarifs spéciaux pour une aventure "au bout"

Téléphonez à Gilles Doucet

Mirabelle Tours Inc.

277, rue Saint-Pierre, Saint-Constant
Comté Laprairie J0L 1X0

632-5330 365-1847

Demandez notre liste d'avions nolisés sur Paris

RAYMOND LALIBERTE:

La tentation de remettre les coups

par Paul Terrien

QUEBEC – La consigne d'annulation du parti Québécois, qui nuit à la campagne fédérale du Nouveau Parti Démocratique, démontre bien, selon Raymond Laliberté, que le PQ est "braqué sur la question nationale" et n'a ajouté à son programme "un élément social que pour des fins électorales".

Candidat néo-démocrate dans le comté de Québec-Est, l'ancien chef du NPD-Québec, au cours d'une entrevue accordée à QUEBEC-PRESSE, est allé jusqu'à déclarer qu'"au pire", cette erreur stratégique du PQ pourrait inciter les néo-démocrates à "aller parler d'économie sur la scène provinciale".

Prenant soin de ne pas "faire de menaces" au PQ, M. Laliberté n'hésite cependant pas à dénoncer "l'absurdité" de la consigne décidée par la direction du PQ et imposée jusqu'au niveau des militants.

Des pressions

Responsable de la campagne du NPD dans dix comtés de la région de Québec, l'ancien président de la CEQ a révélé que deux candidats (de tendance péquiste) qui avaient accepté de briguer les suffrages pour la formation socialiste ont dû, par la suite, s'excuser auprès de lui. L'exécutif péquiste local leur avait interdit de participer à l'élection fédérale.

RAYMOND LALIBERTE, candidat néo-démocrate dans le comté de Québec-Est: la stratégie péquiste a pour effet de "fourrer les travailleurs".

Des pressions ont été faites par le PQ auprès de ces militants, dit savoir M. Laliberté. Tous les militants péquistes actifs qu'il a rencontrés au cours de ses tournées de porte à porte, dans Québec-Est, ont affirmé qu'ils devaient annuler leur vote. En revanche, la majorité de ceux qui n'ont fait que voter PQ, sans s'occuper d'organisation, sont favorables au NPD.

Dans plusieurs comtés du Québec, les représentants néo-démocrates ont rencontré des membres d'exécutifs du PQ, pour tenter de les convaincre que la consigne d'annulation est injuste pour les travailleurs les plus démunis. Aucune de ces rencontres n'a été fructueuse.

Avec pondération quand même, M. Laliberté affirme qu'il est faux de prétendre que les Québécois perdent leur vote au fédéral. Avec 31 sièges dans le dernier parlement, le NPD détenait la balance du pouvoir et était donc en mesure de faire valoir ses revendications sociales. "Avec 45 sièges au Canada, le NPD aura automatiquement la balance du pouvoir dans un gouvernement minoritaire, quel que soit le parti porté au pouvoir" souligne-t-il.

Ne pas voter signifie donc refuser d'augmenter la force de pression du NPD, affirme M. Laliberté. Se croiser les bras durant sept ans – délai le plus raisonnable pour l'indépendance possible, selon lui – nuira aux ouvriers à faible revenu les plus touchés par l'augmentation spectaculaire des prix.

"Cela n'est pas le coût de l'indépendance, affirme M. Laliberté, mais le coût de ne rien faire".

35% de péquistes

Le professeur de sciences politiques avoue que l'une des priorités de sa campagne est de recueillir le plus possible les 35% d'électeurs, qui, dans Québec-Est, ont voté PQ en octobre 1973.

Au cours de la première des deux tournées de porte à porte qu'il effectuera dans les 2/3 de son comté, M. Laliberté a spécifiquement demandé aux citoyens quel était leur sentiment quant à la consigne péquiste. Il a ainsi appris que les électeurs indépendantistes voteront surtout pour le NPD (à l'exception des "militants") et, dans une petite mesure, pour le Crédit Social

Les exécutifs locaux du PQ ont décidé d'affecter des montants d'argent à leur campagne d'annulation et le parti distribuera bientôt les timbres qui éviteront même au parfait péquiste de se servir de son crayon.

Parmi les explications possibles au geste du PQ, M. Laliberté relève le fait qu'on aurait soutenu lors d'un récent Conseil national du PQ, à Hull, que si jamais le NPD-Québec devenait trop fort, il pourrait tourner son attention vers le palier provincial.

M. Laliberté, pour sa part, fait le raisonnement inverse. Il affirme qu'en ne faisant pas obstacle à sa "mission" fédérale, les indépendantistes cantonneraient le NPD à ce niveau et lui éviteraient la tentation de se présenter au niveau provincial pour remettre au PQ les deux crocs-en-jambe qu'il a reçus en moins de deux ans.

L'ancien leader du NPD-Québec, qui a cédé sa place à Henri-François Gautrin, ne se fait pas d'illusion sur le sort que l'électorat québécois réserverait aux néo-démocrates. Mais il rappelle que le PQ a besoin, pour prendre le pouvoir, de toutes les forces d'opposition au Québec et que même si le NPD ne le privait que de 0.1% (un demi de un pour cent) du vote populaire, cela pourrait peut-être, dans certains comtés, faire la différence entre l'élection et la défaite du candidat péquiste.

Et l'indépendance?

N'ayant pas d'aile "provinciale", le NPD-Québec ne peut, selon les statuts du parti, prendre position contre la direction fédérale du parti au sujet de l'indépendance du Québec. Dans le NPD, les sections fédérales "régionales" défendent le même programme, mais les formations au niveau provincial (NPD-Ontario, NPD-Saskatchewan, etc.), ont leur programme propre.

Le NPD-Québec, il y a deux ans, avait affronté l'organisation fédérale sur la question de l'autodétermination du Québec. Il n'avait obtenu qu'une demi-victoire, qui lui permet de rédiger son propre programme électoral à la condition qu'il ne contredise pas les objectifs du NPD-Canada.

M. Laliberté estime qu'environ la moitié de 10,000 membres du NPD-Québec sont favorables (pour "non effrayés") au projet d'indépendance.

Après le départ du chef Robert Cliche et d'une partie des effectifs qu'il avait amenés avec lui au parti entre 1965 et 1968, le NPD-Québec a été dominé par les anglophones jusqu'à 1971. C'est alors que le débat sur l'indépendance, au congrès d'Ottawa, avait eu entre autres effets de "refranciser" la composition du parti au Québec.

"L'indépendance ne veut rien dire si elle ne bénéficie pas aux travailleurs" conclut le candidat néo-démocrate, qui croit que la stratégie péquiste a l'effet contraire de "fourrer les travailleurs".

SCRIBEC
45 est, rue Jarry
Montréal H2P 1S9
387-2486
SECRETARIAT
DACTYLOGRAPHIE
IMPRESSION
PHOTOCOPIE XEROX

1-3	10¢	la copie
4	9¢	
5-10	8¢	
11-16	7¢	
17-30	6¢	
31-49	5¢	
50-70	4¢	

copies du même original

Format légal et papier couleur: 10% en sus
Réduction à partir de 14" x 18"

IMPRESSION OFFSET

copies	8½ x 11"	8½ x 14"
100	3.25	3.75
200	4.30	5.40
300	5.40	6.50
400	6.50	8.35
500	7.55	9.15
600	8.35	10.25
700	8.90	10.80
800	9.45	11.60
900	10.00	12.15
1000	10.80	12.70
2000	19.15	23.50
3000	28.00	34.55
4000	36.75	45.35
5000	45.35	56.15

LAINE PAUL GRENIER ENRG.

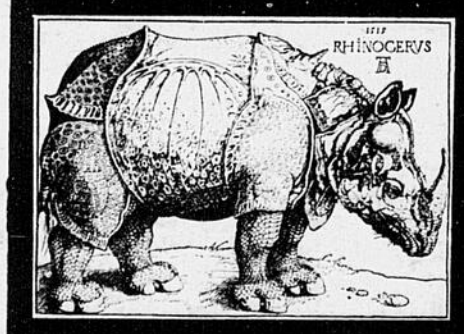
5600 Henri-Bourassa
tél.: 325-4466
Montréal H1G 2T3

2301 est, rue Fleury
tél.: 388-9154
Montréal H2B 1K8

Spécialité: LAINE DU QUEBEC
laines canadiennes et importées - fil phentex
CANEVAS A PETITS POINTS
SERVICE D'ENCADREMENT

Drapeau du Québec 3' x 6'
spécial $10.98
Autres grandeurs disponibles également

Case postale 250, Sillery, Québec G1T 2R1 / (418) 657-2426.



Un livre qu'il faut surtout ne pas lire avant les élections... de peur de se réveiller!

D'UNE MARE A L'AUTRE
LE PARTI RHINOCEROS PROGRAMMÉ

ou tout ce que vous n'avez pas besoin de savoir sur un parti politique fédéral comme les autres

EN VENTE PARTOUT AU PRIX DE $2.

Aux Editions de l'Aurore
221 ouest, Saint-Paul
Montréal, 844-8764

Diffuseur:
Diffusion-Québec
221 ouest, Saint-Paul
Montréal, 845-2535

photo Christian Lambert

Le comité d'étude sur la condition physique des Québécois révélait la semaine dernière qu'un Québécois sur cinq s'adonnait à une activité physique quelconque, c'est-à-dire qu'un Québécois sur cinq osait se décoller le séant de sa chaise pour faire quelque chose.

C'est un peu ce à quoi on vous invite cette semaine par ce supplément sur le camping. Nous n'avons pas tout dit sur le camping, c'est certain. C'est que, voyez-vous, on veut vous laisser le soin de le découvrir vous-mêmes.

Ce serait à notre avis une erreur que de tout vous dire. Nous vous soumettons cependant des adresses où vous pouvez obtenir de plus amples informations, nous vous citons les parcs provinciaux, nous vous parlons un peu de l'équipement. Le mieux à faire cependant, c'est de "tenter" votre chance.

Essayez-vous. Avant de vous lancer dans de folles dépenses, "collez-vous" à une connaissance qui fait déjà du camping. Imposez-vous! Insistez pour qu'elle vous amène. Ca en vaut la peine.

Si vous êtes trop nombreux, une grosse famille par exemple, ça peut être plus compliqué. Des expériences se font en ce sens. On vous parle dans ce cahier des camps familiaux qu'on cherche à multiplier au Québec. Ca va venir... il faut que ça vienne.

Le plein air, le sport, l'activité physique, ça nous appartient aussi. Serions-nous assez bêtes pour ne pas le savoir. Bien sûr que non voyons... mais il faut commencer.

PARCOUREZ LE MONDE AVEC LES AUBERGES DE JEUNESSE

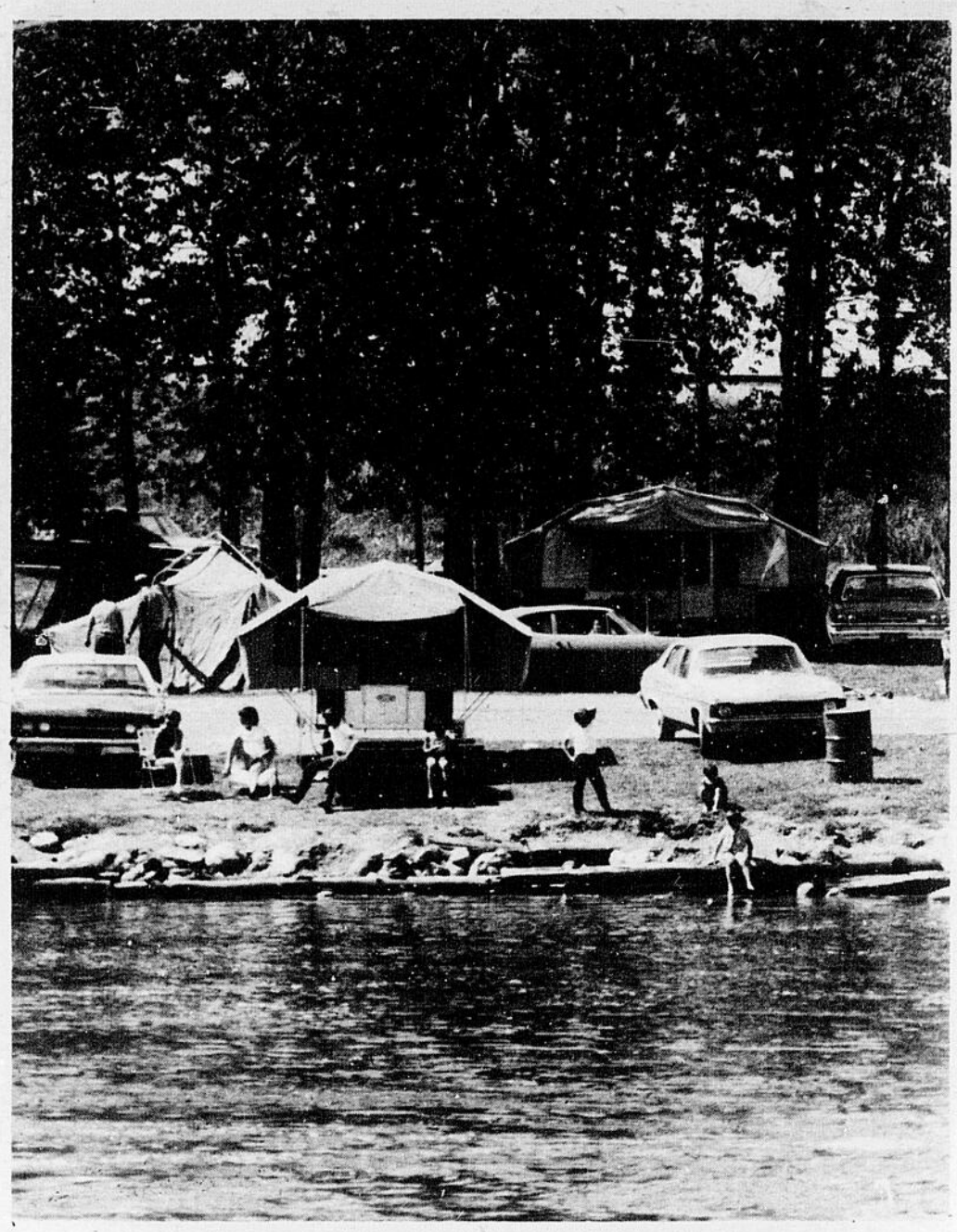
CE N'EST PAS LE RITZ MAIS C'EST SYMPATHIQUE!

Association Canadienne des Auberges de Jeunesse

842-9048

1324 Sherbrooke Ouest

camping



les secrets de la NATURE

Les secrets DE LA NATURE

« Ce livre s'adresse aux coureurs des bois, aux chasseurs, aux jeunes naturalistes, aux botanistes et aux excursionnistes qui s'aventurent dans nos belles forêts. . . »

« Un livre typiquement québécois qui a sa place dans chaque maison québécoise. »

- L'orientation en forêt
- Le feu et son usage
- Comment trouver de l'eau
- Comment trouver sa nourriture
- Les animaux et leur utilité
- Nos essences forestières
- Constructions diverses
- Les petites industries de la forêt
- La chasse aux animaux
- Les plantes médicinales
- Conseils sur les premiers soins
- Les secrets de la nage
- Conseils pratiques aux coureurs des bois

Format : 5 x 7½ - 4 planches en couleurs et 38 en noir - broché - couverture en couleurs - 240 p. - $3.75

Les secrets DU RÈGNE VÉGÉTAL

« Naturaliste et herboriste distingué, M. Codère rend ce service aux siens de leur mettre entre les mains un manuel vulgarisé, renseignant sur les secrets des plantes alimentaires, industrielles et médicinales. »

- Les plantes alimentaires
- Les sels minéraux des plantes
- Les huiles végétales
- Les plantes industrielles
- Les plantes à parfum
- Les plantes curieuses
- Nos plantes médicinales
- Mémento thérapeutique
- L'utilité des sels minéraux des plantes
- Les acides organiques
- Les propriétés thérapeutiques
- Conseils sur l'emploi des plantes médicinales
- Préparation
- Classification des plantes
- Formules de tisanes
- La récolte des plantes
- Tables des mesures

Format 5 x 7½ - 8 planches en noir et 6 en couleurs - broché - couverture en couleurs - 304 p. $3.95

BON DE COMMANDE (à découper ou à recopier)

Librairie des EDITIONS PAULINES, 3965 est, boul. Henri-Bourassa, Montréal, Qué. H1H 1L1

Veuillez m'expédier ☐ LES SECRETS DE LA NATURE $ 3.75 ☐ LES SECRETS DU RÈGNE VÉGÉTAL $ 3.95

Ci-joint vous trouverez le paiement par ☐ chèque visé de $..... ou ☐ mandat-poste de $.....

Nom ..... Adresse .....

Ville ..... Cté ..... Prov. .....

Des Québécois nomades

Dès que juin pointe le nez, des milliers et des milliers de nomades à la moderne envahissent le Québec. Recherchent-ils le bord d'un cours d'eau, un panorama sur le Saint-Laurent, l'odeur de la grande forêt ou la proximité d'un lieu historique, ils trouvent vite le petit coin fait pour eux sur mesure. Le choix est grand!

850 terrains de camping et caravaning, offrant plus de 59,000 emplacements, parsèment les régions touristiques du Québec, depuis l'Abitibi jusqu'aux lointaines îles de la Madeleine. Presque tous appartiennent à l'entreprise privée, mais 45 sont sous la juridiction du gouvernement du Québec. Les tarifs vont de $2.00 par nuitée jusqu'à $4.50 et exceptionnellement $5.00.

La plupart de ces terrains sont facilement accessibles, grâce aux grandes autoroutes qui sillonnent le Québec. Le voyageur qui résiste au démon de la vitesse préfère cependant emprunter les routes secondaires qui dévoilent les charmes des villages ruraux, ou joignent les plus éloignés des parcs.

Les parcs du Québec, c'est la grande nature à son meilleur! D'une superficie de 51,000 mi2, ils font trois fois la Suisse, et le 1/12 de la superficie du Québec. Quel pays au monde a consacré d'aussi grands espaces à la conservation de sa flore et de sa faune, mais aussi aux activités plein air: pêche, chasse, canotage, alpinisme, randonnée et... camping?

On trouve 22 terrains, offrant plus de 1650 emplacements, dans douze grands parcs provinciaux: des Laurentides, de la Gaspésie, du Mont-Tremblant, de la Vérendrye, du Mont-Orford, de Chibougamau, de Mistassini, de Rimouski, de Matane, de Portneuf, de Port-Daniel et du Saint-Maurice.

On n'a donc plus à tracer son itinéraire au Québec en fonction des possibilités de camping — il y en a partout —, mais selon le temps dont on dispose, et le caprice qui nous pousse vers la mer, la montagne ou la verte campagne.

Les parcs du Québec

Terrains de camping

MONTREAL

Lac Lajoie (parc du Mont-Tremblant) - Tél.: (819) 424-2954. **La Ménagerie** (parc du Mont-Tremblant) - Tél.: (819) 688-2833. Saison du 24 mai au 8 sept.

Paul-Sauvé (parc Paul-Sauvé - Oka): saison du 14 juin au 29 sept. Tél.: (514) 473-1460.

Coteau-Landing (Autoroute 20 et R. 2): saison du 7 juin au 3 sept. Tél.: (514) 267-9242.

Cote Sainte-Catherine (Ste-Catherine d'Alexandrie - R. 9C): saison du 31 mai au 8 sept. Tél.: (514) 632-1510.

Pointe-des-Cascades (Autoroute 20 et R. 2): saison du 7 juin au 3 sept. Tél.: (514) 455-2501.

Sainte-Véronique (Sainte-Véronique, Labelle, R. 11): saison du 7 juin au 3 sept. Tél.: (819) 275-2155.

OUTAOUAIS

Lac Dozois, Lac-de-la-Vieille, Les Pins Rouges (Parc de la Vérendrye): saison du 17 mai au 20 sept. Tél.: Barrière-Sud: 2216 - Via Val d'Or.

Dollard des Ormeaux (Plaisance, R. 8): saison du 17 mai au 8 sept. Tél.: (819) 427-6974.

QUEBEC

Belle Rivière, Des Ecorces, Lac Arthabaska, La Loutre, la Mare du Salut (parc des Laurentides): saison du 7 juin au 2 sept. Tél.: (418) 643-7740.

Lac Bellevue (parc de Portneuf): saison du 24 mai au 8 sept. Tél.: (418) 323-2021.

Pointe-aux-Oies (Montmagny, R. 2 Sud): saison du 21 juin au 3 sept. Tél.: (418) 248-3522.

Saint-Alexandre (St-Alexandre de Kamouraska, R. 51): saison du 21 juin au 3 sept. Tél.: (418) 495-2502.

Saint-Jean (Saint-Jean, Ile d'Orléans, R. 368 via R. 15): saison du 31 mai au 3 sept. Tél.: (418) 829-2994.

Saint-Joseph-des-Erables (St-Joseph de Beauce, via R. 23): saison du 31 mai au 3 sept. Tél.: (418) 397-6565.

Stoneham (Saint-Adolphe, R. 54): saison du 21 juin au 3 sept. Tél.: (418) 848-2233.

Villeneuve (Villeneuve, R. 360 via R. 15B): saison du 31 mai au 3 sept. Tél.: (418) 661-4865.

Vincennes (Beaumont, R. 2 rive sud): saison du 31 mai au 3 sept. Tél.: (418) 833-2245.

SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN

Lac Argenson, Lac du Milieu (parc de Chibougamau): saison du 7 juin au 15 sept. Tél: (418) 275-1702.

Lac Albanel, Rivière Chalifour (parc de Mistassini): saison du 7 juin au 15 sept. Tél.: (418) 275-1702.

BAS-SAINT-LAURENT - GASPESIE

Mont-Albert (parc de la Gaspésie): saison du 15 juin au 3 sept. Tél.: (418) 763-3301.

Barrière John (parc de Matane): saison du 25 mai au 13 oct. **Etang-de-la-Truite** (parc de Matane): saison du 7 juin au 2 sept. Tél.: (418) 562-3700.

Lac Rimouski (parc de Rimouski): saison du 25 mai au 2 sept. Tél.: (418) 723-9215.

Port-Daniel (parc de Port-Daniel): saison du 7 juin au 2 sept. Tél.: (418) 396-2789.

Amqui (Amqui, R. 6): saison du 15 juin au 3 sept. Tél.: (418) 775-3914 - Métis.

Carleton (Carleton, R. 6): saison du 21 juin au 3 sept. Tél.: (418) 364-3318.

Mont-Saint-Pierre (Mont-Saint-Pierre, R. 6): saison du 21 juin au 3 sept. Tél.: (418) 763-3301.

Percé (Percé, R. 6): saison du 21 juin au 3 sept. Tél.: (418) 782-2846.

Rivière-Matane (Matane, R. 195 - via 6): saison du 15 juin au 3 sept. Tél.: (418) 562-3700.

Trois-Pistoles (Trois-Pistoles, R. 132): saison du 21 juin au 3 sept. Tél.: (418) 851-2867.

ILES-DE-LA-MADELEINE

Grande-Entrée (Iles-de-la-Madeleine, R. 199): saison du 21 juin au 3 sept. Tél.: (418) 985-2848.

Gros-Cap (Iles-de-la-Madeleine, R. 199): saison du 21 juin au 3 sept. Tél.: (418) 986-3066.

COTE-NORD

Moisie (Moisie, R. 138 (15)): saison du 14 juin au 3 sept.

ESTRIE

Mont-Orford (parc du Mont-Orford): saison du 17 mai au 29 sept. Tél.: (514) 297-2222.

Voltigeurs (Drummondville, R. 20): saison du 17 mai au 15 sept. Tél.: (819) 477-1360.

MAURICIE

Lac Normand (parc du Saint-Maurice): saison du 14 juin au 8 sept. Tél.: (819) 537-6674.

daytona

L'ENTREPOT DES MOTOS DE MONTREAL

FAIS DES PRIX ! !

sur

HONDA, NORTON, YAMAHA

1214 Sanguinet — 4801 Papineau

Veuillez m'envoyer des pamphlets de:

HONDA ☐ NORTON ☐ YAMAHA *Route* ☐ *Trail* ☐

Les Roulottes de voyage et les Tentes-roulottes Bellevue:

une Solide Différence!

Différence de construction

- procédé exclusif à Bellevue: la structure monocoque de polyuréthane, c'est comme si la roulotte était faite tout d'un bloc.
- avantages: robustesse, durabilité accrue, étanchéité, parfaite isolation au froid comme à la chaleur.

Vacances différentes

Découvrez des paysages à votre goût peu importe la saison: tranquillité et confort sont à bord des roulottes de voyage et des tentes-roulottes Bellevue.

DÉPOSITAIRE:

EXPOSITION PERMANENTE DE CAMPING INTERIEURE ET EXTERIEURE

L.G. Vigneault INC.

Rte 104 (7-9B)
ST-LUC
Cté St-Jean
514-348-6486

TRANS-CANADA
Soetie 105
ST-GERMAIN
Cté Drummond
819-395-4005

Trans-Canada
Sortie 232
MONTMAGNY
418-248-2228

Bellevue

Les camps familiaux

Sortir du désert urbain

par Christian Lambert,

Les camps familiaux, une innovation des plus récentes, représente pour une grande partie de la population la seule alternative au problème des vacances passées à balconville. En avril, QUEBEC-PRESSE publiait en primeur un rapport de la Fédération des oeuvres de charité nous indiquant clairement que le tiers de la population montréalaise ne pouvait se permettre des vacances annuelles. Ce groupe de défavorisées, les travailleurs les plus modèles ne peuvent en aucun cas se permettre de défrayer des vacances dont les coûts en équipement se font de plus en plus élevés. Autrefois les camps d'été étaient l'**apanage exclusif des enfants. "Ces jeunes revenaient en ville et il n'y avait rien de changé pour eux et leurs familles. C'est ainsi qu'est née l'idée des camps de familles, regroupant la famille dans un milieu conforme au milieu de vie de la ville. Des familles d'un même quartier se rencontrent, se connaissent et vivent ensemble leurs vacances, créant ainsi un contact qui dure lors du retour en ville."** de dire M. Gaston Michaud.

"Les camps de familles c'est une chose nouvelle, plus on en parle, plus on a l'impression que c'est rentré dans les politiques et que ça se fait partout. Et ce n'est pas vrai. Il y a beaucoup de tape à l'oeil. Je ne sais pas s'il existe plus de 10 groupes qui font des camps familiaux au Québec. Et ça se fait toujours dans des conditions précaires". Le financement est difficile à réaliser, parce qu'une famille qui n'a pas les moyens de payer des vacances ne peut défrayer entièrement le coût de l'établissement des camps. Alors ça prend un certain type de subventions qui viennent de quelque part. Et les subventions ne sont pas trop faciles à avoir. Des groupes qui sont capables techniquement de remplir les formules du haut commissariat, il n'en existe pas beaucoup.

Partir, organiser un camp de famille, c'est pas facile. Il y a beaucoup de groupes qui vont dans les camps familiaux dans des conditions proches du ghetto. **"C'est la misère noire qui se déplace de la ville en campagne. D'où la nécessité pour le gouvernement de devoir mettre autant d'argent dans ce type de camps que les projets de Vacances-familles qui répondent beaucoup moins aux besoins des gens. Car à l'intérieur de ces projets les gens dans le fond demeurent isolés. Alors que dans les camps familiaux, c'est essentiellement dynamique. Les familles reviennent, se connaissent, se parlent".**

Le budget de cet été prévoit des dépenses d'environ 17,000 dollars; 5,000 proviennent du haut commissariat, 5,000 de la coopérative des citoyens d'Olier, et le reste nous vient des familles qui participent au camp. Les familles payent jusqu'à concurrence de 45 dollars, 10 dollars par personnes en décroissant de 1 dollar par membre de leur famille. Soit dix pour le chef de famille, 9 pour son conjoint, 8 pour le premier enfant. **"On a calculé que notre per diem était l'an dernier de $4.10, alors que celui de la fédération des camps est $8.00 et plus. Et nos services sont d'aussi bonne qualité. On n'a pas besoin de permanents à des salaires de $16,000 par année. Le camp étant basé sur la participation, moins il y a de moniteurs plus les familles participent aux activités."**

La rencontre à laquelle a participé QUEBEC-PRESSE regroupait des citoyens d'Olier directement impliqués dans l'organisation du camp Marcel. Et ce qui est particulier dans la situation de ce camps c'est la façon dont les familles sont directement impliquées dans son organisation. Et surtout l'amour qu'elles en ont. Le camp n'est pas une chose extérieure mais bien un équipement collectif qui leur appartient, l'ayant créé. **"Le camp est situé dans un endroit magnifique, c'est bien beau, les montagnes, le lac. Chaque famille a droit à un chalet particulier et à une chaloupe. Les mères de famille n'ont pas besoin de faire la cuisine, il y a une cafétéria où tout le groupe prend ses repas. On a toutes nos journées à nous, on peut se promener, rester à rien faire pendant quinze jours si on veut. Les règlements stricts, les camps d'enfants pour adultes, ce n'est pas notre situation. Je ne sais pas si tout le monde est comme moi, mais j'en ai vraiment profité. Le camp est vraiment bien installé, j'ai hâte d'y retourner.** Mais le camp de famille n'est encore qu'une expérience bien embryonnaire, bien limitée. Les besoins sont trop grands pour être remplis par quelques camps qui ne suffisent pas à recevoir toutes les familles, qui n'osent même pas penser à la possibilité de prendre des vacances. Mais le rôle qu'ils jouent est loin d'être négligeable.

Bien souvent des familles qui viennent au camp une année, l'été suivant s'organisent des vacances. Ce n'est pas une question d'argent. Les vacances pour les Montréalais ce n'est pas un luxe mais nécessaire.

Du camping mobile avec du matériel léger

La société de consommation a dressé les gens à faire du camping confortable. Ils partent de chez eux en auto et stationnement dans un terrain de camping tout équipé. Ils n'ont qu'à payer. On s'enfarge dans les tendeurs des tentes voisines d'où on entend hurler les transistors, mais ça n'a pas d'importance, la mode le veut.

Une des conséquences de cette mode est que les gens sont paralysés sur place. L'équipement est tellement lourd qu'on ne peut le transporter qu'en auto.

Les suggestions qui suivent peuvent guider ceux qui ne sont pas encore pollués par la société de consommation et qui veulent encore faire du vrai camping; du camping sauvage où il faut faire des efforts mais où on goûte réellement toute la splendeur de la nature.

Le sac à dos

Le havresac est un élément important car, s'il est bien conçu, il nous permet de transporter beaucoup de bagages "confortablement" et sans fatigue superflue. Il y a actuellement sur le marché d'excellents havresacs avec une structure d'aluminium pour leur donner une certaine rigidité sans malmener les reins. L'éventail des prix s'étend des Lafuma grand luxe, conçus pour la montagne, aux sacs à dos usagés des surplus de l'armée qu'on peut se procurer pour quelques dollars. Il ne faut pas oublier les nouveaux sacs de nylon aux couleurs voyantes mis aux points ces dernières années. Les caractéristiques de tous ces sacs sont: légèreté, résistance du matériel et des sangles, et rigidité des structures d'aluminium.

La tente

Les matériaux mis au point récemment nous permettent de joindre les qualités de légèreté, d'isolation et de protection contre l'eau, l'humidité et les moustiques afin de faire une bonne tente. Les tentes en coton égyptien pour deux ou trois personnes pèsent de six à neuf livres tout compris: double toit, toile de fond, abside, poteaux et tendeurs. On peut se procurer ces tentes réunissant tout cela pour environ $50 à $60.

Sac de couchage et pneumatique

Le duvet, matériau d'isolation par excellence, devrait être le seul accepté pour les sacs de couchage qu'on doit transporter sur le dos. Deux sacs de duvet rentrant l'un dans l'autre, sont ce qu'il y a de plus pratique. Ils sont plus coûteux que les autres mais sont beaucoup plus légers: entre une et quatre livres.

Quant au matelas pneumatique, ceux qui le considèrent comme une nécessité devrait le choisir d'une qualité telle qu'il ne se dessouffle pas et ne se déchire pas au moindre accrochage.

Réchaud

Les campeurs qui ne seraient pas intéressés à se faire leur propre feu peuvent se procurer de petits réchauds portatif à l'alcool ou au butane du type Primus, qui sont légers, portatifs et fonctionnels. Par contre, ceux qui le désirent peuvent toujours transporter une grille ou du papier d'aluminium, très utiles en forêt, qui permettent de poser les aliments sur le feu.

Se renseigner avant de partir

Avant de partir pour se rendre dans un parc ou un terrain de camping, il vaut bien mieux pour éviter des surprises désagréables de se renseigner auprès des responsables des lieux. A ce titre QUEBEC-PRESSE vous fournit quelques indications qui peuvent vous être très utiles dans la préparation de vos vacances.

Avant de vous rendre dans un parc gouvernemental, communiquez avec le service central de réservation. Pour les résidants de la région de Québec, composez le numéro suivant: 643-5349; la région de Montréal, 873-5349; pour les résidants des autres régions: 1-800-462-5349 sans aucuns frais.

Une revue est publié mensuellement par la Fédération de camping et de caravaning. Cette revue est spécialement conçue pour tous les amateur de camping et de plein air. La Fédération siège au 881 est boul. de Maisonneuve à Montréal, 527-9311. La Fédération de plein air pourrait vous fournir tous les renseignements, pour les activités suivantes, le canot-camping, le cyclotourisme, le camping, la chasse et la pêche, la voile, les bases de plein air. On peut s'adresser à la Fédération à 455, Saint-Jean, Montréal, tél. 845-2171.

Le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche publie pour sa part toute une série de brochures dont un guide de tous les terrains de camping du Québec. D'autres brochures sont consacrées aux parcs provinciaux, aux règlements de chasse et de pêche; une salle d'accueil permanente est située à la Place Ville-Marie, à Montréal.

Pour tous ceux qui veulent sortir un peu des circuits habituels, il existe un réseau québécois d'auberges de jeunesse. Les auberges de jeunesse sont des lieux de rencontre pour les jeunes à des conditions avantageuses. C'estun programme du haut commissariat.

En dernier lieu Tourbec 112 ouest, rue Saint-Paul, Montréal, l'association des auberges de jeunesse, du Canada, 3541 rue Aylmer, Montréal, représentent les meilleurs moyens de bien découvrir le Québec pour la jeunesse.

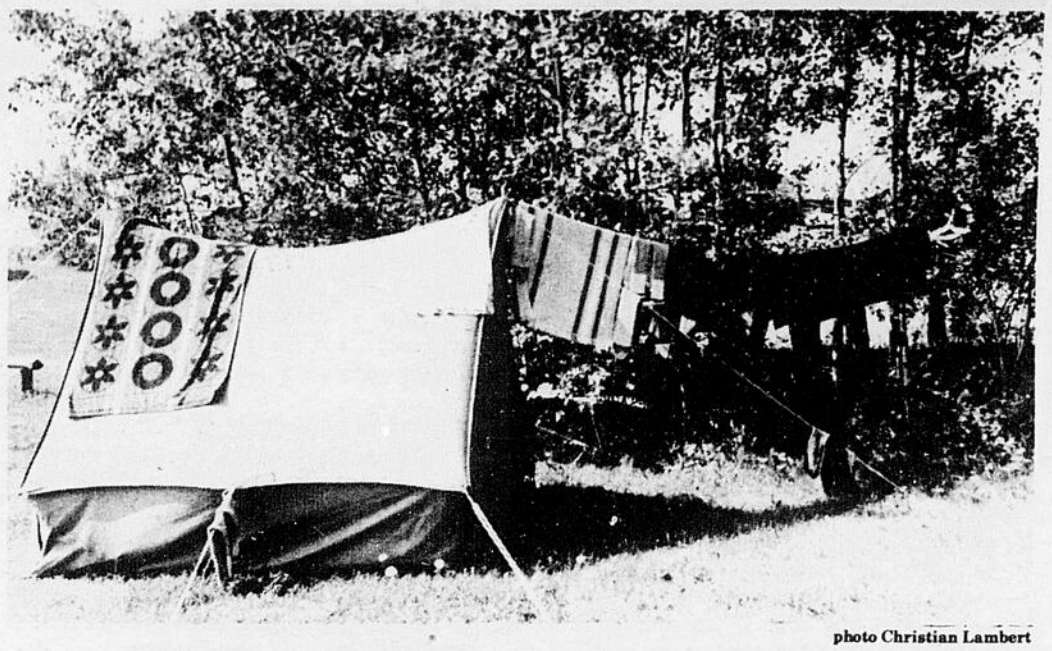
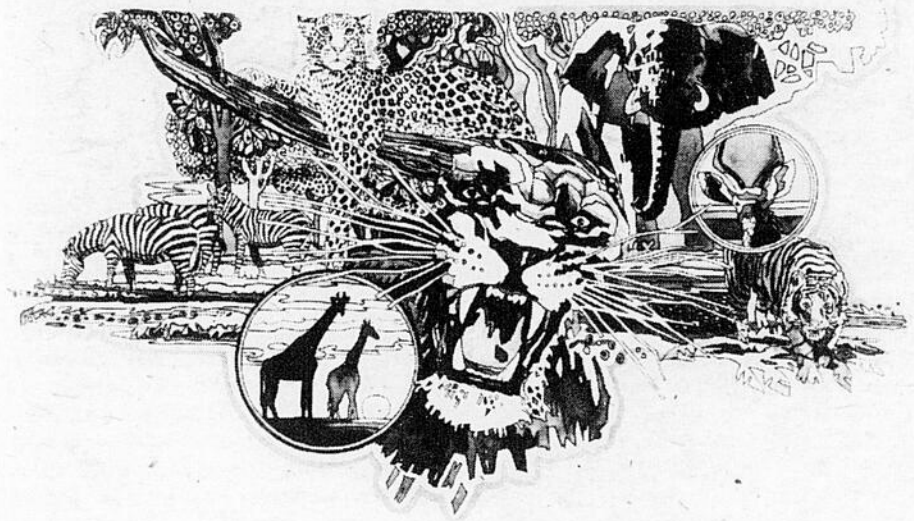


photo Christian Lambert



Venez, on vous mangera pas!

Un coin d'Afrique au coeur du Québec.

Il y a encore du neuf au Parc Safari Africain!

Le Parc Safari Africain d'Hemmingford encore cette année, a ajouté des éléments nouveaux pour rendre votre visite plus agréable.

De nouveaux animaux: une réserve du parc a été ré-aménager pour y présenter des animaux de notre milieu: des bisons, des wapitis, des caribous, des chevreuils et bien d'autres.

Un parc d'amusement: tout nouveau cette année un superbe parc d'amusement pour les jeunes de coeur de tout âge.

Delphinarium: pour un léger supplément, vous pourrez emmener vos enfants voir les acrobaties des ces animaux extraordinaires. Il y a des spectacles toutes les heures!

Chez Jeannot Lapin: vous faites votre "safari" à pieds. Un sentier boisé d'un demi mille défile dans la forêt: des ponts enjambent les cours d'eau et partout la faune abonde. Vous pourrez photographier et nourrir les animaux, si le coeur vous en dit.

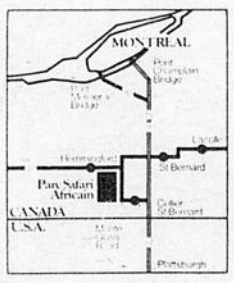
Et il y a tout ce qu'il faut pour passer une belle journée: tables de pique-nique, foyers barbecue, terrain de jeux.

Le Parc Safari Africain d'Hemmingford. Encore plus beau, plus grand, plus sauvage... Une aventure fascinante à vivre. Venez avec toute la famille!

Ouvert tous les jours de la semaine à 10h.00

Pour vous rendre, prenez le Pont Champlain, puis l'autoroute 15 jusqu'à la sortie 4, et suivez les enseignes.

(Tél.: 247-2727)



PARC SAFARI AFRICAIN

Les Roulottes de voyage et les Tentes-roulottes Bellevue:

une Solide Différence!

Différence de construction

- procédé exclusif à Bellevue: la structure monocoque de polyuréthane, c'est comme si la roulotte était faite tout d'un bloc.
- avantages: robustesse, durabilité accrue, étanchéité, parfaite isolation au froid comme à la chaleur.

Vacances différentes

Découvrez des paysages à votre goût peu importe la saison: tranquillité et confort sont à bord des roulottes de voyage et des tentes-roulottes Bellevue.

DÉPOSITAIRE:

Où la trouver ?

Chez

C.M. SPORTS

321 Boul. Labelle,
Ste-Thérèse, 435-1948

6005 Boul. Métropolitain,
St-Léonard, 322-4050

1785 3e Avenue,
Val d'Or, 825-5611

Bellevue

Les assistés sociaux

La goutte d'eau qui fait déborder le coeur

par Pierre Julien

La plupart des assistés sociaux de la ville de Montréal se verront dans l'impossibilité de payer le compte de la taxe d'eau qu'ils recevront le premier août et qui équivaut à un montant à peu près égal à celui d'un mois de loyer. Déjà 700 assistés sociaux se sont engagés par écrit à ne pas payer la taxe et ont exigé du Bien-Etre social "qu'il défraie la taxe d'eau comme par les années passées". De plus 800 travailleurs, chômeurs et sympathisants se sont engagés de la même façon pour manifester leur appui aux assistés sociaux.

Un regroupement d'assistés sociaux s'effectue présentement dans une dizaine de quartiers de Montréal, sous le leadership de l'Association pour la défense des droits sociaux (ADDS), en vue d'articuler "la bataille de la taxe d'eau". Une première assemblée générale a déjà eu lieu (elle a réuni 50 personnes) et d'autres sont prévues dans les semaines qui viennent. Plusieurs groupes populaires, comités des citoyens et associations de quartier, ont déjà manifesté leur appui à l'ADDS, mais ce n'est que dans quelques semaines qu'on pourra évaluer réellement cette force d'appui.

Une coupure parmi d'autres

Notons que le refus du Bien-être de payer la taxe d'eau s'inscrit dans une impressionnante suite de coupures à l'endroit des bénéficiaires de l'aide sociale. Rappelons seulement celle de certains "besoins spéciaux" comme le supplément accordé à toute personne souffrant d'anémie à des fins de diète, la réparation de meubles et d'appareils ménagers, le paiement des factures de gaz, d'électricité et d'huile. Ce dernier liquide, encore plus précieux que l'essence, a subi des augmentations de l'ordre de 15% l'hiver dernier. On peut rappeler aussi que, depuis janvier, le BES ne tient compte que des trois premiers enfants d'une famille. Avant janvier, une famille de quatre enfants recevait $4,104 par année. Elle ne reçoit plus maintenant que $3,756.

Par contre, le Bien-être accorde un supplément de 8.5% à ceux dont le loyer est inférieur au montant prévu au barème, afin de les aider à payer la taxe d'eau. Ainsi quelqu'un qui a droit à un loyer de $105 et qui ne paie que $90 recevra 8.5% de ce montant, soit $97.65. Mais bien peu de gens ont droit à ce supplément.

Faire des économies

Espérer qu'une famille de trois enfants et plus, recevant le montant maximum prévu par la loi ($300 par mois), puisse mettre de l'argent de côté afin de payer la taxe d'eau, peut paraître pour le moins farfelu. C'est pourtant ainsi. Comme quoi les normes édictées par les technocrates de Québec ne tiennent nullement compte des besoins réels des gens et comme quoi la hausse du coût de la vie constitue pour eux une notion bien vague sans incidence sur le budget familial. Car point n'est besoin de mathématiques savantes pour imaginer que ce maigre montant est immédiatement absorbé par l'épicerie. Seulement en mai, le prix des aliments a grimpé de 3%. En mai dernier, toujours, l'indice pour l'ensemble du budget familial subissait une hausse de deux pour cent. Par rapport à mai 73, cela donne une augmentation de 10.9%.

L'inflation galope

D'une part l'inflation galope, d'autre part les plus démunis de la société sont victimes de coupures. Pourquoi? Parce qu'en période inflationniste le gouvernement, autant à Québec qu'à Ottawa, réduit ses dépenses.

Et il coupe dans les ministères chargés de redistribuer la richesse nationale. Ceci pour inciter les assistés sociaux à retourner sur le marché du travail et les forcer d'accepter des salaires de famine afin que les patrons ne soient pas trop affectés par l'inflation. Il est en effet plus rémunérateur d'aller travailler au salaire minimum que de rester sur le bien-être. Mais l'augmentation du taux de chômage constituant une réalité économique admise même par le gouvernement, ce dernier est forcé de créer une diversion. Il met sur pied des cours de formation professionnelle pour, dit-il, améliorer les conditions de vie de ceux que le système rejette. Ce qui fait dire au très conservateur Conseil économique du Canada: "Le programme de formation professionnelle deviendra une forme de sécurité du revenu".

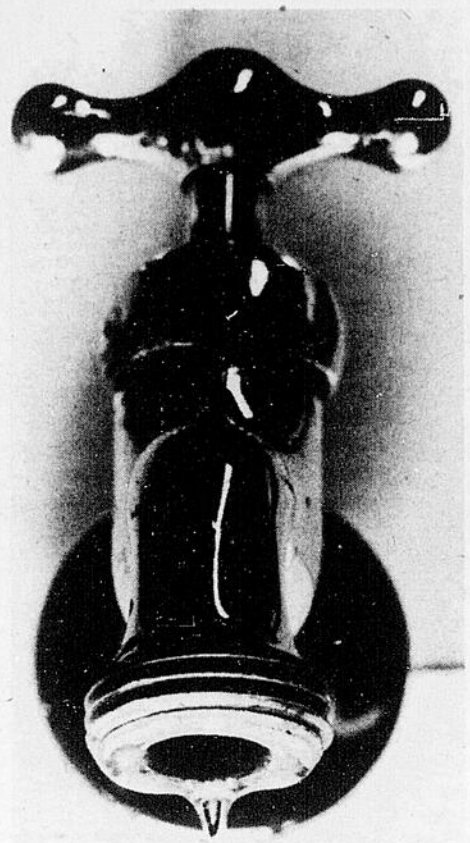
Le cycle des saisons

Le travailleur est donc soumis au cycle suivant: Job, assurance-chômage, bien-être social, formation professionnelle. La vie est ainsi moins ennuyante pour le travailleur et permet au gouvernement de masquer le taux réel du chômage. Les groupes de réflexion, eux, prétendent qu'en créant une telle mobilité chez les citoyens, on les empêche de s'organiser. Ils ont sans doute raison, du moins en ce moment où la situation est telle que le gouvernement s'emploie d'une façon moins systématique à masquer le taux du chômage: réduction importante des programmes Perspective-jeunesse et abolition presque totale des Projets d'initiatives locales. Et ce, même en période électorale.

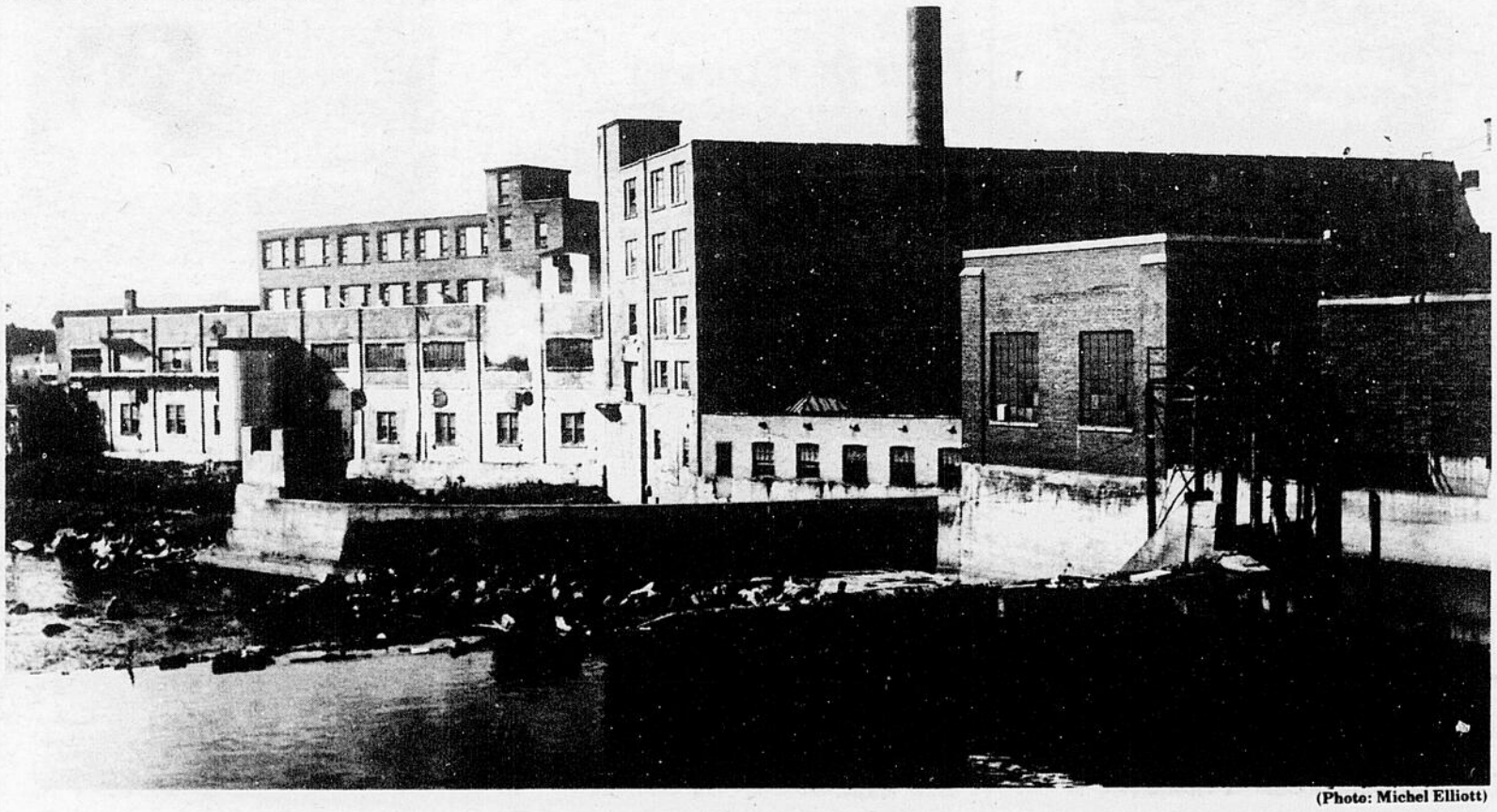
Danger pour la "paix politique"

Le gouvernement se comporte de la même façon dans les secteurs où il est employeur. On engage très peu de nouveaux fonctionnaires et on remplace le moins possible les démissionnaires. Même chose dans les hôpitaux: dans un service aussi important que celui de l'inhalo-thérapie de Notre-Dame, par exemple, 12 personnes font un travail qui, d'après un rapport de l'administration de l'institution, devrait être effectué par 27. Ceci est d'ailleurs une des principales sources de mécontentement dans la vingtaine d'institutions de santé du Québec, où ça va mal présentement.

La roue de l'inflation tourne, inexorablement, constituant un danger, à moyen terme, pour la "paix politique". Les dépendants du gouvernement (fonctionnaires, employés d'institutions gouvernementales, assistés sociaux) sont mécontents. Les syndiqués demandent la réouverture des conventions collectives afin d'indexer les salaires au coût de la vie. Les patrons refusent. D'où le bordel dans la construction (et ailleurs), où maintenant près de 100,000 travailleurs sont affectés par les lock-out et les grèves. Quant aux petits salariés et aux non-syndiqués, il n'est pas sûr qu'ils continueront d'accepter d'aussi bon gré l'augmentation de denrées aussi élémentaires que le pain, le lait et le sucre.



LES ASSISTES SOCIAUX qui veulent se joindre à la bataille de la taxe d'eau peuvent communiquer avec l'ADDS au 1750 Saint-Denis. Tél.: 842-7811.



(Photo: Michel Elliott)

Régent Knitting: fermera, fermera pas?

La vieille filature de la Régent Knitting à Saint-Jérôme, construite en 1913, va-t-elle fermer définitivement ses portes, jetant ainsi sur le pavé 425 travailleurs dont la moyenne d'âge est de 45 ans et l'ancienneté de 17 ans? Il faut répondre carrément "non" à cette question s'il n'en tient qu'à la volonté des syndiqués (FTQ) de la Régent, qui ont déjà soutenu une longue occupation en décembre 1972 pour forcer la réorganisation de l'usine. Les travailleurs, qui viennent de "perdre leur job" parce qu'ils demandaient l'indexation des salaires, se réunissent pendant deux jours cette semaine, afin d'organiser la résistance. Ils sont même prêts à participer à une nouvelle opération de sauvetage de leur filature, comme les ouvriers de la CIP-Tembec à Témiscaming, si tant est que les gouvernements leur donnent un coup de main. Les ouvriers et ouvrières de la Régent vont faire leur part. Que feront les pouvoirs publics à Ottawa et à Québec?

Les Portugais sortent de 48 ans de fascisme

Le printemps de Lisbonne: plus qu'un simple coup d'Etat

par Jules Nadeau
(collaboration spéciale)

Il y a 41 jours, lorsque j'ai entendu à la radio la nouvelle du coup d'Etat de Spinola, je suis resté très sceptique. Pour moi, le problème portugais était une cause désespérée.

Mon premier contact avec les Portugais a été en Asie dans la petite colonie de Macao et je ne voyais pas - à moins d'un autre miracle de Fatima - comment ce pays pouvait sortir du colonialisme et du salazarisme.

Mais le miracle s'est répété. Ce que j'ai vu au Portugal, trois semaines après le putsch, est plus qu'encourageant. Je peux dire que l'armée et le peuple portugais ont fait une "maudite belle job". Historiquement, jamais un régime fasciste n'aura été mis à la porte de façon aussi inattendue, propre et instantanée. Vraiment de la belle job.

48 ans de noirceur

Rapelons les principaux faits. En 1926, commence une dictature militaire, et Antonio Salazar en devient le ministre des Finances en 1928. De 1932 à 1968, il règne comme un empereur sur le pays. Presque un record de longévité. Les 36 ans de corporatisme se terminent en dictature fasciste.

En 1968, Marcello Caetano lui succède et il commence ses six années de pouvoir en laissant croire à une libéralisation progressive. Mais les neuf millions de Portugais vivent dans un climat de terreur grâce à un des meilleurs Etats policiers du monde. Dénonciations, fichiers de police, censure, exil, torture, détention préventive. Tout le "kit". Bref, les Portugais continuaient à vivre isolés du reste de l'Europe avec un niveau de vie très bas et sans aucune liberté fondamentale, ni syndicalisme, ni aucun espoir de s'en sortir.

Hier encore, le peuple portugais était manipulé pour exploiter les "provinces" africaines d'outre-mer. Une lourde taxe militaire, un service obligatoire de quatre ans et une idéologie colonialiste à la sauce patriotique incroyable.

Tel était le contexte à la veille du coup d'Etat. Apparemment, la seule voix dans le désert était un livre écrit par un militaire chevronné et le titre semblait venir de la science-fiction: "Le Portugal et l'avenir". L'auteur était un général de 64 ans et son nom était Antonio Spinola, l'homme au monocle.

Le miracle en 13 heures

Et un bon matin, pour reprendre l'expression d'un journaliste, le fruit était mûr. Le peuple en avait ras le bol. Les forces armées amorcèrent le coup d'Etat.

Le 25 avril à 3 heures du matin, les points stratégiques sont occupés: l'aéroport et les stations de radio. Les troupes sont déployées et des appels au calme sont lancés à la population. Avant la fin de l'après-midi du 25, Marcello Gaetano se réfugie chez sa police favorite, la Garde républicaine nationale.

Le suspense s'accentue lorsque la PIDE (la police secrète) se barricade également dans son quartier général de la rue Antonio Maria Cardoso. L'armée est en position aux portes et les Lisbonniens envahissent les rues. Quelque chose va se passer.

Mao Tsé-Toung avait raison: le pouvoir est au bout du fusil. Finalement, un émissaire est envoyé à Caetano pour demander sa reddition inconditionnelle. La PIDE abandonne son repaire de criminels. (On se rend compte, plus tard, qu'il contenait un véritable arsenal.) La chasse aux autres tortionnaires de la PIDE commence dans la capitale et ailleurs.

Le miracle n'est complet que lorsque les portes des prisons sont ouvertes toutes grandes. Mais, pour les Portugais qui n'en croient pas leurs yeux, la libération du pays ne sera totale qu'avec le retour au pays des nombreux exilés politiques. Le 1er mai sera jour d'action de grâce au Portugal.

Les premières réactions

Naturellement, les oeillets dans les canons des mitraillettes et les démonstrations monstres de joie dans les rues de Lisbonne, Porto, Coimbra et tant d'autres villes ont pu donner une impression de réjouissances naïves et prématurées. Il était normal que les premières réactions soient très prudentes.

Mais je suis optimiste parce que, derrière les fleurs, il y a des faits qui sont vérifiables. D'abord, la participation au gouvernement d'hommes comme Soares, Cunhal et plusieurs autres authentiques socialistes. Spinola a eu le génie de changer son fusil d'épaule, mais les autres ont eu le courage de ne jamais changer d'idée même sous le coup de l'exil, de la torture et de la prison. Soares a été arrêté 12 fois. Cunhal a été placé dans le bloc isolatoire pendant huit ans puis exilé pendant 14 ans.

Sur la présidence étonnante de Spinola, ce qu'il est essentiel de rappeler, c'est le mouvement des capitaines. Sans entrer dans les détails, disons que ce sont vraiment des capitaines qui ont pensé le coup d'Etat et ce, bien avant le livre de Spinola.

LE GENERAL Antonio Alvarez y Spinola, président intérimaire du Portugal: un engagement à se retirer du pouvoir une fois les prisons vides, la censure abolie, la démocratie rétablie.

La libération s'est vraiment faite en profondeur avec la liberté de presse, de parole et de réunion. Ce sont des changements que j'ai pu vérifier sur place.

Il y a aussi la popularité du gouvernement qui est un phénomène plutôt inhabituel. J'ai assisté à la visite de Spinola à Porto, le 29 mai, et je ne vois pas pourquoi il chercherait à perdre cette popularité qui assure maintenant l'unité portugaise. Même le PC appuie les forces armées, ce qui est inusité, vu les guerres coloniales récentes.

L'économie portugaise

Les deux problèmes du gouvernement provisoire sont de réanimer l'économie nationale et d'en finir avec la gangrène coloniale.

LES PORTUGAIS ont enfin retrouvé la liberté d'expression et Lisbonne vit actuellement des heures de fraternité qui font chaud au coeur.

(Photo Jules Nadeau)

LES CAPITAINES furent les principaux artisans du coup d'état. Jamais une armée n'a été aussi près du peuple.

Le premier problème va demander beaucoup de temps mais le syndicalisme a commencé à niveler les salaires. Exemple, l'introduction du salaire minimum.

Les bourgeois bien nantis et bien éduqués que j'ai rencontrés ne sont pas trop excités par l'idée d'avoir à couper leur steak en deux. Ca fait plus mal que d'avoir à couper sa beurrée de beurre en deux. Ils critiquent les faiseurs de grèves, mais ils feraient bien de se rendre compte que les privilèges de classe touchent à leur fin.

La décolonisation

Ce qu'on doit admettre au sujet de la décolonisation, c'est qu'il s'est écoulé moins d'un mois avant que les pourparlers commencent. Mario Soares qui a été chargé de cette opération, n'est pas un enfant d'école. Qu'on se souvienne des lenteurs des négociations d'Evian pour l'Algérie.

L'empire portugais est considérable et il faudra un minimum de patience. La rupture des pourparlers avec le Frelimo à Lusaka, selon les dernières nouvelles, n'a rien d'alarmant. Qu'on se souvienne aussi de l'indépendance donnée à toute vapeur à la péninsule indienne par les Anglais dans les derniers jours de négociations. Le résultat fut un bain de sang musulman et hindou.

Les leçons de Lisbonne

Si le scepticisme persiste encore face au printemps de Lisbonne, par contre je suis certain qu'il y a un certain nombre de capitales qui doivent rire jaune. Le gouvernement espagnol de Franco doit certainement éprouver des démangeaisons vous savez où depuis le 25 avril dernier. Si Mitterand avait été élu en France, les démangeaisons auraient été encore plus fortes. Le 25 mai, selon le journal A Capital, le premier réfugié espagnol traversait la frontière portugaise.

Même chose pour la junte militaire d'Athènes, qui doit se sentir visée depuis ce jour-là. Quand Theodorakis ira danser sur le Rossio, l'ambassade grecque va grimper dans les rideaux.

Il y a aussi les menaces plus directes contre l'Afrique du Sud et la Rhodésie, qui ne voient pas d'un très bon oeil la possibilité d'avoir des voisins libres.

De Lisbonne à Montréal

Quand je suis revenu de Lisbonne et que j'ai entendu parler du bill 22, et que j'ai entendu brailler les gens aux lignes ouvertes, j'ai trouvé que c'était risqué de penser qu'on peut berner un peuple, une nation, un pays pendant des années sans qu'il arrive quoi que ce soit. Un bon matin, le fruit est mûr et... la marmite explose!

Le printemps ou le miracle de Lisbonne me redonne du courage. Ca fait tellement de mauvaises nouvelles qu'on reçoit de l'étranger. Et on manque tellement de bonnes nouvelles ici.

Cette année, prenez vos vacances au Portugal... libre! Ca fait du bien!

L'humour portugais

A l'heure de la **siesta,** le Portugal vit lentement comme un air de **fado.** Sous les parasols des terrasses ou des **cervejarias,** ils mijotent et se racontent les dernières blagues. Depuis le 25 avril, l'humour a subi une rafale de politisation. Tant que les salaires ne grimperont pas, il faut encore rire pour vivre.

Le Portugal a maintenant son Malade: La Gaiola Aberta (la cage ouverte). Les deux pages centrales montrent l'ex-président Caetano qui prend un sauna en enfer avec Hitler et Mussolini. Sur la page couverture, c'est Spinola avec son monocle et son petit bâton de général. La caricature naît.

En portugais, il y a une expression qui se traduit par "il a des couilles au cul", c'est-à-dire "il a du courage". Un peu comme on dit avoir du front tout le tour de la tête ou avoir du coeur au ventre. Une caricature qui circule de Lisbonne jusqu'aux Açores montre donc le général Spinola avec des valseuses qui lui descendent jusqu'aux genoux. C'est lui le Macho de l'année.

A Porto, dans les restaurants, on peut demander un steak à la Spinola. C'est un biftek bien cuit exactement comme le coup d'Etat "non sanglant" de Spinola.

Il y a aussi les humoristes malgré eux de l'ancien régime qui ont laissé des abris d'autobus tragi-comiques avec les slogans politico-touristiques comme: **Apprenez à mieux connaître le Portugal: Visitez l'Angola!**

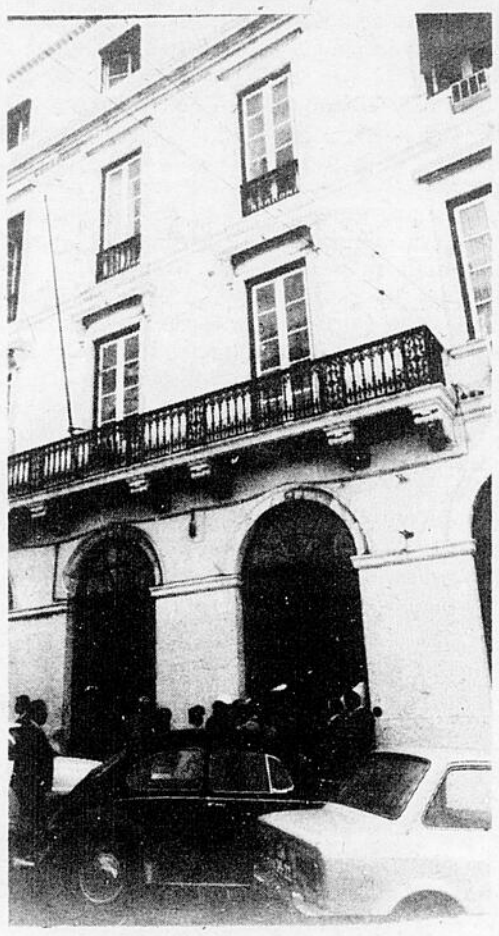
Les murs de la capitale sont littéralement couverts de graffiti. C'est là que j'ai appris à parler mon portugais politique. Il y a un mouvement qui semble avoir consacré plus d'énergie au graffitisme qu'au socialisme, le MRPP. Les politicologues des cafés l'ont donc surnommé le Mouvement réformiste des peintureurs de poteaux. D'autres graffiti ne demandent rien de moins que le rétablissement de la monarchie portugaise. Ailleurs, la lettre A encerclée qui veut dire **Anarchie** a été transformée en **Merda** en lui ajoutant "MERD" devant.

Vous pouvez aussi lancer votre propre humour en demandant à un taxi de vous conduire rapidement au quartier général de la PIDE. Cette idée m'a valu une face de boeuf style Matador du chauffeur: "Senior, ça n'existe plus la PIDE!"

A Lisbonne, un car de touristes espagnols a été affublé d'une pancarte: **Prêtez-nous Spinola pour une seule journée!**

Mais ce qui m'est arrivé de plus drôle, ce fut de me faire dire par le service des relations publiques de la TAP (lignes aériennes portugaises) à Montréal: **Surtout, n'allez pas au Portugal pour faire un reportage politique!**

A Lisbonne, on dit: **Viva a Liberdade!**



LE TRISTE quartier général de la PIDE (police secrète), qui était le pilier du salazarisme. Le nom de la rue a été changé: rue des Martyrs. (Photo Jules Nadeau)

MIAMI FIESTA vacances populaires à **L'HAWAIAN ISLE** de **MIAMI BEACH**

COMPRENANT • LOGEMENT 7 NUITS • TRANSPORT AÉRIEN • TRANSFERTS • COCKTAIL • CHAISE LONGUE • SAC DE PLAGE • ACCOMPAGNATEUR

TOUR SPECTACLES
COMPRENANT AUSSI 7 SOIRÉES DE CABARET
7 SPECTACLES DIFFÉRENTS ET CONSOMMATIONS
PROLONGEMENTS FACULTATIFS

DÉPARTS SUR SEMAINE
PRIX A PARTIR DE
$231.50
20 JUIN - 2 SEPT.

MIAMI FIESTA
Un voyage d'agrément mettant l'accent sur les plaisirs de la plage.
COMPRENANT AUSSI:
Cocktail et spectacle au "Tiki Lounge". Photographie en couleur. Tour de magasinage. Croisière en bateau au "Millionnaires Row".

VACANCES FAMILIALES
Garderie, salles et terrains de jeux pour enfants et teenagers, surveillants

LOCATION D'AUTO
pour aussi peu que $49.00 par semaine - millage illimité

cap SOLEIL

VOYAGE DE NOCES
8 JOURS - 7 NUITS
Programme combinant les avantages de MIAMI SPECTACLES et MIAMI FIESTA
$185.00 pour le couple + transport aérien (20 juin au 2 septembre)

AU BON ACCUEIL DES CANADIENS DEPUIS 44 ANS

TRAVELAIDE—CENTRE-VILLE
1010 ouest, Ste-Catherine
MÉTRO PEEL
861-7272

TRAVELAIDE—LONGUEUIL
1 PLACE LONGUEUIL
679-3777

TRAVELAIDE—ÂGE D'OR
911 est, rue BEAUBIEN
MÉTRO BEAUBIEN
273-2581

LA GRANDE AGENCE DU CANADA FRANÇAIS
TRAVELAIDE LTÉE
SIÈGE SOCIAL, ÉDIFICE DOMINION SQUARE, MONTRÉAL 110

TRAVELAIDE—Carrefour MT-ROYAL
4454 ST-DENIS angle MT-ROYAL
MÉTRO MT-ROYAL
845-8225

TRAVELAIDE—PLAZA-ST-HUBERT
911 est, rue BEAUBIEN
MÉTRO BEAUBIEN
273-7755

TRAVELAIDE—CENTRE-LAVAL
Sortie 6E autoroute Entrée extérieure
687-0880

TRAVELAIDE—CENTRE-LAVAL
Sortie 6E Autoroute — Promenade intérieure
688-5310

TOUS NOS BUREAUX OUVERTS LE SOIR JUSQU'À 9 H P.M. SAMEDI 5 H P.M. STATIONNEMENT À L'ARRIÈRE DE NOS BUREAUX À LAVAL ET LONGUEUIL GRATUIT ET ILLIMITÉ

La presse libérée...

Il est difficile de demander à un journaliste de ne pas s'intéresser à la presse convalescente d'un pays qui se relève d'un demi-siècle de censure. Je peux affirmer que le malade se porte dangereusement bien. Le lendemain du coup d'Etat, après l'ouverture des cellules de la défunte police secrète PIDE, les journalistes revenaient aux salles de rédaction.

Malgré la pénurie, les Portugais sont subitement devenus des dévoreurs de papier. Je n'ai jamais vu des lecteurs aussi enragés. Dans un ministère, un portier lisait "Avante", l'organe du PC. Sur la première page de sa parution du 17 mai: "Les communistes font partie du gouvernement provisoire" et "Enfin, notre journal est légal" accompagné du rappel de quatre noms de journalistes assassinés par la PIDE, sans compter tous les convaincus qui ont été torturés pendant 43 ans de clandestinité.

Le "QUEBEC-PRESSE" portugais

"República" a publié des pages entières de dossiers sur les crimes de la PIDE.

Des publications comme "Epoca" ou "Continuidade" (revue officielle de la police) sont parmi les seules à avoir complètement disparu de la circulation. Trop réactionnaires.

Dans "Diario de Noticias", les mêmes noms coiffent des articles anti-fascistes après avoir fait le contraire pendant des années. Ce sont les caméléons qui se confondent facilement avec la couleur de l'encre.

La disparition du redoutable "Exame Previo" (examen préalable) dont le cachet pouvait blanchir une mise en page fait sortir des reportages du frigidaire.

Enfin, plusieurs publications, à l'exemple de "Flama", se sont donné un nouveau conseil de rédaction. Le grand nettoyage! C'est l'introduction du syndicalisme. C'est le véritable Mouvement des 100 fleurs. Les encriers sont ouverts à l'air libre.

'J'admire Hitler et Lacroix...'

Manuel Teixeira, journaliste de La Tribune portugaise de Montréal (selon sa carte) m'a confié qu'il admirait Hitler, Salazar et Louis-Philippe Lacroix. Parce que ce sont des hommes durs.

L'indépendance des colonies? Sa réponse: "Jamais! Ca nous appartient et les nègres, moi, je les mettrais dans des réserves. M. Teixeira était au Ritz, invité par le consul Afonso de Castro.

POUR QUEBEC-PRESSE

2 PORTEURS ADULTES MOTORISÉS DEMANDÉS

Livraison dans Longueuil seulement

Contactez Jean-Charles Roy 674-1017

(Photo Jules Nadeau)

QUATRE PORTUGAIS engagés venus de Lisbonne pour fêter la victoire avec les compatriotes de Montréal. De gauche à droite: Jorge Letria, journaliste; Alvaro Guerra, écrivain; Fernando Matos Silva, cinéaste et Francisco Fanhais, prêtre.

La réaction des Portugais de Montréal

(J.N.) - Toute la fin de semaine dernière, les Portugais célébraient le jour de la fête nationale. Un évènement qui a pris une tournure inhabituelle à la suite du coup d'état du 25 avril et du changement de gouvernement. Depuis qu'il y a des immigrants portugais au Canada, le gouvernement de Lisbonne réussissait sans trop de mal à contrôler ses "sujets" par le biais de petits "establishments" locaux.

D'un côté, une minorité de mieux nantis qui arrivent ici avec un bagage scolaire et pécuniaire qui leur permet de "réussir". De l'autre côté, une majorité silencieuse et soumise qui subit le plus fort du contrechoc de la transplantation: langue, travail et ghetto. Jusque là, rien de très différent de tous les autres groupes d'immigrants, que ce soit ici ou ailleurs. Et les relations paternalistes entre la minorité et la majorité sont solides. Bref, les immigrants se serrent les coudes à cause de leur statut identique, mais sans jamais trop transgresser les distinctions de classes. On quitte son pays mais on ne quitte pas sa classe sociale.

Ne dérangez pas!

Les groupes qui osaient contester l'ordre établi et qui osaient travailler à la base étaient habituellement considérés comme des groupuscules non-représentatifs et des penseurs malhabiles. C'était le cas du Mouvement démocratique portugais et du Centre de référence et de promotion sociale. Et ces derniers ne transigeaient pas avec des représentants fantômes.

C'était pas poli de dire que les immigrants portugais avaient des problèmes. Les rapports entre les travailleurs de la base et le consulat, par exemple, étaient plutôt "frigidaires."

L'establishment et l'avenir

Depuis le 25 avril, les choses ont changé au Portugal et les effets se sont vite fait sentir à Montréal. Ceux qui se faisaient traiter de marginaux, ici, à cause de leurs idées trop libérales sont maintenant en étroite liaison avec ceux qui sont passés au pouvoir. A Montréal, les répercussions furent telles que le consul et le vice-consul (nommés par l'ancien régime) se sont retrouvés à une célébration de la chute de Caetano. Samedi, les diplomates ont pu faire connaissance avec un nouveau directeur de la télévision nationale, un barbu, en jeans, venu de Lisbonne.

Lundi soir, le consul recevait à l'hôtel Ritz Carleton. Quelques "marginaux" de naguère sont venus saluer ceux qui pourraient bien devenir les marginaux de demain. Il m'a été donné d'assister à ces deux genres de célébrations. Voici des commentaires entendus au Ritz et à l'école d'Arcy McGee.

Dans une école, 400 personnes fêtent la chute de l'ancien régime, tandis qu'au Ritz Carleton...

En fin de semaine dernière, les Portugais progressistes de Montréal ont sonné le glas de la méfiance et de la surveillance. Un peuple uni ne sera jamais vaincu! Des chansonniers, un cinéaste, un journaliste, un documentaire et des photos, venus spécialement de Lisbonne, étaient là pour commencer deux jours de célébration. L'enthousiasme était plus que débordant. Un jour de victoire! La réunion d'accueil des visiteurs (vendredi) s'est faite au local de la rue St-Laurent du Mouvement démocratique portugais. Au coeur du quartier portugais où plusieurs magasins avaient affiché le poster jaune avec le coq rouge (queue stylisée en fleur de lys): Jour du Portugal, 8 et 9 juin, organisé par le Centre portugais de recherche et de promotion sociale, sur l'initiative des travailleurs.

Le documentaire

Le lendemain, samedi soir, la salle de l'école d'Arcy McGee était pleine. 400 Portugais sont venus voir un documentaire de 50 minutes tourné par des journalistes et des cinéastes qui ont été mis au courant de la date du coup d'Etat par le mouvement des capitaines.

La présentation des invités de la soirée incluait les auteurs du film, dont un journaliste de A Republica, un timide barbu de 37 ans, Alvaro Guerra qui fait maintenant partie d'un comité de quatre personnes chargées de réformer entièrement la télévision portugaise. Les longues années d'opposition sont terminées.

Le documentaire du 25 avril a déclenché des applaudissements frénétiques (le mot n'est pas trop fort) lorsque des images ont montré les forces armées victorieuses, l'arrestation des agents de la PIDE, le retour des exilés et la libération des prisonniers politiques. Entre deux bobines, mon voisin m'a glissé à l'oreille: "Moi, j'ai été fiché par la PIDE en 1958". Après 48 ans de silence, c'était un peu normal de voir la salle taper des mains, chanter et scander ses slogans. Le film est devenu une véritable chanson à répondre.

La diplomatie

Un autre signe des temps nouveaux fut la présence du consul, du vice-consul, d'un responsable du Tourisme et du directeur de la TAP (lignes aériennes portugaises). Ceci aurait été impensable il y a seulement trois mois. Aussi invraisemblable que la présence d'un ambassadeur canadien dans une réunion d'étudiants péquistes à Paris.

Interrogé sur les raisons de sa présence, le consul Afonso de Castro m'a répondu qu'il était là à titre personnel, et qu'il n'avait pas eu d'invitation directe.

Plusieurs Portugais qui étaient considérés ou qui se considéraient comme des porte-parole de la communauté portugaise brillaient par leur absence. En tout cas, lorsque les 400 personnes ont chanté leur hymne national, c'était le groupe le plus important de Montréal qui ait manifesté son adhésion au nouveau gouvernement. Le lendemain, 2,000 personnes assistaient à la partie artistique.

A quelques rues de là, Jane Fonda parlait pour la paix. Et chez les Portugais, le mime Luis Saraiva "parlait" contre la guerre. Une guerre coloniale pour laquelle le peuple portugais a suffisamment payé.

L'establishment "réfléchit"

Le cocktail du Ritz brillait par ses lustres, ses plats chauds et ses coupes de vin que les garçons distribuaient généreusement. Mais, comme m'a fait remarquer un des organisateurs de la fête de l'école: même pas de toast, ni de discours, ni aucune manifestation de joie, c'est comme une soirée de protestation!

J'ai donc dû me rabattre sur des entrevues. J'ai demandé à un prêtre portugais qu'elle était la position de l'Eglise vis-à-vis ces changements: "Moi, je ne suis pas au courant. J'exerce mon ministère surtout dans une paroisse italienne. Pas de commentaire."

Pas de constitution

Un autre Portugais, de formation théologique, bouillait littéralement dans son coin. Il préparait une lettre ouverte: "Je ne suis pas d'accord avec ce que les journaux ont écrit ici. Le coup d'Etat fut bien plus qu'un complot de casernes. C'est toute une nation opprimée qui s'est levée spontanément à la faveur de circonstances prévisibles. Et les changements sont plus profonds qu'on ne le pense."

L'hôte de cette soirée m'a parlé du caractère apolitique du corps diplomatique et de la situation délicate du pays pendant qu'il n'y avait pas de constitution. Je lui ai demandé comment un consul désigné par le gouvernement Caetano pouvait s'adapter aux objectif du gouvernement actuel. Réponse: "Pas de changement pour moi."

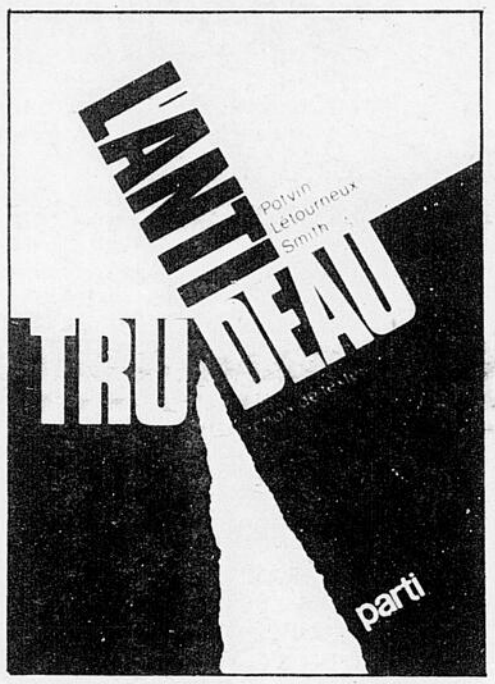
Pas prêts pour l'indépendance

Un journaliste bien connu de la communauté portugaise m'en a ensuite fait entendre de toutes les sortes. Je passe.

Enfin, un historien de descendance portugaise m'a surtout parlé du problème colonial. Il ne croit pas que les Africains souhaitent l'indépendance et, d'ailleurs, ils ne sont pas prêts. Il croit en un Commonwealth réunissant la métropole et ses colonies. "N'oubliez pas qu'après 400 ans, les colonies sont très attachées au Portugal et vice versa."

Et je me demande encore pourquoi le consul n'a pas porté de toast... C'était pourtant pas la boisson qui manquait. Ou bien peut-être que "l'establishment" n'avait pas le coeur à ça?

À LIRE AVANT LES ÉLECTIONS



Pierre Trudeau est un ancien manifestant contre les armes nucléaires du régime libéral Pearson. Il se rangea du côté des grévistes à Murdochville et Asbestos. Au fédéral, il fut un militant farouche du NPD. Son passé lui avait fait beaucoup d'amis. Quand il est devenu libéral, a-t-il trahi ses principes? Et est-ce la raison pour laquelle bien des Québécois sont aujourd'hui "anti-Trudeau"? Pour le savoir lisez ce choix de textes de 25 Québécois.

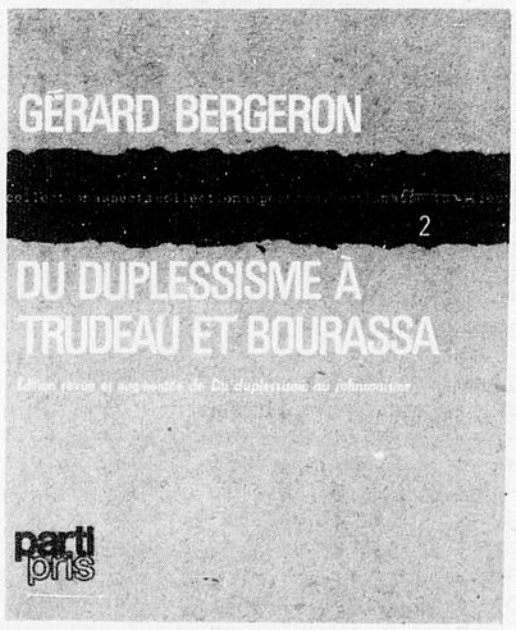
250 pages

$3.50

La base aérienne de Winnipeg, le port de Gros-Cacouna qui n'a jamais servi, les 100,000 emplois de Bourassa: toutes les belles promesses des politiciens depuis quelques générations.

188 pages
Illustré

$2.50



Derrière l'agitation des politiciens, la valse des parties, la réalité a-t-elle changé? L'histoire se fait à pas de tortue.

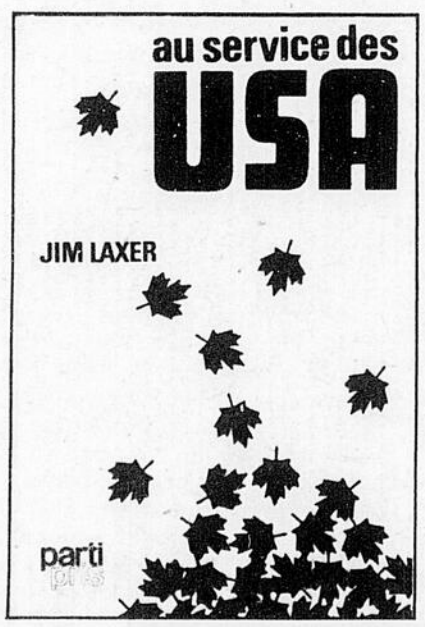
630 pages
Illustré

$8.

A la source même du conflit qui sépare le Québec du Canada. On y voit pourquoi il y a toujours eu deux pays. La Confédération a-t-elle été fondée pour nos beaux yeux ou pour les compagnies?

550 pages
Illustré

$7.50



Les Etats-Unis contrôlent les richesses naturelles du Canada et du Québec. Nos gouvernements ont-ils donc toujours été "au service des USA"? Jim Laxer, cofondateur du Waffle, pose la question et y répond.

78 pages

$2.

THEATRE

Les jeunes et les "pros" s'affrontent

par Micheline Lachance

"Comment se fait-il que le Jeune Théâtre n'est pas représenté au sein de l'Association des directeurs de théâtre? Et puis que faisons-nous ici au moment où se tient le Festival du jeune théâtre québécois à Rimouski?" Paul Buissonneau posait ces questions aux producteurs de théâtre réunis la semaine dernière à Montréal afin de dévoiler leur bilan moral. Afin de savoir pourquoi le jeune théâtre ne participait pas à cette prise de conscience collective, nous avons invité Jean-Claude Germain, vice-président de l'Association des directeurs de théâtre (ADT), et Jacques Vézina, directeur général de l'AQJT.

Rappelons d'abord que les producteurs de théâtre ont lancé leur cri d'alarme afin de sensibiliser le public aux graves problèmes qui minent actuellement le théâtre professionnel au Québec: la création est devenue impossible dans ce monde du théâtre où la communication est totalement inexistante. "Tout le monde se parle tout seul", dit le bilan. A chaque fois que les artisans du théâtre se rencontrent, l'un d'entre eux se lève, fait son solo, se rassoit, et on passe au suivant.

Il est vrai que le Jeune Théâtre n'est pas invité à participer aux rencontres du théâtre professionnel. D'ailleurs, ça ne l'intéresse pas. "Le théâtre professionnel, ça n'est pas très sérieux", précise Jacques Vézina. Depuis sa création, le Jeune Théâtre fait cavalier seul. Pour lui, la création est la priorité. Il ignore donc toutes les structures existantes qui viennent l'entraver.

Jean-Claude Germain: *"Buissonneau nous reproche de ne pas parler aux jeunes. Avant de dialoguer avec eux, il faudrait qu'on apprenne à se parler entre nous; il faudrait aussi que certaines idées communes émergent du théâtre professionnel. Ce n'est pas parce que de temps en temps des gens se sont réunis pour signer un manifeste qu'on peut dire qu'il y a dialogue."*

Jacques Vézina: *"Je me demande si les options ne sont pas trop fondamentalement différentes pour qu'on puisse établir des rapports. L'AQJT n'admet pas ce que fait le théâtre professionnel."*

J.-C. Germain: *"Mais il n'y a pas de rupture profonde entre les deux groupes. Moi, par exemple, au sein de l'ADT, je ne représente pas le théâtre traditionnel. J'ai les mêmes problèmes de création que les gens de l'AQJT; et je tente de les solutionner avec des moyens similaires. C'est évident qu'il est difficile de discuter avec certains directeurs. Lors d'une récente réunion, Buissonneau et d'autres se plaignaient qu'il n'y avait pas assez de salles à Montréal. Jean-Louis Roux a répondu, en toute honnêteté et en toute simplicité, qu'il y en avait trop. Il n'y a pas de dialogue quand on ne reconnait pas les mêmes réalités. Les seules communications existantes ont été imposées de l'extérieur, quand on devait faire face à un problème."*

Jacques Vézina: *"Ce que nous reprochons surtout au théâtre professionnel, c'est de ne pas considérer la création comme une priorité. Le système de pigistes va à l'encontre de la création. Nos bases sont tout à fait différentes. On fonctionne avec des troupes et non des individus. La création est notre préoccupation première. Je ne crois pas que ce soit celle des acteurs du théâtre professionnel."*

(Photo Michel Elliott)

ON S'EXPLIQUE! Jacques Vézina, directeur général de l'Association québécoise du jeune théâtre (à gauche), et Jean-Claude Germain, vice-président de l'Association des directeurs de théâtre, tentent de faire le pont entre deux conceptions de l'activité théâtrale.

J.-C. Germain: *"La préoccupation première de n'importe qui c'est de gagner sa vie. La deuxième c'est de faire de la création. Le comédien ne peut pas gagner sa vie exclusivement en faisant du théâtre. Il est nécessairement obligé de faire autre chose pour gagner des sous. Donc, il lui reste moins de temps pour faire du théâtre. Chacun poursuit ses intérêts et c'est la création qui en prend un coup. Ce n'est pas un problème de créativité. Mais le théâtre a trois caractéristiques: des structures permanentes, une constante de production et, on l'a dit, la nécessité de gagner sa vie. Ces technicités forment un garrot qui se resserre."*

Le syndicat empêche la création

Le théâtre au Québec se porte à merveille. Les chiffres en font foi. Une enquête menée par le Conseil des arts indique que le nombre de représentations théâtrales a doublé entre 1967 et 1972. La plupart des théâtres remplissent leurs salles à 80% (même le théâtre d'Aujourd'hui, moins traditionnel). 6 millions de billets ont été vendus à la Place des Arts au cours de l'année. Le succès de "Charbonneau et le chef" ne cesse d'étonner. L'Association des directeurs de théâtre n'en a pas moins décidé de lancer son cri d'alarme à ce moment précis. Cette association a été créée, rappelons-le, artificiellement par l'Union des Artistes qui voulait avoir un intermédiaire valable pour négocier une convention de travail. Le Jeune Théâtre ne fait pas partie de ces structures. Ses troupes ne sont pas membres de l'Union. En ce sens, elles sont marginales, pour ne pas dire délinquantes. Le Jeune Théâtre refuse les structures économiques qu'impose le syndicat aux comédiens professionnels parce qu'elles tuent la création. Pourtant, selon Jean-Claude Germain, les comédiens ne sont pas libres d'adhérer au syndicat ou de demeurer en dehors.

J.-C. Germain: *"Un comédien professionnel est quelqu'un qui est astreint à observer un certain nombre de règles, à payer des cotisations à l'ADT. Je représente le seul théâtre québécois qui a commencé comme amateur et qui a joint les rangs des professionnels. Ce qui me trouble c'est que les troupes comme les vôtres ou comme la mienne sont condamnées à mort si elles ne rejoignent pas les rangs des groupes professionnels. Si un ou deux comédiens membres de l'Union, qui travaillent soit au cinéma, soit à la télévision, veulent travailler avec une troupe qui n'est pas membre, eh bien, ils n'ont pas le droit. Je considère, personnellement, que je n'ai pas le droit de demander aux comédiens de s'abstenir de travailler ailleurs. Alors j'ai accepté que ma troupe devienne professionnelle en payant la cotisation qui m'est demandée. Quand la structure en place se met en branle, ce n'est pas nous qui déterminons qui deviendra professionnel ou non."*

Jacques Vézina: *"Il y a quand même des troupes qui refusent d'embarquer.*

J.-C. Germain: *"Tant qu'il y a des structures comme les nôtres, aussi peu sensibles, des structures qui développent une attitude aussi anti-syndicale, je considère que la situation est grave. Si le théâtre, pour vivre, doit se situer dans une perspective anti-syndicale ou non syndicale, le combat n'en est pas un d'avant-garde. Parce que dans le contexte actuel, les structures sont tellement rigides qu'elles ne permettent pas aux troupes d'accéder au niveau syndical. C'est un mouvement qui, à mon avis, ne correspond pas au mouvement général de la société. Le Théâtre d'Aujourd'hui n'a pas eu le choix de joindre ou non les rangs de l'ADT. Mais puisqu'on en fait partie, j'estime qu'il est important qu'on se fasse entendre. Jusqu'à maintenant ce sont toujours les trois ou quatre troupes subventionnées qui ont négocié les conventions collectives. Je veux que nous soyons là pour négocier des conditions de travail qui correspondent à ce que nous sommes."*

Jacques Vézina: *"Oui, mais si le syndicat empêche la création, on n'a plus le choix, il faut rester en dehors. Je pense par exemple au théâtre de la Shoppe, à Montréal, qui joue dans les usines. Comment peut-il s'inscrire à l'intérieur du syndicat de l'Union des Artistes?"*

J.-C. Germain: *"Il faut quand même préciser qu'il n'y a pas que le syndicat qui nuit à la création. Il y a aussi une association de directeurs de théâtre, trois ou quatre paliers de gouvernement qui subventionnent et un manque flagrant d'organisation à tous les niveaux. Ces structures forcent les gens à vivre en dehors du contexte collectif. Au lieu de s'organiser, on saigne nos forces. On devient des entrepreneurs. C'est peut-être une illusion de croire que la création peut naître de ces structures.*

J.V: *Les troupes qui refusent ces structures s'inscrivent dans une sorte de marginalité.*

C.G: *Mais moi, je suis aussi marginal que vous par rapport au théâtre professionnel. Les p'tits enfants Laliberté sont marginaux. Parce que les gens que j'emploie sont des comédiens de métiers (et non amateurs) je n'ai pas le droit de leur faire porter la responsabilité de se mettre en dehors des cadres de l'Union. Je les fais jouer deux ou trois fois par année, je ne peux pas les empêcher de travailler ailleurs."*

"Ce qu'on demande: la régionalisation"

La tradition veut que chaque producteur entretienne des relations privilégiées avec les différents gouvernements. En matière de subventions, il y a toujours eu une conspiration du secret qui est évidemment encouragée par les organismes en place. Il est illusoire de demander à quelqu'un de laisser tomber ses avantages parce que ce dernier n'est pas sûr que tout le monde en profitera. L'ADT n'a aucun pouvoir de pression particulier. Elle se trouve même prise en sandwich entre les augmentations de coût de la production et les subventions offertes à ses membres.

Jacques Vézina: *"Peu de nos troupes sont subventionnées. Nous ne réclamons pas d'ailleurs un budget de $200,000. Tout ce que nous voulons c'est la possibilité de poursuivre nos activités. Mais ce qui est important au niveau des subventions c'est que le gouvernement puisse décentraliser les subventions de Montréal aux régions. Il y a des gens à travers le Québec qui font du théâtre collé à leur région et aux gens qui y vivent. Ces groupes ne sont pas subventionnés. Seul le théâtre de Montréal et de Québec l'est.*

J.-C. Germain: *"Je suis d'accord avec ça. Le côté dramatique de cette affaire c'est qu'il y a des gars qui travaillent pendant 10 ans. Ils sont fatigués et ils lâchent. Alors, 10 ans d'efforts disparaissent. Et ça prend 5 ans pour tout recommencer. Il est urgent qu'on institue des bases permanentes. La décentralisation est effectivement une priorité. Je serais bien étonné si la plupart des membres de l'ADT n'étaient pas d'accord avec ça."*

Jacques Vézina: *"Il n'est pourtant pas dans leur intérêt de souhaiter la dé-*

(Suite page 27)

livres

"Les objets familiers de nos ancêtres"

"Sauver les meubles" du passé québécois

par Micheline Lachance

"La civilisation traditionnelle québécoise aurait sombré dans l'oubli sans l'intervention directe d'universités et d'individus". Comme bien d'autres, Robert-Lionel Séguin déplore le fait que le Québec se soit toujours désintéressé de sa civilisation traditionnelle, du moins jusqu'à une époque relativement récente.

Selon l'ethnologue, les choses changent actuellement. Après le folklore oral (contes, légendes, chansons) le folklore matériel commence à retenir l'attention. Ce sont les jeunes qui manifestent le plus d'intérêt pour le patrimoine québécois.

Jusqu'à récemment, il était extrêmement difficile de se renseigner sur les objets d'art, les monuments et les édifices historiques québécois. Peu d'ouvrages étaient consacrés aux choses du terroir. Les universités enseignaient l'histoire de l'art européen, accordant une place bien minime à l'art québécois.

Dès l'automne, l'université Laval qui ne comptait qu'un centre d'études nordiques offrira des cours d'archéologie historique. A l'Université de Montréal, on propose de plus en plus de cours d'art québécois. Les cours d'ethnologie et de folklore attirent bon nombre de jeunes. On a fondé des centres de recherches tels le Centre documentaire en civilisation traditionnelle de l'Université du Québec à Trois-Rivières et les Archives de folklore à l'université Laval.

Des ouvrages sont maintenant disponibles. On connaît depuis un an ceux de Robert-Lionel Séguin consacrés à l'art révolutionnaire québécois et aux ustensiles en Nouvelle-France.

Il y a aussi les récents ouvrages de Michel Lessard, qui explique la maison québécoise. Deux autres livres s'avérent fort utiles aux amateurs, l'un faisant revivre l'histoire de la ceinture fléchée et signé Marius Barbeau, l'autre consacré à l'évolution de la chaise berçante. La semaine dernière Jean-Pierre Payette lançait son "Guide des artisans québécois" qui situe chaque artisan dans son milieu, et décrit son art.

Les objets familiers de nos ancêtres

Trois jeunes diplômes de l'université de Montréal et de Laval viennent d'ajouter un titre à la série d'ouvrages consacrés au patrimoine québécois. Nicole Genêt, Luce Vermette et Louise Décarie-Audet viennent en effet de publier "Les objets familiers de nos ancêtres" aux éditions de l'Homme.

La coutume française veut qu'à la mort d'un des conjoints mariés sous le régime de la communauté de biens, un notaire dresse un inventaire systématique des biens meubles et immeubles du défunt afin d'en effectuer le partage entre les héritiers. Les auteurs de ce livre ont consulté quelque 500 inventaires notariés; ils ont en outre dépouillé des manuscrits aux Archives nationales et judiciaires. Grâce à cette recherche, ils ont pu répertorier tous les meubles qu'on trouvait dans les maisons et les manoirs des XVIIième et XVIIIème siècles. Plus de 400 mots se rapportant aux articles, meubles et ustensiles utilisés autrefois en Nouvelle-France sont maintenant réunis en un ouvrage. On retrouve, il va sans dire, des explications au sujet des meubles courants tels que le coffre, l'armoire, le buffet et la couchette, mais on se renseignera aussi sur des meubles aujourd'hui disparus comme par exemple le perroquet, le caquetoire ou le placet. "Les objets familiers de nos ancêtres", de l'avis de Robert-Lionel Séguin qui en signe la préface, devrait déboucher sur une encyclopédie de la technologie et de la civilisation traditionnelle du Québec.

LOUISE DECARIE-AUDET, LUCE VERMETTE ET NICOLE GENEST signent "Les objets familiers de nos ancêtres", publié aux éditions de l'Homme. Cet ouvrage constitue un répertoire illustré des objets d'usage courant dans les maisons de la Nouvelle-France.

PROGRAMME CALENDRIER DISPONIBLE SUR DEMANDE
OUTREMONT 1248 Bernard 277-4145

FESTIVAL D'ÉTÉ
PLUS DE 100 FILMS
demandez le programme au téléphone ou par la poste
CINEMA 2001
855 DECARIE 277-2001
Au Nord du boul. Métropolitain

QUEBEC-PRESSE
livraison à domicile
381-9936

A NE PAS MANQUER
A L'HEURE DU BILL 22!
Maintenant

Envoyez votre formule d'abonnement aujourd'hui
MAINTENANT
2765,
Côte Ste-Catherine
Montréal - H3T 1B5
Tél.: (514) 739-2758

Je désire recevoir MAINTENANT - à partir du mois de .....
Je choisis un abonnement:
ordinaire $7
étudiant $5
de soutien $10
J'inclus la somme de .....
Nom .....
Adresse .....

La demande pour des copies du "supplément 1er mai" de Québec-Presse est telle que nous avons décidé d'y répondre systématiquement:

Envoyez 20¢ et votre nom et adresse à:

Québec-Presse
Service du tirage
9670, rue Péloquin
Montréal 358

et nous vous ferons parvenir votre copie du supplément.

QUÉBEC-PRESSE
Supplément / 5 mai 1974

HISTOIRE DU 1er MAI AU QUÉBEC

"Mistashipu", d'Arthur Lamothe

Nous devons plus que des terres aux Indiens...

par Gérald Godin

Les Amérindiens du Québec sont la mauvaise conscience des Québécois progressistes. On ne sait pas trop par quel bout prendre le problème. Ce pays, on se dit qu'il est à nous et d'autant plus qu'il est contrôlé par d'autres.

Or, il est d'abord la propriété des Indiens. La meilleure partie de la conscience que les Québécois ont de leur pays, elle leur vient en droite ligne des Indiens. Le respect du paysage et surtout la connaissance intime des moindres détails de sa géographie, ainsi que de sa faune et de sa flore. Une connaissance intime aussi des âpretés et des cruautés du pays, ainsi que de ses beautés, qui sont d'autant plus belles qu'elles sont intraitables et même mortelles en certains cas. Toute cette réalité qui a donné ce que le Québec compte de meilleur: l'oeuvre de Marie-Victorin, certaines chansons de Vigneault, un attachement sensuel pour la terre d'ici et qui affleure aussi bien chez nos poètes, nos géographes, nos arpenteurs que chez certains de nos hommes politiques, tout cela était d'abord chez les Indiens. Tout cela était même l'essentiel de la vie et de la réflexion des Indiens. Car ils vivaient des fruits de la terre et de l'eau.

Une conscience collective

C'est tout ce que la conscience collective des Québécois doit aux Indiens qui apparaît le plus clairement dans le film qu'Arthur Lamothe consacre aux Montagnais de la rivière Mistashipu, que nous nommons Moisie.

Les Québécois donc, doivent tout aux Indiens. Et la meilleure partie des Québécois, c'est leur partie indienne. Toutefois, rares sont ceux qui le savent et à cause de leur propre tragédie historique, les Québécois ont tendance à se considérer comme plus enracinés ici que quiconque. Or, c'est faux! Les premiers Québécois, ce sont les Indiens. Reconnaissons-le.

C'est cette perspective que dégage le film d'Arthur Lamothe: le regard le plus affectueux et le plus respectueux jamais posé par un cinéaste blanc sur la réalité indienne, du moins au Québec.

Une toute petite place

Et ce qui fait la force du film, c'est la constante comparaison qu'il fait entre la place que le gouvernement québécois consent à donner aux Américains sur les rivières indiennes, et la place toute menue qu'il laisse aux premiers détenteurs des lieux.

Le seul passage un peu gênant, c'est peut-être le passage de la messe catholique, où Lamothe tombe dans le travers de jouer au plus fin. C'est toutefois bien peu, dans ce moyen métrage qui brille par sa modestie et sa sympathie à l'égard des premiers occupants du pays.

Présenté dans le cadre des Rencontres internationales pour un nouveau cinéma, à la Bibliothèque nationale la semaine dernière, le film de Lamothe sera repris sous peu à la télévision d'Etat. Ne le manquez pas.

Les jeunes et les pros...

(Suite de la page 25)

centralisation. Je me demande si ces gens seraient d'accord pour que x millions de dollars s'en aillent en province. C'est x millions qui quittent Montréal.

"On est artiste, individualiste et pas trop fin"

Tout le monde parle d'une politique culturelle. On l'attend en vain du ministère des Affaires culturelles. Dans son bilan, l'ADT réclamait un changement d'orientation. Ce sont les artistes et non les gouvernements qui doivent proposer une politique culturelle.

J.-C. Germain: *"Ce n'est pas au MAC de nous donner une politique, pas plus qu'il revient au ministère de la Voirie de décider où on doit construire une route. La tâche revient aux municipalités dans le cas des routes. Cela ne veut pas dire que le ministère ne s'arrangera pas pour que la consultation aboutisse sur une tablette et que la route passe ailleurs, mais au moins dans les autres ministères, ce principe est acquis. Dans notre cas, c'est différent: Par nature, on est artistes, individualistes et pas trop fins. Les gouvernements se disent: si on leur donne une politique culturelle, ils vont la contester. Alors on ne leur en donnera pas. Actuellement, la seule politique existante revient à dire: plus il y aura d'argent pour moi, mieux ce sera. L'AQJT est dans la même situation: si elle reçoit $75,000 l'an prochain, l'AQJT se contre-crisse que les Ballets canadiens reçoivent $25,000 de moins. C'est normal. C'est une politique folichonne. Tous les lapins courent après la même carotte. Au fond, ce qu'il faudrait, comme le suggéraient des amis, c'est qu'on nomme un gars comme Maurice Bellemare au poste de ministre des Affaires culturelles, un homme qui ne connaît rien aux Affaires culturelles. Parce que si le ministre est pris au sérieux par les artistes, il n'y a pas un politicien qui va l'écouter."*

Pendant que l'ADT rendait public son bilan moral, le Jeune Théâtre tenait à Rimouski son 8ième festival. Or, il y a quelques années, Jean-Claude Germain, aujourd'hui vice-président de l'ADT, animait le 4ième festival du Jeune Théâtre, celui qui a déterminé la ligne de conduite de l'AQJT. Ce qui est anormal, comme le dit Germain, et qui atteste de l'absence flagrante de communication entre les deux associations, c'est que si Jean-Claude Germain s'était présenté cette année au festival de Rimouski, on ne l'aurait pas considéré comme un "gars de la gang" mais bien comme un professionnel n'ayant plus de liens avec le Jeune Théâtre.

Jacques Vézina: *"Bien sûr, il s'est passé quelque chose d'important au 4ième festival, mais nous sommes rendus au 8ième. La situation a changé. Effectivement, on n'aurait pas considéré Germain comme un des nôtres mais on l'aurait reçu avec sympathie à cause de ce qu'il fait. Nous refusons quand même son orientation. Nous n'admettons pas qu'il fonctionne comme les autres selon le système des pigistes."*

J.-C. Germain: *"Il y a dans notre cas une tentative de fonctionnement avec des troupes, mais dans des conditions difficiles. Le problème de l'AQJT, à mon avis, c'est le genre de "no man's land" qui existe. L'AQJT se trouve condamnée à ce que tôt ou tard ses troupes la quittent. Elle ne conservera pas de relations avec celles-ci pendant plus de quelques années. Du moment que ces troupes auront une forme de permanence et qu'elles entreront en contact avec les organismes qui subventionnent, ceux-ci leur imposeront inévitablement un cadre que l'AQJT trouvera inacceptable. Alors, elles n'auront pas le choix."*

Jacques Vézina: *"Il y a quand même des troupes qui refusent consciemment de s'embarquer dans ce système de pigistes qu'est celui du théâtre professionnel. Nous ne sommes pas puristes: nous essayons de créer d'autres réalités."*

J.-C. Germain: *"Je crois en effet que le dialogue avec l'AQJT ne sera possible qu'à la condition qu'à l'intérieur de l'Association des directeurs, une ouverture politique se manifeste. Seule une tendance d'assouplissement des structures permettra l'entrée de groupes qui existent sur des bases nouvelles. Actuellement toutes les structures sont construites en fonction d'un théâtre de répertoire qui ne correspond pas aux réalités du théâtre de création qui se joue à l'heure actuelle. Mais je sais que les structures ne sont pas aussi monolithiques qu'on le dit."*

CINÉ-GUIDE

À ignorer: •
À voir à la rigueur: *
À voir: **
À voir absolument: ***
Chef-d'oeuvre: ****

	Jean-Pierre Tadros (Le Jour)	André Roy (Hobo-Québec)	Luc Perreault (La Presse)	Robert Lévesque (Québec-Presse)	Martin Malina (Montreal Star)
The Conversation (Francis Ford Coppola) à l'Avenue	****		***		
Butch Cassidy (George Roy Hill) au York	**		**	**	
The last detail (Hal Ashby) au Cote-des-Neiges	**		**		
The Sting (George Roy Hill) à l'Atwater	***	•	**		***
Les valseuses (Bertrand Blier) au Berri			**		
Un ange au paradis (Jean-Pierre Blanc) à l'Elysée				*	
Il était une fois dans l'Est (Brassard) au Cinéma de Paris	**	*	*	*	*
The Apprenticeship of Duddy Kravitz (Ted Kotcheff) à la Place Ville-Marie	**		*		***
Les chinois à Paris (Jean Yanne) au cinéma de Paris	•				
Bingo (Jean-Claude Lord) au Parisien	**	•	*	•	**
Mon nom est personne (Tonino Valerii) au Crémazie	•		•	*	**
The Great Gatsby (Jack Clayton) au Claremont	•		•		**

LA COMPAGNIE DES 2 CHAISES PRÉSENTE Dès le 19 juin
les belles sœurs
de MICHEL TREMBLAY Mise en scène ANDRÉ BRASSARD
Denise Morelle, Micheline Gérin, Sylvie Heppel, Lorraine Pintal, Pauline Martin
Suzanne Garceau, Mirielle Lachance, Rita Lafontaine, Denise de Jaquere, Danièle Lorain
Monique Mercure, Frédérique Collin, Murielle Dutil, Carmen Tremblay, Patricia Nolin
tnm 84 ouest, rue Sainte-Catherine Réservations 861-0563

A voir, à lire, à écouter

Télévision

"Les jeunes et la sexualité"

Première d'une série d'émissions sur la sexologie présentée par Radio-Québec à 20h30, dimanche soir. Un sexologue invité, Jean-Yves Desjardins de l'Université du Québec. Un groupe d'étudiants de l'école secondaire de Pont-Viau donnent leur opinion sur la sexualité.

"La grande famine de l'an 2000"

Dans la série "Atomes et galaxies", le premier de sept épisodes consacrés à la bataille de la faim. Cette semaine, la crise des protéines et les possibilités selon certains experts qu'il y ait une famine d'ici l'an 2000. A Radio-Canada, dimanche, 18h35.

"Un rideau de fer"

Deux ans après la fin de la guerre, le monde est de nouveau divisé en deux camps ennemis. Rétrospective des années 1945-60 en matière de politique internationale américano-européenne. Aux "Beaux dimanches," à 21h30.

"La Corriveau"

A l'émission "Chasse-galerie", la légende de la Corriveau est replacée dans le contexte socio-culturel de l'époque. L'animateur: Michel Cartier. La série est présentée à Radio-Québec, mardi, à 19h30.

La mangeaille

A l'émission "Tout le monde...", mardi à 21h30, Guy Lamarche s'entretiendra avec Raymond Oliver, du restaurant parisien "Le grand Ve four." Il sera question de mangeaille.

Spectacles

Ville Emard Blues Band

Quelques musiciens du Ville Emard Blues Band seront à l'Evêché, la boîte de l'hôtel Nelson, du 18 au 23 juin.

Le ballet Bolhoï

Du 17 au 23 juin, le Ballet Bolshoï présente son spectacle à la salle Wilfrid Pelletier de la Place des Arts.

Au Patriote de Sainte-Agathe

Du 12 au 30 juin, Jean-Guy Moreau présente son spectacle au Patriote de Sainte-Agathe. Cette année, une grange a été aménagée, et des oeuvres de peintres québécois y seront exposées.

Livres

"Initiation aux métiers d'art du Québec"

Les éditions Format proposent six nouveaux titres dans la collection "Initiation aux métiers d'art du Québec": "La sculpture du multiple à l'environnement: Charles Daudelin", "La sérigraphie à la colle: Roland Giguère", "La gravure sur bois de fil: Monique Charbonneau", "La tapisserie sculpturale: Denise Beaudin", "La lithographie: Albert Dumouchel", "La cire perdue: Bernard Chaudron".

"Trois courageuses Québécoises"

Madame Marie-B. Froment raconte l'aventure qu'elle a vécue en compagnie de deux autres jeunes femmes. Comme bien des Québécoises, ces femmes quittèrent le Québec, il y a quelques décennies, quand le chômage et l'espoir d'une vie meilleure les poussèrent à s'exiler dans les provinces de l'Ouest. On oublie que la lecture est parfois difficile (style parlé de l'auteur que l'éditeur, Parti-pris, n'a pas cru bon d'alléger) devant tant de naturel, de naïveté spontanéité.

"De la réalité à la théorie économique"

Ce n'est certes pas un livre de chevet. Cet ouvrage de références que signe François-Albert Angers aux éditions Fides tente d'approfondir le sens de la réalité coopérative. "Le monde vivant de la coopération" décrit et définit les institutions coopératives et étudie les mécanismes d'intégration qui constituent la clef de l'économie coopérative. Il montre enfin la place qu'occupent les coopératives en Suède, au Danemark, en Russie et en Pologne.

Disques

"Les granges brûlées"

La bande originale du film français "Les granges brûlées", avec Simone Signoret et Alain Delon a été enregistré par la compagnie Gamma (GS 177). La musique est de Jean-Michel Jarre. Plus on l'entend, plus on apprend à l'aimer.

"Bon à tirer", de Serge Reggiani.

"Bon à tirer" n'est pas le meilleur microsillon de Reggiani. Il plaira néanmoins aux habitués de Reggiani qui retrouveront le style habituel du chanteur. La meilleure chanson: "Le monsieur qui passe". Un disque Polydor.

Théâtre

"Les Belles soeurs"

Le 19 juin, la compagnie des deux Chaises présentera la 211ème représentation de la pièce "Les Belles-soeurs" de Tremblay. Jusqu'à ce jour, 126,000 personnes ont vu la pièce. Les représentations se poursuivront jusqu'au 20 juillet. Quelques changements ont été faits dans la distribution.

Exposition

Les photographies de Lartigue

Le Musée du Québec expose les photographies de Jacques-Henri Lartigue jusqu'au 7 juillet. En outre, le musée présente trois collections permanentes: l'art ancien du Québec, l'art contemporain du Québec et "Parc des champs de bataille."

"Le crapaud-pagode"

L'exposition des 25 gravures de Marc Sylvain qui se tient actuellement à l'Atelier d'Edouard Lachapelle, s'intitule "Une fois la glace brisée, le crapaud-pagode..." L'entrée est située rue Laviolette, à l'arrière du 536, Outremont.

Sur le bout de la langue

Je suis bilingue, c'est là ma gloire... *(air connu)*

Ainsi donc, sans que cela soit dit trop ouvertement, le projet de loi 22 nous ramène à la question spécieuse du bilinguisme. La conséquence ultime de ce projet de loi, si on voit plus loin que le bout de son nez, est le bilinguisme institutionnalisé pour la plus forte partie de la population québécoise.

Maintenant que des sondages ont démontré ce qui semble être le désir du plus grand nombre, rien ne pourra plus empêcher le gouvernement Bourassa de légiférer comme bon lui semble, avec tous les dangers que cela comporte. Pour une rare fois, nos grands manitous auront eu l'illusion d'avoir pris le pouls de la population et d'avoir satisfait ses besoins. Il y a des thaumaturges qui ont un fluide comme ça: vous avez mal au foie et il vous guérissent du mal de tête.

Québec-Louisiane

La population, comme on peut raisonnablement le penser, n'est pas très instruite de ces questions de langue. Il faut dire, à sa décharge, qu'il n'arrive pas souvent qu'un peuple a à se démener autant pour conserver l'usage de sa langue. D'autres se seraient lassés bien avant. Le continent nord-américain est un mastodonte anglophone, un rouleau compresseur contre le pic et la pelle des tâcherons que nous sommes. A sa façon, la population tire ses propres leçons de l'histoire; on la sent toute prête à abandonner. Peut-être trouvera-t-on bientôt le Québec et la Louisiane reliés par une commune nostalgie.

Pour le moment, le Canadien français aspire à devenir le parfait bilingue qu'il ne pourra jamais être. Le bilinguisme est une panacée, croit-il; s'il parle l'anglais, il est à l'abri de toutes les fluctuations économiques, il y aura toujours du beurre sur la table. Il y aura toujours aussi du pain sur la planche pour ceux qui ont à coeur de parler fièrement français.

En soi, on ne peut pas reprocher grand chose au bilinguisme à l'échelle planétaire.

Poudre aux yeux

Mais le bilinguisme, comme on l'entend traditionnellement chez nous, le bilinguisme illusoire de tout un peuple, celui-là ne peut qu'être néfaste à l'une au moins des deux langues en présence. On en aura une vision plus nette en faisant les calculs qu'autorise notre situation minoritaire en Amérique du Nord (40 contre 1) et en se remémorant l'assimilation de beaucoup de Canadiens français dans l'Ouest, de ceux qui sont allés gagner leur vie aux USA et ailleurs. Le bilinguisme des Québécois, c'est leur passage, par un effet d'entraînement prévisible, à la langue anglaise en deux générations. Rien de moins. A moins que l'on s'en tienne à la co-existence tranquille de deux unilinguismes, c'est la seule possibilité qu'il nous reste d'assumer notre destin français en Amérique. Tout le reste n'est que faux brillant, beurre, poudre aux yeux.

Pourquoi ce bilinguisme hypocrite qu'on nous propose? On en aura d'abord senti le besoin pour accéder, pense-t-on, à des échelons supérieurs, à des postes de commande. Si vous voulez que votre soupe soit plus épaisse, il faut parler anglais. Voilà une bonne raison. C'est regrettable, mais c'est une bonne raison. Le bill 22 n'y changera rien.

Les palmiers de Sept-Iles

Le bilinguisme est-il un enrichissement comme le claironnent les fédéralistes transcendentaux from coast-to-coast? Et d'abord, y a-t-il de parfaits bilingues? Il y a autant de parfaits bilingues au Canada qu'il y a de palmiers à Sept-Iles. On croit l'être quand on ignore encore la moitié des possibilités du français et de l'anglais. Quand on ignore une langue, c'est plus qu'une question de vocabulaire: c'est aussi une structure mentale.

D'autre part, quand on sait que la quasi-totalité des contacts humains se font entre gens parlant la même langue, dans un environnement forcément restreint, quand on sait aussi qu'on peut tirer la quintessence philosophique, littéraire et sociale de ces mêmes contacts, on ne peut affirmer sérieusement que le bilinguisme est un enrichissement en lui-même. J'ai rencontré beaucoup d'Américains et d'Européens parlant une autre langue que la mienne; au terme de longues conversations, je n'étais pas plus avancé que lors de mes rencontres avec les amis de la Malbaie, Québec ou Montréal. L'enrichissement mythique dont on veut parler est très relatif, excepté si l'on veut en connaître plus long sur la provenance du hachich, sur les meilleurs "trips" à faire, les meilleures positions pour faire l'amour. Pauvres Canadiens français qui perdent un temps fou à expliquer en anglais, à des anglophones de passage, les bienfaits de l'unilinguisme français. Ce n'est pas ce ridicule-là qui va tous nous tuer!

A la taverne

Ceux qui tirent orgueil de parler de tout et de rien en anglais sont bien puérils. Ils ne demandent pas la réciproque parce qu'ils savent bien, au fond d'eux-mêmes, que le bilinguisme dont on a tant parlé est à sens unique, n'en déplaise à MM. Trudeau et Pelletier. Mais ils vont se réjouir comme des enfants à qui on donne des bonbons si l'anglophone peut s'exprimer en français comme Diefenbaker. Voilà une preuve de bonne volonté. On peut être bilingue au Québec, mais il est bien plus urgent de parler correctement notre si capricieuse langue française, dut-on ne connaître qu'elle seule.

Ghislain Lapointe

Les petites annonces

Le service d'affiches populaires, atelier de sérigraphie à but non lucratif cherche local ou logement dans St-Jacques ou St-Louis. Prix raisonnable s.v.p. Tél.: 844-1459 jour.

AMASO
Service de rencontres, 822 Sherbrooke, Est suite 5
Marthe Gaudette, B b.a., b. péd., b. phil., lic. ès lettres.
Service sérieux pour personnes seules, intéressées à des relations durables. Informations et entrevue gratuites.
Cotisation raisonnable. Dépliant sur demande. 524-3852

L'aeternitalogie
C'est un livre qui traite du super-conscient et du 3e cerveau. ($3.00) C'est une nouvelle méthode d'aborder les problèmes d'anxiété, inquiétudes, dépressions, tensions nerveuses, etc., causés par la crainte de la mort. (Analyse de problèmes personnels). L. Hotte, 114 Boteler, Ottawa, Ont., K1N 5A6

POSTE VACANT A LA CSN
DIRECTEUR
DE COMPTABILITE

Les candidats sont priés de communiquer avec Pauline Topping, 1001 St-Denis, Montréal.

Téléphone: 842-3181 d'ici le 19 juin 1974.

LA COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE DU CUIVRE

(pour le 1er septembre 1974)

requiert les services de

1 professeur en Service d'appareils électrotechniques, gradué d'une école privée ou d'un CEGEP avec un minimum de 3 années d'expérience en radio-télévision.

1 professeur en Construction, possédant une expérience appropriée et des connaissances avancées en machinerie d'atelier et en lecture de plans de construction.

Professeurs d'anglais comme langue seconde.

Prière d'adresser toute demande à:

Directeur des Services au Personnel
C.S.R. du Cuivre
C.P. 908
Rouyn, Qué.

RASSEMBLEMENT DES CITOYENS DE MONTREAL

Devenez membre du RCM:
- parce qu'il n'y a pas de démocratie à Montréal;
- parce que l'administration actuelle est en train de mener la ville à la faillite;
- parce que les conseillers actuels sont des marionnettes qui ne représentent personne;
- parce que les citoyens doivent avoir leur mot à dire dans les affaires de leur quartier;
- parce que nous ne pouvons plus nous fier à personne d'autre qu'à nous-mêmes.

IL EST TEMPS DE PRENDRE NOS AFFAIRES EN MAIN!

RASSEMBLEMENT DES CITOYENS DE MONTREAL
1276, rue Dorion, Montréal — Tél.: 526-5842

Nom: . . . . . .

Prénom: . . . . . District: . . . . . .

Adresse: . . . . . .

. . . . . Ville: . . . . . .

Tél.: rés.: . . . . . bur.: . . . . . .

Occupation: . . . . . Année nais.: . . . . . .

Cotisation: $2.00 + Don: $ . . . . . Total: $. . . . . .

. . . . . .

date:

signature:

QUÉBEC-PRESSE
Campagne de souscription 1974

LE QUÉBEC A BESOIN DE QUÉBEC-PRESSE
QUÉBEC-PRESSE A BESOIN DE VOUS

Pour boucler la cinquième année de son existence, Québec-Presse a besoin de $20,000.

Les Québécois qui croient en la nécessité d'un journal indépendant peuvent faire leur part en faisant un don à QUEBEC-PRESSE.

Chaque semaine, dans cette page, nous publierons les résultats de notre campagne. Les noms des donateurs seront publiés, à moins d'avis contraire de leur part.

TOTAL RECUEILLI A CE JOUR: $15,956.00

Jean-Pierre Legault,
James Conrad Tessier
Fédération des Ingénieurs et Cadres
Arthur Gareau
Yves Rochon
Robert Browne
Léger Tremblay

Objectif: $20 000

J'inclus avec la présente un chèque, mandat-poste au montant de $. . . . . en guise de don à QUEBEC-PRESSE. 9670 Péloquin, Montréal 358.

Nom.: . . . . . .
Adresse: . . . . . .
Occupation: . . . . . .
Date: . . . . . .

J'accepte que mon nom soit publié dans la liste des souscripteurs à Québec-Presse. oui: . . . . . **non:** . . . . . .

Kansas City et Washington

Des équipes qu'on bâtit à même les déchets des Seals et des Islanders

par Pierre Terroux

Les deux nouvelles équipes de la ligue Nationale, les Scouts de Kansas City et les Capitals de Washington, ont été officiellement formées mercredi dernier au cours d'une séance spéciale de repêchage. Les Scouts et les Capitals pouvaient réclamer 22 joueurs parmi ceux que les équipes existantes n'avaient pas protégés.

Plusieurs excellents joueurs étaient disponibles: Frank Mahovlich, Robert Rousseau, Bruce McGregor, Paul Henderson. A part Rousseau vieillissant, les trois autres reluquent vers l'Association mondiale s'ils n'ont pas déjà fait le grand saut, et d'ailleurs ils n'intéressaient pas les directeurs-gérants des deux nouvelles formations.

C'est ainsi que les "petits nouveaux" ont dû se contenter de joueurs moyens, qui avaient peine au cours de la dernière saison à jouer régulièrement pour leur équipe respective.

Voyons ensemble la liste des joueurs acquis par chacune des deux équipes:

Capitals

Gardiens	
Ron Low (Toronto)	
Michel Belhumeur (Philadelphie)	
Joueurs	
Dave Kryskow (Chicago)	7
Yvon Labre (Pittsburgh)	1
Peter Laframboise (Californie)	7
Bob Gryp (Boston)	1
Gord Smith (Los Angeles)	x
Steve Atkinson (Buffalo)	6
Bruce Cowick (Philadelphie)	x
Denis Dupéré (Toronto)	8
Joe Lundrigan (Toronto)	x
Randy Wyrozub (Buffalo)	0
Mike Bloom (Boston)	x
Gord Brooks (Saint-Louis)	6
Bob Collyard (Saint-Louis)	1
Bill Mikkelson (Islanders)	x
Ron Anderson (Boston)	x
Mike Lampman (Vancouver)	2
Lew Morrison (Atlanta)	1
Steve West (Minnesota)	x
Larry Bolonchuk (Vancouver)	x
Murray Anderson (Minnesota)	x
Larry Fullan (Montréal)	x
Jack Egers (Rangers)	1

Scouts

Gardiens	
Michel Plasse (Montréal)	
Peter MacDuffe (Rangers)	
Joueurs	
Simont Nolet (Philadelphie)	19
Butch Deadmarsh (Atlanta)	6
Brent Hughes (Detroit)	1
Paul Terbenche (Buffalo)	2
Gary Coalter (Californie)	0
Gary Croteau (Californie)	14
Randy Rota (Los Angeles)	10
Lynn Powis (Chicago)	8
John Wright (Saint-Louis)	6
Ted Shell (Pittsburgh)	4
Chris Evans (Detroit)	4
Bryan Lefley (Islanders)	0
Robin Burns (Pittsburgh)	x
Tom Peluso (Chicago)	x
Kerry Ketter (Atlanta)	x
Normand Dubé (Los Angeles)	x
Richard Lemieux (Vancouver)	5
Dave Hudson (Islanders)	2
Ken Murray (Détroit)	x
Dennis Patterson (Minnesota)	x
Ed Gilbert (Montréal)	x
Doug Horbul (Rangers)	x

(On a indiqué à droite de leur nom, leur nombre de buts dans la LNH l'an dernier. Les x indiquent les joueurs des lignes mineures.)

Un petit relevé statistique nous a permis de constater que les joueurs des Scouts, tous ensemble, ont compté 81 buts dans la ligne Nationale la saison dernière, et ceux des Capitals, 41.

Et les deux directeurs-gérants, Sid Abel pour Kansas City et Milt Schmidt, se sont dits satisfaits de leurs acquisitions. Outre Simon Nolet, Michel Plasse, Jack Egers et en forçant un peu Denis Dupéré, on se demande ce qui peut bien réjouir Abel et Schmidt. Est-ce croyable que les propriétaires de ces deux équipes aient déboursé chacun 6 millions pour un noyau de joueurs semblables.

Quel genre de hockey offriront les "déchets" des Islanders, des Seals, des Blues, des Canucks et des Kings.

Les manigances

Evidemment, ce ne sont pas les meilleurs joueurs qui étaient disponibles. Les anciens clubs, surtout les Canadiens, les Rangers et les Bruins n'ont pas offert ce qu'ils avaient de mieux et quand ils furent obligés, à cause de la liste de protection de 15 joueurs, de mettre à découvert des joueurs de valeur, de petites ententes sous table avaient été conclues avec les nouvelles équipes.

On laissait ainsi de côté les Claude Larose, Jean-Pierre Bordeleau, Robert Rousseau, John VanBoxmeer, Joe Watson, qui sans être très talentueux ou assez jeunes pour un club en construction, valent bien les Collyard, Mikkelsen et Ketter sur lesquels les deux clubs ont porté leur préférence.

Ce ne sera pas beau à voir, ça l'an prochain.

Et dire qu'on nous promet une autre expansion pour 1976. Ce sera Denver et Seattle. Vraiment, ça n'est même plus drôle.

Sourire aux lèvres, SAM POLLOCK (à droite), n'était pas inquiet encore une fois. Il avait tout prévu. Les Canadiens n'ont perdu que trois joueurs au repêchage, Plasse, un gardien de but, Fallan et Gilbert deux porte-couleurs des Voyageurs. C'est tout ce que le Canadien avait à offrir aux deux nouvelles équipes.

En bref

Les règlements

La Ligue Nationale, voulant accélérer le jeu (pour ne pas sans doute que les spectateurs s'endorment), a décidé d'interdire aux gardiens de but de se rendre au banc pour faire réparer une pièce de leur équipement.

Dans un tel cas, le gardien devra céder sa place au gardien suppléant. On a également décidé d'être plus sévère à l'endroit des joueurs qui font leur petit numéro quand les juges les retiennent après une altercation. Ces joueurs recevront dorénavant une mineure supplémentaire. En gros, la LNH souhaite que tous les matches ne durent que deux heures et demie. C'est ce qu'on souhaite aussi!

Equipe d'étoiles

Aucun joueur des Canadiens ne fait partie d'une des deux équipes d'étoiles. C'est la deuxième fois que ça leur arrive en 30 ans, et la dernière remonte à 1967. La première équipe d'étoiles est formée de **Bernard Parent, Bobby Orr, Brad Park, Phil Esposito, Ken Hodge** et **Richard Martin.** La deuxième comprend **Tony Esposito, Bill White, Barry Ashbee, Bobby Clarke, Mickey Redmond** et **Wayne Cashman.**

Les belles moyennes

C'est durant ses assises annuelles que la LNH publie ses statistiques complètes. On y apprend par exemple que les Bruins de Boston ont conservé une moyenne d'efficacité dans les lancers de 13.1, la meilleure de la ligue. C'est-à-dire que les Bruins lancent un peu moins de dix fois au filet pour réussir un but. Les Canadiens affichent une moyenne de 12.4 et Chicago 12.7. Tous les autres clubs sont aux environs de 10. Faudrait-il donc qu'on lance moins souvent mais qu'on soit plus précis? C'est à méditer...

"Des équipes pareilles: pas bon pour le hockey" –Derek Sanderson

Le coloré Derek Sanderson assistait aux dernières "agapes" de la LNH au cours desquelles il fut d'ailleurs révélé qu'il se joindrait aux Rangers de New York. Cette dernière équipe a cédé Walt McKechnie, récemment acquis des Seals de la Californie, en retour de Sanderson qui n'a pas fini la dernière saison étant sous le coup d'une suspension décrétée par les Bruins.

Sanderson, reconnu pour son franc-parler (on le qualifie de grand-gueule... il dit trop souvent ce qu'on ne voudrait pas qu'il dise), s'est déclaré scandalisé du sort réservé aux deux nouvelles équipes. "C'est une honte de payer 6 millions de dollars pour avoir le droit de former une équipe avec ces joueurs-là. Ca ne fera pas des équipes fortes! C'est loin d'être bon pour le hockey".

"L'ami" de Bep Guidolin ne croit pas qu'il lui sera trop difficile de revenir au jeu. "Le début de l'entraînement sera sûrement ardu. Mais j'ai hâte de jouer, **a-t-il dit.**

Quand nous lui avons demandé s'il avait craint à un moment donné d'être "oublié", après sa dernière altercation avec la direction des Bruins de Boston, sa réponse ne s'est pas fait attendre. "Je crois que les équipes ont toujours besoin de bons joueurs. J'en suis un et ils le savent. Alors pas de problèmes."

Pollock avait tout prévu

Le Canadien demeure intact

Les Canadiens sont sortis intacts ou presque des séances de repêchage qui ont eu lieu au cours de la semaine dernière.

Sauf Michel Plasse, le quatrième gardien des Canadiens qui est passé aux nouveaux Scouts de Kansas City, tous ceux qui ont porté les couleurs du club l'an dernier ont été protégés par Sam Pollock.

Outre Plasse, dont Pollock s'est littéralement débarrassé à cause du retour de Ken Dryden et peut-être aussi à cause de la mésentente qui a sévi entre ce joueur et Scotty Bowman tout au cours de la dernière saison, les Canadiens n'ont perdu que deux joueurs: Ed Gilbert et Larry Fullan.

Ces deux joueurs portaient l'an dernier l'uniforme des Voyageurs de la Nouvelle-Ecosse et n'avaient aucune chance de joindre les Montréalais pour la saison prochaine.

Le départ de Plasse a permis à Pollock de protéger le jeune défenseur John Van Boxmeer et une entente probable avec les deux nouvelles équipes lui a également donné l'occasion de sauver Claude Larose...

Des échanges

L'oubli volontaire des joueurs du Canadien par les deux nouvelles équipes laisse présager des échanges ou tout au moins "une récompense pour service rendu" à l'endroit de ces clubs. Pollock leur enverra certainement quelques-uns de ses "poulains" quitte à les reprendre plus tard au besoin comme il a fait jadis de Larose et Roberts.

On croit aussi que Pollock se départira ou de Larocque ou de Thomas, les deux gardiens qui sont de trop depuis le retour de Dryden. On imagine même une transaction qui amènerait à Montréal le joueur de centre Don Lever, des Canucks de Vancouver, ou encore Marcel Dionne, un autre centre, des Red Wings de Détroit. On parle également de Don Luce, des Sabres de Buffalo.

Rencontré lors du repêchage de mercredi, Pollock n'a rien voulu révéler. **"Il est beaucoup trop tôt pour parler. Il peut se produire quelque chose mais j'aime mieux réfléchir encore",** a-t-il dit.

Frank fait le saut

Les Canadiens ont perdu un joueur à l'AMH la semaine dernière. Frank Mahovlich a signé avec les Toros de Toronto, comme on s'en doutait bien depuis la saison dernière. Mahovlich a traîné de la patte toute l'année dernière, et son départ ne déplaira pas aux partisans du Canadien.

Par contre, la direction du club a annoncé que Pierre Bouchard avait signé un contrat de trois ans. Bouchard, dont on ne savait même pas avant les assises de la LNH s'il serait progété ou non, compterait énormément dans les nouveaux plans de l'équipe qui veut désormais miser sur la robustesse.

Bouchard a même promis de recourir à la rudesse - son ancien style - si on veut bien le faire jouer régulièrement et si d'autres joueurs de l'équipe sont également prêts à jouer dur. Bowman a par ailleurs promis que Bouchard jouerait régulièrement avec Larry Robinson.

Une coupe Stanley qui s'éloigne de Nolet

L'aillier droit Simon Nolet a été le premier choix des Scouts de Kansas City, une des deux nouvelles équipes de la ligue Nationale. Nolet, qui a marqué 19 buts et accumulé 17 passes l'an dernier, en jouant très irrégulièrement avec les Flyers de Philadelphie, était sans nul doute le meilleur joueur sur le marché si on excepte les vedettes établies telles que les Mahovlich, Henderson et McGregor, qui flirtent avec l'AMH.

Nolet avait l'air passablement atterré même s'il s'attendait à être réclamé au cours de ce repêchage. **"On m'a dit que les Flyers avaient tenté de me protéger avec quelques petites manoeuvres en coulisses, mais ça n'a pas marché. Je savais que les Flyers voulaient d'abord protéger les jeunes, et moi, à 32 ans, je ne cadrais pas trop dans leurs plans",** de dire Nolet.

Il croit que ce sont ses performances des séries éliminatoires qui ont attiré sur lui l'attention des directeurs-gérants des nouveaux clubs. **"J'ai bien fait durant les séries et on l'a remarqué. J'avais aussi bien fait durant la saison mais, pour des raisons que j'ignore, Fred Shero m'a laissé sur le banc."**

A la blague, il a lancé à plusieurs journalistes sportifs qui l'entouraient: **"Une chance que j'ai gagné la coupe Stanley l'a née passée".**

C'est vrai qu'il ne la verra pas de si près avant longtemps.

coup de griffe

Le repêchage des spectateurs de la ligne Nationale

"Mister president, the Kansas City Scouts claim John McAllister"... "Thank you Scouts. Vous avez droit à John McAllister, mais les Maple Leafs de Toronto peuvent placer un de leurs spectateurs sur leur liste de protection. Scouts, McAllister vous coûte $165,000." ... "Thank you, Mister president."

"Bonjour amateurs de sports, ici Claude Ballotte qui vous parle directement du Queen Elizabeth où se déroule actuellement le repêchage annuel des spectateurs de la ligue Nationale. Les nouveaux Scouts de Kansas City viennent à peine de réclamer John McAllister, spectateur assidu à chacun des matches des Maple Leafs. McAllister, qui connait son hockey sur le bout de ses doigts, n'était plus d'aucune utilité pour les Leafs, qui n'ont pas hésité à s'en débarrasser.

"On ne comprend pas toutefois pourquoi les Scouts ne lui ont pas préféré Jos Tartampion ou Emile Lecrieur, deux gars extraordinaires (un trompettiste et un gueulard) que Sam Pollock des Canadiens n'avait pas inscrits sur sa liste privilégiée.

"Ententes de coulisses sans doute, encore une fois. Le repêchage achevant, on peut tout de suie affirmer que les Canadiens s'en tireront encore sans trop de dommages. Ils n'auront en effet perdu qu'un spectateur, une vieille fille qui se passionnait pour Frank Mahovlich et qui a lâché après le départ de celui-ci. Les Canadiens se retrouvent donc maintenant avec 167 spectateurs.

"Ce sont les Seals de la Californie qui sont toujours à plaindre. Ainsi, après la razzia de l'AMH, le repêchage intra-ligue et le repêchage spécial de l'expansion, les Seals ne comptent plus maintenant que 13 partisans. Le propriétaire de l'équipe n'en est cependant pas inquiet. "Si ça marche pas mieux, si on monte pas ça à 15, a-t-il dit, on déménage à Colombus où on est assuré de 22 spectateurs payants".

"Des deux nouvelles équipes, ce sont les Scouts qui auront l'avantage avec 31 "fervents", si on compte évidemment le vieux McAllister. Les Capitals, un des sept péchés du même nom sans doute, n'en compteront que 29.

"Les Capitals avaient l'intention, nous dit-on, de combler l'écart en mettant la main sur la vieille fille, quitte à engager le beau Derek Anderson. La fille, une femme de principes, s est montrée très froide et a rompu les négociations.

"C'était Claude Ballotte pour le réseau Télé-Médium".

L'EQUIPE

Le cahier olympique

En basket-ball, les francophones sont très rares

par Pierre Terroux

La domination des **Américains** s'est terminée, comme nous vous le mentionnions la semaine dernière, par leur défaite aux mains de l'équipe soviétique aux Jeux de 1972, à Munich.

Outre l'Union Soviétique, d'autres pays s'élèvent comme des adversaires de taille pour les Américains. Le **Brésil, l'Espagne, l'Italie** et la **Yougoslavie** s'imposent maintenant comme de sérieux rivaux. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de voir les **Italiens** à l'oeuvre mercredi prochain à l'aréna Maurice Richard de Montréal alors qu'ils affronteront l'équipe du Canada. Les équipes nationales masculines et féminines de la **Chine populaire** prendront également part à cette rencontre internationale. Les **Chinois,** pas encore admis aux Jeux o-

(photo Christian Lambert)

lympiques, seraient à bâtir une équipe nationale redoutable.

Les Canadiens?

Comme dans plusieurs autres disciplines, tout est à faire pour le Canada. On semble cependant avoir réuni un noyau de joueurs qui pourraient suprendre plusieurs équipes en 1976. Ce noyau de joueurs ne compte malheureusement aucun Québécois. Des 10 joueurs, 6 sont originaires de l'Ontario et 4 de la Colombie.

Trois Québécoises, **Sylvia Sweeney, Elisabeth Silcott** et **Coleen Dufresne**, font partie de l'équipe nationale féminine.

Le Québec ne compte encore aucun francophone de niveau national et encore moins international.

Le basket-ball en est encore ici à ses balbutiements et la Fédération de basket-ball du Québec a entrepris de travailler avec les jeunes en popularisant ce qu'on appelle communément "le mini-basket". 15,000 jeunes Québécois pratiquent ce sport. Le mini-basket c'est le basket-ball qu'on a modifié pour qu'il convienne au physique et à l'habileté des jeunes joueurs. Une autre chose qu'on n'a pas comprise au hockey, si vous nous permettez l'allusion.

La Fédération de basket-ball, en plus de porter une large part de son attention vers les jeunes, s'intéresse vivement aux entraineurs dont elle souhaiterait augmenter le nombre. Des stages sont organisés régulièrement à cette fin.

Les Padres à Montréal

Les Expos contre leur bête noire

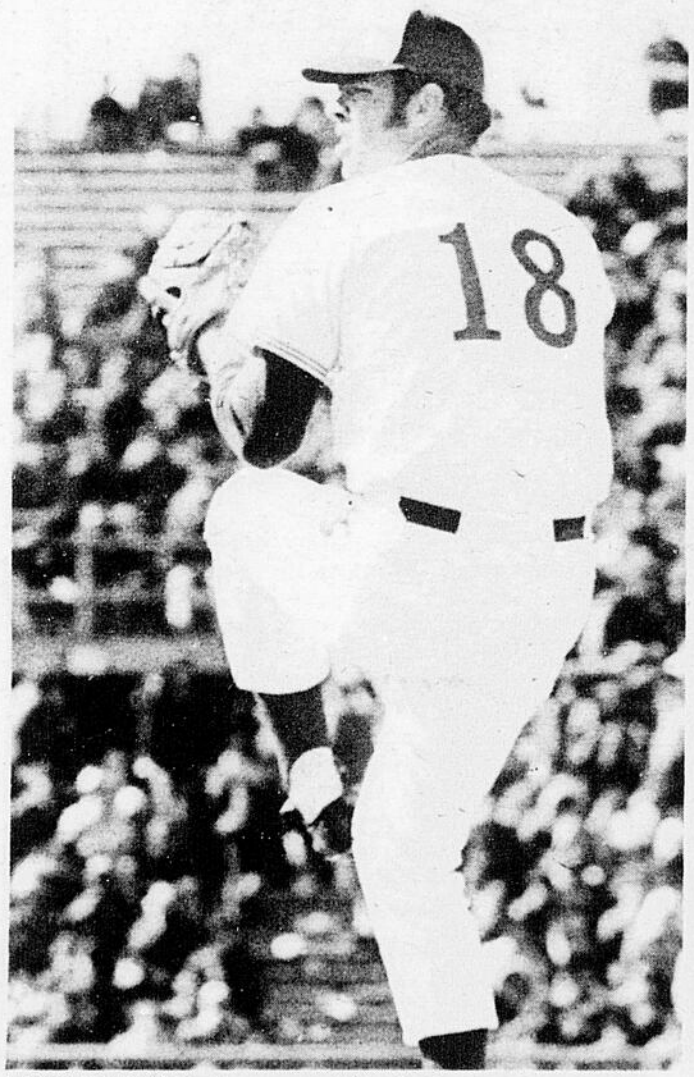
(P.T.) Les Padres de San Diego, derniers au classement de la division ouest de la ligue Nationale de baseball, sont en ville depuis vendredi dernier pour disputer aux Espos une série de trois parties.

La dernière partie de cette série a lieu aujourd'hui au parc Jarry et, à moins que Gene Mauch ait eu à employer son artilleur Steve Renko dans les matches de vendredi ou de samedi, c'est ce droitier qui affrontera les Padres.

Les Expos ont toujours eu de la difficulté à vaincre les Padres même si ceux-ci croupissent année après année en dernière position. Déjà, ils sont à 20 parties des meneurs dans l'Ouest tandis que les Expos tiennent tête aux Phillies de Philadelphie et aux Cardinals de Saint-Louis en n'accusant qu'un retard de deux parties et une demie.

Si les Expos sont près du sommet après presque un tiers de la saison, ils le doivent en grande partie à Willie Davis, le voltigeur qu'ils ont acquis des Dodgers de Los Angeles. Après 52 parties, Davis maintient une moyenne au bâton de .325, ce qui est de loin la meilleure moyenne chez les joueurs réguliers des Expos. Davis domine également pour les points comptés (26) et pour les points produits (47).

Mike Jorgensen a également bien fait au cours de la dernière semaine. Jorgensen, confiné au banc des joueurs au début de la saison, a joué régulièrement contre les Reds de Cincinnati et s'est signalé tant au bâton qu'à la défensive. Nul doute que Gene Mauch l'emploiera de la même façon à mesure que la saison progressera et que le joueur de premier but, Ron Fairly, un vieux de la vieille, aura besoin de repos.



STEVE RENKO, lancera aujourd'hui contre les Padres de San Diego au parc Jarry.

C'EST LA POUR ÇA!

Autour du monde le 20 juin

Pendant 75 jours, Terre des Hommes donnera l'occasion d'un véritable tour du monde à tous ceux qui se promèneront sur l'île Sainte-Hélène, du 20 juin au 2 septembre.

Lyon, Prague et Bratislava, Moscou, Mexico, ainsi que d'autres "capitales et grandes villes du monde" (thème de cette année) révéleront leur histoire et certains de leurs charmes particuliers.

On retrouvera aussi la République Populaire de Chine et sa longue tradition artistique, en plus de la Bulgarie, de Haïti, de l'Inde, de l'Iran, du Maroc, du Pakistan, de la Suisse et de la Yougoslavie. Au total, 13 pays deviendront autant d'étapes autour du monde, au milieu des pavillons populaires comme le Village d'Autrefois, la Biosphère, l'Humour, les Armes, le Musée des Beaux-Arts, le Monde Insolite, etc. etc.

Les spectacles professionnels retourneront à l'affiche de Terre des Hommes 1974, en plus d'un grand nombre d'autres représentations particulièrement vivantes. Le tour du monde quotidien, à deux pas de chez soi, c'est la Terre des Hommes.

Terre des Hommes

tous les jours de la semaine